

THÈSE DE
PARIS.

1890

N^o.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'INFLUENCE DES SABINIENS ET DES PROCULEIENS
SUR LE DÉVELOPPEMENT DU DROIT ROMAIN

ÉCONOMIE POLITIQUE

DU CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Victor BELIN

Attaché au parquet du procureur de la République
Lauréat de la Faculté
3^e mention de Droit civil en 3^e année.

PARIS

A. GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

1890



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'INFLUENCE DES SABINIENS ET DES PROCULEIENS
SUR LE DÉVELOPPEMENT DU DROIT ROMAIN

ÉCONOMIE POLITIQUE

DU CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER

ACAD.
JGD.BAT.
BIBL.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 18 mars 1890, à ue heure

PAR

Victor BELIN

Attaché au parquet du procureur de la République
Lauréat de la Faculté
3^e mention de Droit civil en 3^e année.

Président : M. ALGLAVE, professeur

Suffragants : { MM. DEMANTE, professeur.
BEAUREGARD, professeur.
PLANIOL, agrégé.

*Le candidat répondra en outre aux questions qui lui seront faites
sur les autres matières de l'enseignement.*

PARIS

A. GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

15, Rue Racine, 15

1890

DROIT ROMAIN

DE L'INFLUENCE DES SABINIENS ET DES PROCULEIENS

SUR LE DÉVELOPPEMENT DU DROIT ROMAIN

Au titre du Digeste : *de origine juris*, Pomponius (Fg. 2, § 47) donne, en les distinguant par les sectes à peu près jusqu'à son époque, la succession des principaux jurisconsultes Sabinien et Proculéien. De nombreux travaux ont été faits déjà pour établir la cause de la naissance de ces deux écoles ; la lumière n'a pas été faite, la question reste à peu près entière, et dès l'abord nous devons dire que nous n'avons pas ici la prétention de la trancher. Nous nous bornerons à ajouter une hypothèse à celles émises précédemment, et ce sera la première partie de notre travail, partie purement historique. Ayant raisonné sur la cause, nous discuterons sur les effets ; après avoir dans la première partie étudié la naissance des deux sectes rivales, nous étudierons leur lutte dans la troisième, et son résultat dans la quatrième partie de notre ouvrage. Mais auparavant nous aurons, dans la seconde, déterminé les matériaux à employer. Sur ce point faisons immédiatement quelques observations préliminaires.

Nous avons dit que la cause de la formation des deux écoles de jurisconsultes était encore un problème à résoudre ; c'en est un autre que de déterminer quelle était au juste la doctrine de chacune d'elles. Il est, en cette matière, un seul point certain et le voici. On sait par les Règles d'Ulpien (XI, § 28) que les Sabinien subordonnaient la puberté à la puissance génératrice : *Puberem autem Cassiani quidem esse dicunt qui habitu corporis pubes apparet, id est qui generare possit*. Si de ce passage nous rapprochons le § 196 du livre I des Institutes de Gaius nous ne pourrons plus douter que ce dernier était Sabinien ; voici en effet ce qu'il dit dans le paragraphe dont nous parlons : *Puberem autem Sabinus et Cassius, cæterique nostri præceptores, eum esse putant qui habitu corporis pubertatem ostendit, hoc est qui generare possit*. Ainsi Gaius se proclame le disciple et enseigne la doctrine de ceux qu'Ulpien nous apprend être les Cassiens ou Sabinien. Cela dit, il est évident que lorsque Gaius, après avoir exposé une difficulté ajoute : *Nostri præceptores putant*. — *Sed diversæ scholæ auctores*, nous nous trouvons en présence d'une dissidence entre les deux écoles (par exemple, Gaius II, 195, III, 141, IV, 78-79). Mais en dehors de ce cas nous retombons dans l'incertitude ; nous pouvons très souvent constater une controverse, mais de la à affirmer qu'elle existait entre les deux écoles il y a une distance considérable, et ce n'est qu'avec la plus grande prudence que l'on pourra la franchir ; quelques-uns des points de dissidence entre les deux écoles sont authentiques ou au moins très probables ; ceux-la nous suffiront, si nous parvenons, comme nous le pensons, à les faire

cadrer avec l'hypothèse historique que nous allons émettre.

C'est sous le règne d'Auguste que sont nées les deux écoles ; mais ce serait à notre avis un tort de vouloir trouver à cette époque la cause de leur formation ; sur le terrain des sciences politiques, le principe qu'il n'y a pas d'effet sans cause s'applique avec autant d'énergie que nulle part ailleurs ; un homme peut faire naître et incarner en lui un courant d'idées, si elles répondent à des aspirations antérieures ; sinon il est seul et sa voix reste sans écho ; une doctrine, un chef d'école présupposent une évolution sociale commencée ; ils en profitent et les circonstances aidant ils la font s'accomplir ; ce qu'on peut rechercher autour d'eux, ce sont ces circonstances qui les secondent. Notre objet ici est de montrer que la formation des écoles Sabinienne et Proculéienne est l'application directe de cette loi. Recherchons d'abord les circonstances qui les ont fait naître.

Avec Auguste, la République romaine est finie ; l'empire va commencer ; plus de grandes guerres extérieures ; plus de dissensions intestines ; le calme succède à plusieurs siècles de luttes ; chassée du monde matériel où elle n'a plus que faire, l'énergie se reporte sur les sciences spéculatives ; la période du droit romain, qu'on appelle la période classique, s'ouvre ; mais chacun aborde ces études avec sa tournure d'esprit particulière. Deux hommes éminents prennent la tête du mouvement, personnifiant chacun deux courants différents d'idées ; autour d'eux se groupent des disciples ; les deux écoles étaient fondées. C'est là, dans le calme

produit par la fin des guerres extérieures et civiles, et dans l'essor des études juridiques qui en fut le résultat qu'il faut voir le prétexte de la naissance des deux sectes de juriconsultes; quant à sa cause, elle est plus profonde et plus lointaine. On sait combien de systèmes ont été imaginés pour expliquer la division des Sabinien et des Proculéien; la politique, la philosophie, la métaphysique ont été tour à tour mises en avant comme criterium de distinction; aujourd'hui il est à peu près unanimement admis que c'est dans la diversité des méthodes qu'il faut chercher l'explication du problème. Mais a-t-on tout dit lorsqu'on a posé en principe qu'il y a eu l'école Sabinienne et l'école Proculéienne, parce qu'il y a eu la méthode Proculéienne et la méthode Sabinienne? Il nous paraît que cette manière seule de poser la question permet de la résoudre par la négative. Certes la formule est exacte, en tant qu'elle constate un fait extérieur; il y a eu deux méthodes distinctes; nous nous rallions à cette affirmation. Mais à notre avis, la difficulté consiste précisément à rechercher pourquoi il y a eu deux méthodes; se borner à affirmer qu'elles ont existé, c'est transporter le mystère dans l'explication sans le faire disparaître. Le système de lois et de mœurs qui régit un pays est intimement lié, comme le dit excellemment M. Ortolan, aux développements successifs de la nation; c'est eux qu'il faut étudier dans un cas comme celui qui nous occupe.

Les travaux historiques laissent peu de doutes sur l'influence qu'exerça sur la constitution primitive de Rome, la civilisation Étrusque; touchant de près aux antiquités voilées de l'Orient qui avaient porté si haut la puissance

des castes sacerdotales, elle devait nécessairement faire dans ses institutions juridiques une large place au droit sacré ; et tel fut en effet le caractère primitif du droit romain ; droit coutumier, formaliste et symboliste, dont les pontifes connaissaient seuls et cachaient soigneusement les mystères : *Si non ad fastos, non ad commentarios pontificum admittimur.* (Tite-Live IV, 3).

Droit et religion formaient alors un seul monument informe, instrument de domination et d'intimidation dont les patriciens usaient d'une façon plus ou moins arbitraire. Quelques lois votées par les comices et la loi des XII Tables vinrent donner un corps à la partie extérieure, s'il est permis de s'exprimer ainsi, de la coutume ; mais le droit sacerdotal, la partie occulte gardait tout son empire ; les pontifes régnaient toujours en maîtres ; eux seuls connaissaient les *commentarii pontificum* ; eux seuls avaient qualité pour indiquer les jours fastes et néfastes. Il y a eu là certainement pour cette partie du droit romain une cause de discrédit auprès de la grande majorité de la nation ; deux autres vinrent s'y ajouter. L'élévation d'un plébéien à la dignité de *pontifex maximus*, en révélant les dispositions secrètes du droit, en montra l'inanité ; d'autre part, en dehors des lois ou contre elles, nous voyons s'élever tout un ensemble de décisions, la jurisprudence prétorienne, respectée des justiciables parce qu'elle est souvent mieux sanctionnée, et parce qu'elle ne porte pas le caractère originel d'oppression dont était empreint le droit civil. De ce conflit entre le droit honoraire et le droit civil, résulte une nouvelle confusion ; il devient difficile de se reconnaître dans la multiplicité des institu-

tions existantes, et devant les tribunaux, le ministère des avocats, jurisconsultes de profession, est désormais indispensable. A ce moment l'ère doctrinale est bien près de s'ouvrir. Mais pendant ce combat des lois contre les mœurs, Rome avait conquis la Grèce ; on sait quelles en furent les conséquences au point de vue social, et quelle influence le vaincu exerça sur le vainqueur. La philosophie grecque « le stoïcisme surtout, qui paraissait taillé exprès pour des âmes romaines, se propagea solidement et d'une manière durable. » (Ortolan, *Hist. du droit romain*, n° 261). L'apparition de cette philosophie, qui ne connaissait d'autre maître que la raison, était une insurrection à la fois politique et religieuse ; religieuse, puisqu'elle résonnait ; politique, puisqu'elle venait battre en brèche l'instrument sacro-saint de domination de tout une caste ; cette dernière résista. En 593 (Aulu-Gelle, XV, 11) un sénatus consulte interdisait le séjour de Rome aux philosophes Grecs :

C . FANNIO . STRABONE . M . VALERIO . MESSALA . COSS . M .
POMPONIVS . PRAETOR . SENATVM . CONSVLVIT . QVOD . VERBA .
FACTA . SVNT . DE . PHILOSOPHIS . ET . RHETORIBVS . DE . EA .
RE . ITA . CENSVERVNT . VTI . M . POMPONIVS . PRAETOR .
ANIMADVERTERET . COERCERET . QVE . VTI . EI . E . REPVBLICA .
FIDE . QVE . SVA . VIDERETVR . VTI . ROMAE . NE . ESSENT .

Mais l'élan était donné, et la philosophie grecque survécut sans peine à ce coup. Une évolution politique, l'élévation d'un plébéien à la dignité de *pontifex maximus* avait révélé à tous la loi tout entière ; un nouveau courant d'esprit allait la discuter et la critiquer.

A la veille de la période classique, l'état des choses et les éléments en présence se trouvaient donc fort complexes. D'une part, le droit civil, monument incomplet, frappé de suspicion ; vis-à-vis de lui, le droit honoraire, respecté celui-là, mais indécis et laissant une grande place à l'arbitraire ; une confusion profonde résultant de leur conflit. D'autre part, le courant d'idées né de la philosophie grecque avide de principes scientifiques et ne respectant rien en dehors de ces principes et de leurs déductions rationnelles.

Différentes causes allaient transporter sur le terrain des faits la lutte circonscrite jusqu'alors à des discussions théoriques. Une civilisation dès lors bien près d'être parfaite, une circulation de richesses dont l'importance grandissait chaque jour faisaient sentir l'insuffisance de ce qui existait ; le nouvel état social auquel nous faisons allusion au début allait donner une ardeur nouvelle aux études juridiques, en même temps que des influences d'ordre purement politique entraient en jeu. D'une part, l'Empire naissant s'effraya de la liberté un peu turbulente des jurisconsultes dont l'autorité augmentait chaque jour : « Quand tous les pouvoirs se rattachaient à l'empereur, celui de la jurisprudence, de l'interprétation populaire et publique des lois, ne pouvait rester libre. Les magistrats étaient déjà soumis, les jurisconsultes le furent aussi, et leur antique indépendance faillit devant la volonté impériale. » (Ortolan, *Hist. du Droit Romain*, n° 342). Le *jus publice respondendi* fut organisé.

D'autre part, on n'ignore pas quelles furent les tendances d'Auguste. Soit par politique et dans le but d'as-

soir plus solidement son pouvoir ; soit qu'il craignit véritablement de provoquer une évolution sociale trop brusque et qui eût pu nuire à l'Etat, ses efforts tendirent toujours à ramener vers le passé le courant des idées ; c'est dans ce but, s'il faut en croire la tradition, qu'il aurait fait composer les Géorgiques et l'Enéide. Quoiqu'il en soit, tout, dans sa conduite, révèle cette préoccupation de ne pas séparer violemment son époque de celles qui l'avaient précédée.

Dans ce concours de circonstances, deux hommes représentaient la science juridique ; c'étaient Labéon et Capiton. Celui-ci, issu d'une famille obscure était l'élève d'Aulus Ofilius, ami et confident de Jules César ; celui-là avait eu pour père un des meurtriers de César ; l'un fut un courtisan parfait, l'autre ne permit pas au prince de lui témoigner son estime ; il s'arrêta dès l'abord dans la carrière des honneurs et son antagoniste en fut comblé ; si bien qu'Horace, la coupe en main, traita quelque jour Labéon de fou entre les fous, tandis que Capiton succédait à Mécène dans la charge de *Curator Aquarum*.

Il y avait donc entre nos deux jurisconsultes une inimitié politique ; ils la transportèrent sur le terrain du droit : nous avons dit plus haut le sentiment de défiance qui devait exister contre le droit civil, en même temps que celui, universellement constaté, de son insuffisance ; Antistius Labéo, père de Labéon (Pompon. frag. 2 § 44 ; D., 1, 2.) et Trebatius Testa, disciple de Cornelius Maximus et maître de notre jurisconsulte, avaient été parmi les premiers promoteurs de ce mouvement. Labéon sous Auguste, en avait naturellement pris la direction.

Nous avons, d'autre part, exposé les raisons pour lesquelles Auguste ne pouvait pas voir d'un bon œil un pareil courant d'idées ; pour l'enrayer, il lui fallait un homme capable de s'opposer à Labéon ; Capiton était tout indiqué ; dans ce but, Auguste le nomma en 759 de Rome fondée, consul *suffectus*. Dans cette situation, le rôle de chacun était tout tracé ; Labéon eût volontiers fait table rase du passé ; imbu des principes de la philosophie grecque dont son père et son maître avaient été de fervents adeptes, il recherchait ce qui devait être et en tirait d'inflexibles conséquences : « On sait, dit M. Giraud, par Diogène Laërte et les autres écrivains qui nous ont transmis les opinions et les actions des plus illustres philosophes de la secte stoïcienne, qu'ils se distinguaient surtout par la rigueur de la dialectique, par leur application constante à creuser les principes des choses et par leur sagacité inflexible à marcher d'un principe trouvé jusqu'à ses dernières conséquences. Tels étaient les stoïciens en philosophie, et tel fut Labéon dans la jurisprudence. Ce qu'il emprunta au stoïcisme, ce fut moins peut-être des principes qu'une méthode de raisonnement ; ce fut moins la morale que la dialectique. Au lieu de suivre les opinions des anciens, il marchait avec confiance aux conclusions que son esprit subtil et pénétrant voyait dériver des principes. C'est là ce qu'indique Pomponius par ces mots : *Ingenii qualitate et fiducia doctrinæ*. » (M. Giraud, *Hist. du droit Rom.*, p. 314 et suiv.)

Quant à Capiton, il s'agissait pour lui de s'opposer aux innovations et d'adapter ce qui existait aux nécessités nouvelles ; sa tournure d'esprit, à défaut de l'intérêt politique, l'y eût d'ailleurs porté ; il s'était adonné particu-

lièrement à l'étude du droit sacré, dans lequel il excellait : *Pontificii juris inter primos peritus*. *Macrobe Saturn.* VII, 13). Le droit sacré source première des institutions juridiques romaines lui fournissait d'ailleurs une méthode pour lutter contre Labéon ; l'essence même d'une religion est d'être opposée à ce qui est nouveau et de vivre de traditions et de précédents ; moyennant quoi Capiton put transporter dans le droit, la servilité qui le distinguait dans l'ordre politique. Il s'attachait aveuglément aux doctrines anciennes : *Ateius Capito in his quæ ei tradita fuerant perseverabat*. (Pompon. frag. 2, § 47 ; Dig. 1, 2).

Une tradition reçue, un usage certain, une règle énoncée par un auteur autorisé, avaient à ses yeux la valeur d'un fait accompli. Un nom illustre était pour lui une garantie d'exactitude.

Voilà ce que furent Labéon et Capiton ; adversaires politiques, derniers représentants de la lutte de la théocratie contre la libre discussion, désormais triomphante ; sur le domaine du droit, il ne resta d'eux que les méthodes qu'ils avaient trouvées pour se combattre, et leur nom n'y resta même pas attaché. Après eux, des jurisconsultes adoptèrent l'une ou l'autre de ces méthodes, non plus alors dans un but politique, mais par conviction scientifique ; alors apparurent deux corps de doctrine différents, deux écoles naquirent ; Sabinus et Proculus eurent l'honneur d'y attacher leurs noms ; honneur mérité, somme toute, puisque c'est eux qui accomplirent ce que Labéon et Capiton n'avait fait que préparer.

Pour résumer, et nous le faisons d'un mot, nous dirons que la différence entre les Sabinien et les Proculéiens est

une différence de méthode ; mais que la naissance de ces méthodes fut le résultat d'un concours complexe d'influences dont la politique ne fut pas la moins énergique.

Voilà donc deux écoles de jurisconsultes ; quel devait être leur sort respectif ? Il est facile de comprendre, d'après ce qui vient d'être dit, de quelle nature devait être l'influence de chacune d'elles ; exclusivement occupée de la recherche historique que Gaius déclare nécessaire à l'interprétation des lois ; respectueuse des traditions, l'école sabinienne ne pouvait avoir qu'une influence en quelque sorte mécanique portant sur les prescriptions légales, et qui n'est pas sans analogie avec celle qu'avaient exercée les préteurs. Hardis et sûrs d'eux-mêmes, portés aux innovations, les Proculéiens s'en prenaient aux principes eux-mêmes ; leur influence était en quelque sorte d'ordre législatif. Il semble même qu'elle ait dû être de peu d'importance, si l'on jette un coup d'œil réfléchi sur la manière de procéder des Romains en pareille matière. Comme le dit fort bien M. Chénon (*Etude sur les controverses entre les Sabinien et les Proculéiens*, p. 100) : « La divergence de leurs opinions, la hardiesse de leur méthode, les innovations nombreuses qu'ils réclamaient, avaient, dans une certaine mesure, effrayé leurs contemporains et leurs successeurs. L'attrait des principes n'était pas assez puissant sur l'esprit pratique, si l'on veut, mais aussi routinier et nullement généralisateur des Romains, pour leur faire modifier du jour au lendemain des points importants de leur législation. Le préteur n'avait été écouté et soutenu par l'opinion publique, qu'à la condition de procéder lentement et de

réaliser toujours des améliorations sensibles sur le droit antérieur. Les disciples de Labéon étaient trop théoriciens pour se plier à cette exigence, qui eut compromis la symétrie de leurs déductions. Il fallut des constitutions impériales pour faire adopter quelques-unes de leurs théories. En dehors de ces constitutions, ils ne pouvaient avoir qu'une influence pour ainsi dire à longue échéance, que la loi des Citations vint encore retarder. Un législateur seul pouvait les comprendre ; l'avènement de Justinien fut un bonheur pour eux. »

Nous n'hésitons pas, néanmoins, quant à nous, à penser que l'influence Proculéienne fut prépondérante sur le développement final du droit romain, et que, dès avant Justinien, elle commença à faire sentir d'heureux effets ; s'il est vrai, comme le dit l'auteur que nous citons tout à l'heure, que la hardiesse des disciples de Labéon était de nature à choquer ce qu'on pourrait appeler la moyenne de l'opinion, il est certain aussi que la rigueur de leurs raisonnements devait frapper des jurisconsultes de la force des Sabinien, et c'est ce qui arriva ; parmi les derniers Sabinien, on en voit plusieurs, notamment Julien et Gaius, faire de sensibles concessions à l'école adverse ; s'il est incontestable que Julien composa l'*edictum perpetuum* d'Hadrien et que la plupart des solutions empruntées par Justinien à la doctrine Sabinienne soient empruntées à Gaius, il est vrai aussi que par là même c'était sur bien des points la doctrine Proculéienne qui triomphait, indépendamment des emprunts qui lui furent faits directement par Justinien et ses prédécesseurs. C'est ce que nous allons tenter d'établir ; pour le moment,

nous nous bornons à affirmer avec M. Glasson (*Études sur Gaius*) : « On pourrait être tenté de croire qu'en sa qualité de Sabinien, de disciple d'Ateius Capito, Gaius tenait essentiellement aux anciennes institutions ; il n'en est pourtant rien.... Mais il ne faudrait pas croire que, sous ce rapport, Gaius faisait preuve d'indépendance ; il est bien plus probable qu'en sa qualité de disciple il reproduisait simplement les idées de ses maîtres, et l'on peut conclure de là avec quelque apparence de raison, que l'école des Sabinien, conservatrice par principe, avait pourtant subi l'influence des mœurs de l'époque et surtout de l'école rivale. »

CHAPITRE II

TABEAU DES CONTROVERSES ENTRE LES DEUX ÉCOLES

Nous avons dit au début à quelles conditions nous considérerions comme controverses entre les deux écoles celles que l'on trouve mentionnées dans les ouvrages juridiques romains. Nous allons présenter ici le résultat de notre examen. Les controverses que nous allons passer en revue sont tirées de trois sources : α . la plupart viennent des *Institutes* de Gaius ; β . quelques-unes sont tirées du Digeste ; γ . une enfin est prise dans les *Fragmenta Vaticana*.

α . — *Institutes* de Gaius.

Controverse relative à la fixation de l'âge de la puberté. — A priori, deux moyens se présentent pour constater la puberté : le premier se réduit à un examen purement physique, *ex habitu et inspectu corporis* ; le second consiste à fixer par présomption légale l'âge de la puberté ; le premier fut probablement employé à l'origine puis abandonné pour les femmes ; pour elles, la puberté fut fixée à l'âge de 12 ans ; pour les mâles, il resta en vigueur ; la famille constatait la puberté et révélait aux tiers ce nouvel état en

revêtant l'enfant de la toge virile le jour des Liberalia. Mais, sous l'empire, cet usage disparut ou perdit tout au moins sa signification juridique ; de là des dangers pour les tiers exposés à traiter avec un incapable. Aussi voyons-nous par le § 196 livre I de Gaius, que les Proculéiens proposèrent de fixer uniformément à 14 ans la puberté pour les hommes ; Sabinus, Cassius et leurs disciples résistèrent à cette innovation. Justinien la fit triompher (Just., l. XXII, pr.). Indiquons l'intérêt pratique. Le voici. L'impubère sorti de l'*infantia* peut, à lui seul, améliorer sa condition, il ne peut pas l'empirer. *Si quis a pupillo sine tutoris auctoritate acquisiverit, ex uno latere constat contractus ; nam debitor obligatur pupillo, illum sibi non obligat.* D'où l'intérêt majeur pour les tiers de connaître l'état de puberté de leur cocontractant. Ce danger fut d'ailleurs amoindri par la suite par le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, principe que consacra Antonin le Pieux.

Controverse relative aux res Mancipi. — En suivant les Institutes de Gaius, la seconde controverse que nous rencontrons est celle relative aux *res Mancipi* (Gaius, II, 15). En ce qui concerne l'origine de cette distinction, il est probable que les *res Mancipi* sont celles qui, les premières, ont été soustraites à la propriété collective ; celles qui, les premières, furent susceptibles de propriété privée, quoiqu'il en soit, elles sont comprises dans une énumération évidemment limitative que nous trouvons faite par Ulpien, XIX, 1.

La question qui se présentait était celle de savoir s'il fallait, dès leur naissance, considérer les animaux com-

pris dans cette énumération comme susceptibles de travailler *dorso colloce*. Nous voyons par le passage de Gaius que nous avons cité que Nerva, Proculus et les autres Proculéiens ne le pensaient pas, alors que l'affirmative était soutenue par l'école adverse. Au point de vue pratique, la solution proculéienne était évidemment plus favorable, elle facilitait les transactions en permettant l'aliénation par simple tradition des petits des animaux *res mancipi*.

Controverse relative à l'in jure cessio hereditatis.— Gaius, II, § 37 et III, § 87, nous apprend que les deux sectes étaient divisées sur le point de savoir si l'héritier sien et nécessaire pouvait valablement céder *in jure* l'hérédité dont il est investi. L'*in jure cessio*, mode de transfert à titre particulier, devenait un mode de transfert *per universitatem* quand elle servait à céder une hérédité. Mais, étant donné le principe *semel heres, semper heres*, la logique semblait indiquer que pareille cession ne pourrait s'appliquer qu'à une hérédité *ab intestat* dont l'héritier n'avait pas encore fait adition ; cette dernière accomplie, la qualité d'héritier est inéluctablement fixée sur sa tête : *ossibus hæret*. Les jurisconsultes romains échappaient pourtant à cette conséquence par une analyse plus subtile peut-être qu'exacte. Ils distinguèrent une cession des choses corporelles parfaitement valable, une cession des créances qui ne les transmettait pas, mais qui les détruisait entre les mains de l'héritier cédant, enfin une cession des dettes ne produisant aucun effet. Gaius (III, § 85), nous expose ce mécanisme. Cela étant, rien ne s'opposait à ce que l'on raisonnât de la même manière pour l'héritier sien et né-

cessaire : « *nihil enim interest, utrum aliquis cernendo aut pro herede gerendo heres fiat, an juris necessitate hereditati adstringatur.* » (Gaius, III, § 87). Dans ce même passage, Gaius nous fait cependant connaître que les Proculéiens seuls assimilaient sur ce point l'héritier sien et nécessaire à l'héritier volontaire ayant fait adition ; les Sabiniens rejetaient cette assimilation.

Controverse relative à la spécification. — L'intérêt pratique de cette controverse résulte dès l'abord de toutes les applications qu'en énumère Gaius dans le passage qui la relate (II, § 79). Au point de vue purement juridique, voici quel était le problème ; des matières premières m'appartenant ont été travaillées et mises en œuvre par un tiers, une *nova species* a été créée, il y a eu ce que les économistes modernes appellent une transformation de capital. Dans un capital qui m'appartient, un tiers a emmagasiné une somme de travail humain qui en a augmenté la valeur, puisque toute valeur représente précisément une quantité de travail de l'homme. Voilà la théorie économique. En droit, auquel des deux facteurs donner la préférence ; est-ce au capital, ce que Gaius appelle *materialiam et substantiam*, est-ce au travail qui y est emmagasiné c'est-à-dire devra-t-on considérer exclusivement la *res* produite et l'attribuer au producteur ?

Le premier système fut soutenu par Sabinus et Cassius et leurs disciples ; l'école adverse adopta le second, beaucoup moins exact au point de vue économique.

Controverse relative à l'omission d'un filius familias dans le testament de son père (Gaius, II, 123). Un père de famille devait, à peine de nullité, instituer ou exhe-

réder son fils ; s'il se bornait à le passer sous silence, le testament était nul. Voilà un premier principe : la controverse naissait à l'occasion de sa combinaison avec une autre règle. Supposons que le fils passé sous silence est mort au moment où le testament produit son effet, c'est-à-dire au moment du décès de son père ; aucun intérêt n'est froissé ; donc, a priori, aucune raison n'apparaît pour annuler le testament. Cette raison existait pourtant dans le principe qui avait inspiré la règle Catonienne et que Paul formulait en disant : *quod initio vitiosum est, non potest tractu temporis convalescere* (Dig., 17, fg. 29). Gaius nous fait connaître que l'école proculeienne n'admettait pas ici l'application de cette règle : *quia scilicet existimant, non statim ab initio inutiliter fieri testamentum filio præterito*. Cela d'ailleurs paraît rationnel ; c'est au moment de la mort du testateur que le testament produit son effet et c'est à ce moment, semble-t-il, qu'il faut se placer pour en apprécier la validité ; les deux écoles étaient cependant partagées sur ce point : *adeo quidem ut nostri præceptores existimant, etiamsi vivo patre filius defunctus sit, neminem heredem ex eo testamento existere posse, scilicet quia statim ab initio non constiterit institutio*.

L'intérêt pratique de la controverse est beaucoup plus grand qu'il ne pourrait l'être aujourd'hui. Pour le comprendre, il faut se rappeler que, pour des raisons encore inconnues et probablement religieuses, le fait de mourir intestat était une tache pour la mémoire du défunt.

Controverse relative aux legs per vindicationem et per præceptionem (Gaius, II, § 195). Le caractère distinctif du legs *per*

vindicationem est de transférer au légataire la propriété quiritaire de la chose léguée et conséquemment de lui accorder la revendication. Gaius l'explique (même livre, § 194): *Ideo autem per vindicationem legatum appellatur, quia post aditam hereditatem statim ex jure Quiritium res legatarii fit ; et si eam rem legatarius vel ab herede vel ab eo quocumque qui eam possidet, petat, vindicare debet, id est intendere rem suam ex jure Quiritium esse.*

Cela, comme principe, n'était pas discuté ; où la dissidence commençait, c'était sur le point de savoir à quel moment précis le légataire était investi de ces avantages. Deux solutions étaient possible : admettre que, sitôt l'adition faite, la propriété de la chose léguée passe sur la tête du légataire, *etiamsi ignoret sibi legatum esse dimissum*, sauf à lui à la répudier, par la suite ; ou bien décider que le légataire ne devient propriétaire qu'autant qu'il en manifeste l'intention, *quam si voluerit rem ad se pertinere*. Nerva, Proculus et les autres Proculéiens adoptèrent ce second système. Sabinus, Cassius et leurs disciples soutinrent le premier. Voilà ce qui résulte du § 193 de Gaius. Il faut en rapprocher le § 200 du même livre pour avoir une discussion complète de la question. Supposons un legs *per vindicationem* affecté d'une condition suspensive, qui en aura, *pendente conditione*, la propriété ?

La solution adoptée dans la situation précédente par l'école proculéienne devait a fortiori l'amener ici à déclarer que *pendente conditione* le legs n'appartient à personne ; c'est aussi ce que Gaius nous rapporte qu'elle fit : *diversæ scholæ auctores putant nullius interim eam rem esse: quod*

multo magis dicunt de eo quod sine conditione pure legatum est, antequam legatarius admittat legatum. Les Sabinien^s procé^dèrent par assimilation ; il était un cas sur lequel tout le monde était d'accord, c'était celui du *statuliber* ; les jurisconsultes romains donnaient ce nom à l'esclave auquel la liberté avait été léguée *sub conditione*, et alors que la condition n'était pas encore accomplie ; dans ce cas tout le monde admettait que le *statuliber* appartenait à l'héritier. Gaius et son école généralisaient cette solution, et s'appuyaient sur elle pour déclarer que *pendente conditione* le legs *per vindicationem* conditionnel appartenait à l'héritier.

Les paragraphes 219 et suivants du même livre des Institutes de Gaius nous révèlent entre les deux écoles un dissentiment plus sérieux relativement au legs *per præceptionem*. Ce qu'était ce legs, Gaius nous l'apprend au § 216 (*eod. lib.*). *Per præceptionem hoc modo legamus : L. Titius hominem Styrium præcipito.* Cette formule dénote entre le légataire et l'objet légué un rapport direct qui ne peut être que le droit de propriété ; le legs *per præceptionem*, comme le legs *per vindicationem* transfère la propriété de l'objet légué au légataire. Est-ce à dire qu'il n'y avait entre eux aucune différence ? Le § 217 de Gaius nous montre que son école en voyait une très sensible qu'il exprime en disant : *præcipere enim esse præcipuum sumere* ; d'où comme conséquence la conclusion que d'abord pour que pareil legs fût valable il fallait qu'il fût fait à un héritier institué d'autre part ; et ensuite (§ 220) que ce legs devait avoir pour objet une chose dont le testateur était propriétaire. Il est à remarquer toutefois (§§ 219 et 220 combinés) que

les Sabinien s'arrivaient à cette seconde solution que par une voie détournée ; leur raisonnement était le suivant : puisque le legs *per præceptionem* ne peut être fait qu'en faveur d'un héritier institué, le bénéficiaire de ce legs ne pourra faire valoir ses droits que par l'action *familiæ erciscundæ* ; donc pareil legs ne peut avoir pour objet qu'une chose appartenant au testateur, puisque cette action ne peut avoir pour objet que des choses héréditaires. Une seconde remarque à faire sur cette théorie est qu'elle n'attachait pas la même importance à ces deux conséquences ; l'inobservation de la première, c'est-à-dire le legs *per præceptionem* fait à un non héritier, entraînait une nullité radicale et absolue que le sénatus-consulte Neronien ne pouvait pas couvrir (§ 218). On admettait au contraire (§ 220) que ce sénatus-consulte rendait valable le legs *per præceptionem* d'une chose non héréditaire. Ulpien (24 § 11) et Gaius (II § 197 et 212) nous apprennent ce qu'était ce sénatus-consulte : il décide que tout legs nul à raison de l'impropriété de la formule vaudra comme legs *per damnationem*. Voilà donc sur ce point la théorie Sabinienne. Voyons la théorie adverse. Gaius l'expose (§ 221). Elle enseigne que le legs *per præceptionem* peut être fait même à un non héritier ; on lit la formule comme s'il y avait : *L. Titius hominem stychum capito*. Ainsi adaptée, elle ne renferme plus l'idée de *preciput*, elle contient toujours l'idée du rapport direct entre le légataire et l'objet légué, c'est-à-dire l'idée de propriété ; en un mot elle tend à confondre le legs *per præceptionem* avec le legs *per vindicationem* et elle assimile à ce dernier le legs *per præceptionem* fait à un *extraneus* : *per vindicationem*

eam rem legatam videri. Ce premier point posé la solution était beaucoup moins nette en ce qui touche la propriété que devait avoir le testateur sur l'objet légué (§ 222). S'il en avait la propriété quiritaire, le légataire, héritier ou étranger, avait la revendication ; si le testateur n'avait que la propriété bonitaire, le legs fait à l'étranger sera valable en vertu du sénatus-consulte Néronien : c'est-à-dire qu'il confère au légataire un droit de créance ; fait à un héritier, il lui confère l'action *familiæ erciscundæ* ; il est nul pour les deux si le testateur n'était pas propriétaire du tout de l'objet légué.

Controverse relative à la datio tutoris ante heredem (Gaïus, II § 231). Avant d'aborder l'examen de cette discussion nous tenons à faire deux observations préalables ; la première pour faire remarquer qu'il est fort probable qu'elle fut discutée entre les deux écoles, mais que néanmoins le fait n'est pas absolument certain puisque à ses maîtres, *nostri præceptores*, Gaïus n'oppose que Labéon et Proculus ; remarque d'autant plus importante que l'on sait que les Proculiens étaient quelquefois en désaccord entre eux. Cette observation, que nous ne renouvellerons pas, s'applique à tous les cas analogues. La seconde réserve à faire est que cette controverse avait fort peu d'intérêt pratique. Nous voyons en effet au Digeste (XXVI, 3. frag. 1, § 2) que le préteur avait pour jurisprudence de confirmer tous les tuteurs nommés par le père légitime, l'eussent-ils été irrégulièrement. Cela dit, la question était la suivante.

On sait, et Gaïus, § 229 et 230, nous l'apprend, que le testament ne commençait qu'à l'institution d'héritier, qui en était *caput et fundamentum* ; le testament était une ins-

titution d'héritier suivie de dispositions de dernière volonté ; cela, parce que, avant l'institution, n'y ayant pas encore d'héritier il ne pouvait être question de lui imposer des charges ; ce principe admis, et il l'était, il semblait logique de le restreindre, et de décider que ce qui n'était pas une charge pour l'héritier pouvait valablement précéder son institution ; c'est ce que faisaient Labéon et Proculus en validant la *datio tutoris ante heredem* ; l'école Sabinienne s'y refusait, bien que Gaïus reconnut (*loco citato*) que ce n'était pas une charge : *quod nihil ex hereditate erogatur tutoris datione*.

Controverse relative à la règle Catonienne (Gaïus, II, 244). La règle Catonienne est formulée par Celsus (Dig. XXXIV, 7. frag. 1 pr.). *Quod si testamenti facti tempore decessisset testator inutile foret, id legatum quandocumque decesserit non valere*. C'est, on le voit, l'application du principe *quod initio vitiosum est non potest tractu temporis convalescere*.

L'application de cette règle faisait naître des difficultés dans le cas suivant : puis-je valablement faire un legs à quelqu'un qui est en ma puissance ? Les Proculéiens étaient d'accord pour répondre qu'en aucun cas ce legs n'était valable ; ils soutenaient, nous dit Gaïus, qu'on ne peut jamais être débiteur de quelqu'un que l'on a *in potestate*. De ce texte il n'apparaît pas que le même accord ait régné entre les Sabinien et peut-être n'était-ce pas pour eux un point de doctrine d'école ; quoi qu'il en soit voici ce que rapporte Gaïus : Servius Sulpitius validait le legs dans tous les cas, pourvu qu'à la mort du testateur le légataire ne fût plus en sa puissance. Sabinus et Cassius fai-

saient une distinction entre le legs conditionnel et le legs pur et simple ; ils annulaient le dernier par application stricte de la règle Catonienne, puisque le legs étant pur et simple serait nul si le testateur mourait immédiatement, ce qui n'avait pas lieu en cas de legs conditionnel.

Controverse relative à la condition impossible, illicite ou contraire au mœurs dans les testaments. (Gaius, III, § 98). La condition impossible, illicite ou contraire aux mœurs, était l'occasion de deux règles incontestées et universellement admises : la première déclarait que pareille condition entraînait la nullité de toute donation ou contrat entre vifs qui en serait affecté ; la seconde proclamait que lorsque une condition de cette nature affectait une institution d'héritier, elle était considérée comme non avenue, *pro non scripta videtur*, en sorte qu'il restait une institution d'héritier pure et simple et valable. Le motif de cette différence se trouve, selon toute apparence dans le fait que nous avons signalé déjà, savoir l'importance qu'il y avait à Rome à ne pas mourir intestat. Quoi qu'il en soit nous voyons par les textes qu'elle était admise aussi bien par Labéon que par Sabinus et Cassius (Dig. Fg. 20. *principium*, 28, 7, et Fg. 6, § 1, 35, 1). Mais l'accord cessait lorsqu'on se demandait si la règle devait s'appliquer exclusivement à l'institution d'héritier ou s'il fallait l'étendre aussi à toute disposition testamentaire ; le paragraphe de Gaius que nous étudions nous montre que les Sabinien adoptaient cette seconde solution, l'école adverse, plus logique, se ralliait à la première.

Controverse relative à la stipulation mihi et Seio (Gaius, III, § 103). Il est en droit romain un principe fondamen-

tal que nous trouvons exposé et développé au Digeste (Fg. 38, § 17-45, 1) et aux Institutes de Justinien (III, 19, § 19): «Personne ne stipule valablement pour autrui, si ce n'est l'esclave pour son maître, le fils de famille pour son père. Car les obligations conventionnelles ont été inventées afin que chacun pût donner satisfaction à ses intérêts en stipulant et devenir créancier.» Or je n'ai pas intérêt à ce qu'un tiers bénéficie d'une translation de propriété. Remarquons d'ailleurs que les deux exceptions de l'esclave et du fils de famille ne sont qu'apparentes et laissent en réalité à la règle posée toute son intégrité; car l'esclave et le maître, le fils de famille et le père se confondent dans la mesure où les actes faits par l'esclave et le fils profitent au maître et au père. *Vox filii, vox patris*. Quant à la cause de cette règle, la voici : l'énergie d'un droit réside dans l'action et la possibilité d'une condamnation. Or, l'intérêt du demandeur étant, par hypothèse, nul, le juge ne pourrait pas fixer le montant de la condamnation. Cela dit, il y avait lieu d'hésiter sur la solution à prendre dans le cas d'une stipulation faite à la fois dans l'intérêt du stipulant et d'un tiers, le second n'ayant pas de *potestas* sur le premier, par exemple, *spondes ne mihi et Seio*? Gaius (III, § 103) nous indique que son école validait pour le tout pareille stipulation, en en attribuant le bénéfice au stipulant seul. Les Proculéiens, au contraire la déclaraient nulle en ce qui concerne le tiers, valable en ce qui touche le stipulant et lui en accordaient le bénéfice pour moitié.

Controverse relative à la participation des pèrègrins au contrat litteris (Gaius, III, § 133). Nous ne signalons

cette controverse qu'à titre de document et pour ne pas être accusé d'être incomplet; il est fort peu probable qu'elle ait divisé les deux écoles.

Le contrat *litteris* reposait sur un usage que les mœurs imposaient aux citoyens romains et qui leur était exclusivement propre; c'était la tenue des livres de caisse de la maison (Gaius, III, § 128 et 129) nous en explique le fonctionnement: le contrat *litteris* se formait de deux manières: *transcriptio a re in personam*, *transcriptio a persona in personam*; la première consistait à porter comme *expensum* au compte du débiteur ce qu'il devait déjà pour une autre cause; la seconde à porter comme *expensum* au compte du débiteur ce que devait déjà une autre personne par laquelle le nouveau débiteur était délégué. Tout reposait on le voit sur une comptabilité régulière qui était exclusivement romaine; aussi le contrat *litteris* était-il considéré comme complètement accessible aux pérégrins; c'est du moins ce qui résulte du § 133 de Gaius que nous étudions. Nous y voyons que Nerva, le considérant comme étant *quodam modo juris civilis*, en interdisait la participation aux pérégrins. Sabinus et Cassius ne leur interdisait que la *transcriptio a persona in personam*. Quant à la cause de cette distinction elle est, croyons nous, exclusivement pratique. Le trafic entre citoyens et pérégrins avait pris une grande extension, les affaires devaient alors aboutir à des règlements de comptes qui fort souvent se réduisaient à une *transcriptio a re in personam*; interdire cette dernière eût entravé considérablement le commerce. Il n'en était pas de même de la *transcriptio a persona in personam*; la délégation d'un pérégrin ne s'imposait pas avec la même urgence.

Controverses relatives à la vente (Gaius, III, § 140 et suiv.). De ces controverses les unes sont certaines, les autres probables; la lecture des textes permettra de les distinguer.

La première que l'on rencontre dans l'ordre des textes a trait au point de savoir si la vente est valable lorsque le prix est laissé à l'app réciation d'un tiers. Cette question, nous dit Gaius, (III, § 140) était discutée même entre partisans d'une même école, nous la laissons de côté.

Au paragraphe suivant, il est fait mention d'une autre controverse sur la nature du prix. Ce prix devait-il nécessairement consister en une somme d'argent, ou bien pouvait-il être représenté par un objet quelconque ayant de la valeur? Telle était la question et économiquement la réponse n'est pas douteuse; à ce point de vue elle n'est même pas à poser; la monnaie est une marchandise, elle n'est monnaie que précisément à cause de cela; une monnaie qui ne serait pas une marchandise ne pourrait pas remplir son rôle; c'est un fait économique incontesté et que nous n'avons pas d'ailleurs à démontrer ici. Pour des raisons différentes, nous voyons que les Sabinien s'arrivaient aux mêmes conclusions: *Nostri præceptores*, nous dit Gaius, *putant etiam in alia re em posse consistere pretium*. Au point de vue juridique, le résultat de cette doctrine était de transformer un contrat innommé, l'échange, en un contrat consensuel, la vente: c'était une des phases de la résistance de cette école contre l'action *præscriptis verbis*, lutte que nous aurons à étudier tout à l'heure.

Les Proculéiens et particulièrement Nerva, Proculus et Celsus résistèrent à cette assimilation; nous trouvons

au Digeste (XVIII, I, Fg I, § 1) leurs arguments présentés par Paul et il n'y a pas à se dissimuler que juridiquement ils sont les seuls exacts.

Il est évident, d'abord, comme le dit Paul, que la situation des parties n'est pas la même dans les deux contrats. Entre les co-permutants, il n'y a aucune différence à faire; leurs droits et leurs obligations sont identiquement les mêmes. Entre vendeur et acheteur la différence est profonde; chacun a des droits et des obligations, parallèles il est vrai à ceux de son co-contractant mais indépendants d'eux et ayant une existence propre. En veut-on la preuve? La théorie des risques nous la fournit; *perfecta emtione, periculum ad emptorem respicit* (Paul, Dig. XVIII, I, Fg 8 pr.). Cela vient de ce que, dès le jour de la vente, les obligations du vendeur et de l'acheteur sont indépendantes; les unes éteintes, les autres subsistent. En matière d'échange la solution est tout autre. Nous voyons par un fragment de Celsus (Dig. Fg 16, XII, 4) que le co-échangiste a droit à la répétition de la chose livrée par lui, s'il ne reçoit pas la chose promise; il est vrai qu'un autre texte de Paul (Fg 5, § 1, Dig. XIX, 5) modifie cette solution en n'accordant la répétition que d'une façon subsidiaire; mais le principe reste et nous pensons n'avoir pas à nous étendre plus longuement sur ce sujet. A cet argument de la différence des obligations des parties dans les deux contrats, Paul ajoute dans le fragment que nous étudions l'idée suivante; si les obligations des parties sont différentes, les contrats sont nécessairement aussi différents; or le critérium de cette différence c'est précisément le prix en argent qui figure dans la vente. Cette théorie

triompha, incomplètement toutefois, car telle que nous l'avons exposée jusqu'à présent elle est incomplète.

La suite s'en trouve dans le § 168, III des Institutes de Gaius. La voici : si le prix ne peut consister qu'en une somme d'argent, le débiteur, c'est-à-dire l'acheteur ne peut s'en libérer qu'en effectuant le versement des deniers formant le montant du prix ; s'il donne une chose dont la valeur égale ce prix, s'il fait ce qu'un appelle une *datio in solutum*, alors même que le vendeur, son créancier y consentirait, il ne satisfait pas à son obligation, *ipso jure manet obligatus* ; seulement en vertu du principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, si l'acheteur qui a accepté la chose réclamait ensuite le prix, il se verrait repoussé par une exception de dol. Voilà la théorie Proculéienne ; la *datio in solutum* n'est pas libératoire de plein droit ; elle ne l'est qu'*exceptionis ope* ; or, cette seconde partie de la théorie, conséquence logique de la première, fut repoussée. Gordien (Code IV, 64, loi 1), Dioclétien (Code VIII, 43, lois 16 et 17) et Justinien après eux se rallièrent sur ce point à l'opinion Sabinnienne développée par Cœlius Sabinus et rapportée par Gaius dans le § 141 que nous examinions tout à l'heure ; il est juste de reconnaître d'ailleurs qu'il n'y avait pas là contradiction absolue avec l'idée Proculéienne qui avait triomphé : cette idée se ramenait, en somme, à distinguer toujours le vendeur de l'acheteur ; or cette distinction était respectée dans le système de Cœlius Sabinus. Ce système reposait sur une analyse, peut-être un peu subtile des phénomènes juridiques qui se produisaient.

Il distinguait : 1° la vente avec prix fixé en argent ;

2° une convention postérieure par laquelle on convenait que le prix serait remplacé par l'objet proposé; l'objet de la vente était toujours vendu, *fundum quidem videri venisse, hominem autem pretii nomine datum esse, ut fundus acciperetur*. Comme conclusion, il soutenait que la *datio in solutum* était libératoire de plein droit. — C'est cette conclusion qui fut adoptée.

Controverse relative au mandataire qui a outrepassé ses instructions (Gaius, III, § 161). Le mandat est un contrat consensuel qui offre cette particularité qu'il est synallagmatique imparfait. Voici ce que l'on entend par là; à l'origine, au moment où le contrat se forme, une seule obligation naît; c'est celle du mandataire d'exécuter le mandat, de rendre compte et de déployer une certaine diligence; quant au mandant, aucune obligation ne lui incombe à ce moment; il ne devient obligé que du jour où, par l'exécution du contrat, le mandataire acquiert des droits vis-à-vis du mandant, droits que sanctionnait l'*actio mandati contraria*.

Ainsi, et c'est là le point important, l'obligation du mandant est corrélatrice à l'exécution du contrat par le mandataire. L'exécute-t-il lorsqu'il outrepassé ses instructions? Il y a d'abord une hypothèse à mettre de côté. Si l'opération exécutée par le mandataire peut se diviser en une série d'opérations ayant chacune leur utilité, toutes celles qui sont comprises dans les instructions du mandant sont garanties par l'*actio mandati contraria*, à l'exclusion des autres (Fg. 33, Dig. XVII, 1). Dans ce cas, il n'y a pas de doute à avoir. Mais, dans une autre hypothèse, il peut arriver que cette analyse ne soit pas possi-

ble ; dans ce cas, il faut valider ou annuler l'opération pour le tout, en admettant que le mandataire a été de bonne foi. C'était cette question qui était agitée entre les deux écoles ; nous voyons par le § 161 de Gaius que Sabinus et Cassius l'annulaient en refusant au mandataire tout recours contre son mandant. Nous voyons d'autre part par le § 8 livre III, titre XXVI des Institutes de Justinien que les Proculéiens accordaient au mandataire l'*actio mandati contraria* jusqu'à concurrence des limites qu'il avait outrepassées. Cette solution qu'adopte Justinien, bien que plus rationnelle au premier abord, présente un inconvénient dangereux et qui aurait peut-être dû la faire repousser. En assurant en tous cas l'*actio mandati contraria* au mandataire dans les limites que nous venons de fixer, on n'accorde pas d'avantage réciproque au mandant ; il ne peut pas exiger que son mandataire le fasse bénéficier de l'acte, même en consentant à dépasser les limites de ses instructions et en acceptant l'acte tel qu'il est, puisque, en fait, le mandat n'a pas été exécuté ; il ne saurait donc avoir l'*actio mandati directa* ; la conséquence en est que cette théorie aboutit à permettre au mandataire de spéculer pour son compte aux risques du mandant. Cette remarque se trouve d'ailleurs déjà faite au Digeste (Fg., 3, § 2, XVII, 1).

Controverse relative à la stipulation faite par un esclave commun (Gaius, III, § 167.) L'esclave n'a point de personnalité ; il n'est qu'un instrument d'acquisition. Il fait un contrat, il stipule, et le bénéfice en passe sur la tête de son maître. Voilà le principe, et il ne subit aucune modification ni exception lorsque au lieu d'un

maître l'esclave en a plusieurs ; dans ce cas, chacun d'eux acquiert le bénéfice de la stipulation dans la proportion de son droit de propriété sur l'esclave, parce qu'il les a tous représentés dans cette proportion. Doit-on en dire autant lorsque c'est sur le *jussus* d'un seul de ses maîtres que la stipulation a été faite ? Les Sabinien, nous dit Gaius, ne le pensaient pas et ils décidaient que le bénéfice de la stipulation était acquis *ei soli qui jusserit*. Leur opinion était très nette sur ce point et se trouve développée par tous leurs auteurs, notamment Pomponius (Dig. Fg. 6, XLV, 3). Les Proculeiens faisaient abstraction du *jussus* et n'admettaient aucune différence entre ce cas et le précédent.

Controverse relative à la novation (Gaius, III, §§ 177 et 178). La novation est un mode extinctif d'obligations qui consiste à substituer une obligation nouvelle à l'ancienne qui se trouve par là même anéantie. La seconde obligation devait, pour atteindre ce but, ne pas être absolument différente de celle qu'elle remplaçait : mais d'autre part ne pas non plus se confondre avec elle et s'en distinguer par certains côtés. Nous voyons par les §§ 176 et 177 de Gaius que le droit romain ne jugeait ces conditions remplies que dans deux cas ; d'abord lorsque je stipule de Titius ce que Séius me doit ; l'objet de l'obligation reste le même, le débiteur change ; ensuite lorsque je stipule de Séius ce qu'il me doit déjà, seulement de telle manière que l'obligation en elle-même soit modifiée et qu'elle renferme quelque chose de nouveau comme une condition ou un terme. Ces exemples tirés de Gaius nous permettent de formuler en un mot la novation en droit ro-

main. Pour qu'il y ait novation il faut, ou que le débiteur de la seconde obligation ne soit pas le même, ou que, le débiteur étant le même, la seconde obligation ne soit pas identique à la première.

Cela dit, nous pouvons aborder la question signalée par le § 178 de Gaius. Toutes choses restant en l'état, le fait de faire garantir par une caution la nouvelle obligation produit-il la novation ? Si l'on se reporte à ce que nous avons dit tout à l'heure, la négative ne saurait être douteuse ; les Proculéiens la soutenaient ; les Sabinien adoptaient l'affirmative, c'est du moins ce qu'il y a lieu de conclure du passage que nous étudions.

Controverses relatives à l'action noxale (Gaius, IV, § 78). La puissance du *paterfamilias* sur la personne de son esclave ou de son fils était pour lui un droit et un bénéfice. Un droit, et nul ne pouvait sans son consentement l'en dépouiller ; un bénéfice, car il ne pouvait sans son consentement, être exposé de leur chef à une responsabilité quelconque. Si l'esclave ou le fils commettaient un délit vis-à-vis d'un tiers, en vertu du second principe, le père ne pouvait être actionné en réparation et, en vertu du premier, il ne pouvait être question d'autoriser le tiers à la moindre mesure de rigueur à l'égard de l'auteur du délit. Pour respecter ces principes, le droit romain avait organisé dans notre hypothèse l'action noxale qui, à la vérité ne les respectait qu'en apparence. Par cette action, le *paterfamilias* était mis dans l'alternative ou de désintéresser la victime du délit ou de lui en livrer l'auteur *noxæ causa*. Incontestablement, le parti que prenait le *paterfamilias* était volontaire, puisqu'il aurait pu se résoudre à prendre l'autre ; mais on voit à quel

sophisme on aboutissait. Ce qui vient d'être dit amène à cette conséquence logique que si le délit a été commis au préjudice du *paterfamilias*, aucune action ne naît, puisqu'il ne peut pas y avoir d'obligation entre le père et ceux qu'il a sous sa puissance et cela alors même que postérieurement au délit, le fils ou l'esclave deviennent *sui juris* ou passent sous une autre *potestas*.

Cela dit, voici la question telle que l'expose Gaius : L'esclave ou le fils de famille d'un tiers se rend auteur d'un délit vis-à-vis de moi ; postérieurement l'auteur du délit passe sous ma *potestas* ; l'action noxale, que je ne puis évidemment pas exercer, m'est-elle interdite seulement parce qu'elle est impossible ou bien est-elle anéantie ? En d'autres termes pourrais-je l'exercer lorsqu'elle sera devenue possible par le fait que l'esclave ou le fils sera sorti de ma *potestas*, ou bien même alors serai-je désarmé ? Les Sabinien s soutenaient ce second système ; les circonstances, pensent-ils, sont telles actuellement que l'action ne peut pas exister, ne peut pas être ; on ne saurait plus tard, la faire renaître. Les Proculéiens se rangeaient à la première opinion ; l'action est née, elle existe, la situation actuelle en rend l'exercice impossible, *quiescere actionem putant*, mais le droit à cette action est resté intact et du jour où l'exercice en sera possible, rien ne m'interdit d'en profiter, *tunc eam resuscitari*.

Cette question discutée, accessoirement il s'en présente une seconde qu'expose Gaius dans le paragraphe suivant (79). Le *paterfamilias*, avons nous dit, pouvait faire l'abandon noxal ; pour l'esclave pas de difficulté ; c'était une translation ordinaire de propriété ; pour le fils de famille,

il fallait que le père renonçât d'abord à sa *potestas*, puis que le fils passât sous celle du tiers; cela, aux termes de la loi des XII Tables ne pouvait se faire qu'au moyen de trois mancipation successives; c'était la le droit commun. Or, sans qu'on en saisisse bien le motif, Sabinus et Cassius, voulaient soustraire l'abandon noxal à cette règle générale; ils soutenaient qu'une seule mancipation suffisait parce que, disaient-ils, la loi des XII Tables n'avait prévu que l'hypothèse d'une mancipation volontaire. Les Proculéiens, avec plus de raison, à notre avis, ne voyaient là aucun motif de distinguer et réclamaient ici l'application du droit commun.

Controverse relative à l'effet absoluire des jugements, (Gaius, IV, § 114). Voici quelle était la base de cette controverse. On sait que dans le système formulaire la situation respective des parties était fixée par le préteur qui la consignait dans la formule; que d'autre part cette formule limitait étroitement les pouvoirs du juge en énumérant limitativement les alternatives entre lesquelles il pouvait choisir. Ceci posé, supposons que, après la délivrance de la formule, le défendeur donne satisfaction au demandeur; le juge va-t-il pouvoir prendre un parti que ne lui laisse pas la formule, c'est-à-dire constater la satisfaction et renvoyer dos à dos le demandeur et le défendeur? Sabinus et Cassius le pensaient, les Proculéiens l'admettaient aussi pour les actions de bonne foi, pour le surplus, ce qui nous reste du texte de Gaius est informé; mais il est probable que les Proculéiens devaient adopter la même solution également pour les actions *in rem*; ces actions en effet, sauf la pétition d'hérédité, sont arbitraires

et par conséquent le motif que faisaient valoir les Proculéiens pour les actions de bonne foi, *quia in his quidem judiciis liberum est officium judicis*, s'appliquait également ici ; quant aux actions *stricti juris*, ils devaient refuser d'autoriser le juge à absoudre dans notre hypothèse.

β. — *Digeste.*

Nous entrons ici sur un terrain beaucoup moins sûr que celui que nous venons de parcourir ; indépendamment de la question d'interpolation qui peut se présenter à chaque pas, les textes du Digeste offrent à notre point de vue un inconvénient capital. Ils nous indiquent bien sur une matière donnée l'opinion d'un ou plusieurs jurisconsultes de l'une ou l'autre école ; presque jamais on n'y voit la mention que la controverse existait véritablement entre elles et le plus souvent le doute est permis. En voici un exemple ; on en rencontrera d'autres par la suite.

Nous avons eu plus haut, l'occasion de parler des *res Mancipi* ; leur propriété ne pouvait se transférer que par des modes quiritaires ; la simple tradition n'y suffisait pas et les transactions s'en trouvaient entravées. Pour parer à cet inconvénient, le préteur Publicius, que l'on croit contemporain de Cicéron créa l'action qui porte son nom et qui était en réalité une véritable revendication organisée au profit de l'*accipiens* par simple tradition d'une *res Mancipi* ; ses avantages la firent étendre plus tard au cas d'une tradition d'une *res* quelconque faite à *non domino*. Par l'action publicienne, tout individu *in causa usucapiendi* pouvait faire respecter sa possession,

sauf évidemment par le propriétaire légitime. Supposons maintenant que deux personnes soient *in causa usucapiendi* quant à la même *res*. Laquelle des deux triomphera par l'action publicienne ? La question fut discutée. Au frag. 31, § 2, (Dig. 19, 1). Neratius déclare que ce doit être celui qui le premier a été *in causa usucapiendi*: *is ex nobis tuendus est qui prior jus ejus adprehendit, hoc est cui primum tradita est*. Au frag. 9, § 4, (Dig. 4. 2). Ulpien nous apprend que Julien, qui était sabinien, faisait dans ce cas une distinction. Si les deux possesseurs ont acheté du même *non dominus*, c'est celui qui le premier a reçu la chose qui doit triompher par l'action publicienne; c'est au contraire le possesseur actuel s'ils ont acquis *a diversis non dominis*. Chacun des deux jurisconsultes rapportait-il l'opinion de son Ecole, et non pas la sienne propre ? C'est possible et même probable ; mais rien ne le prouve. Voilà ce que nous voulions dire plus haut.

Pour avoir droit à l'action publicienne, il fallait être *in causa usucapiendi*. On sait que, pour cela, certaines conditions étaient requises, notamment la bonne foi ; à quel moment fallait-il avoir cette bonne foi ? Sabinus et Cassius pensaient que c'était au moment de la tradition : *et obtinuit Sabini et Cassii sententia, traditionis initium spectantium* (Dig. 41. 3, frag. 10 pr.). Les Proculciens adoptaient, probablement, l'opinion opposée.

Une controverse, moins douteuse sans être certaine s'élevait sur le point de savoir à quel moment la *derelictio* fait perdre la propriété. La *derelictio* est l'abandon de la chose par son propriétaire avec cessation de l'*animus domini*. Tout le monde était d'accord pour reconnaî-

tre que pareil abandon faisait perdre la propriété. La controverse naissait lorsqu'on se demandait à quel moment se produisait ce résultat. Paul expose la question au frag. 2, (Dig. 41. 7). Nous y voyons que Proculus pensait que la propriété n'était perdue pour le *derelinquens* que du jour où un tiers prenait possession de la chose ; Julien enseignait au contraire que la propriété était perdue du jour de la *derelictio*. Pomponius, (même titre, frag. 5, § 1) explique cette théorie en comparant la chose abandonnée à des oiseaux que l'on remet en liberté ; en conséquence, dans ce système, l'*occupatio* d'une *res derelicta* ne peut jamais constituer un *furtum*, puisque pour qu'il y ait vol il faut que quelqu'un en soit la victime : *quippe cum placeat Sabini et Cassii sententia existimantium statim nostram esse desinere rem quam derelinquimus*. (Ulp. frag. 43, § 5, Dig. 47. 2). Dans l'autre système au contraire, la propriété n'étant perdue qu'autant qu'un tiers s'emparait de la chose. Si avant cette prise de possession le *derelinquens* reprenait l'*animus domini*, le tiers qui entraînait en possession de la chose commettait un *furtum*.

Controverse relative au legs d'un fonds outillé. — Nous avons déjà eu occasion de parler plus haut de l'importance qu'attachait le droit romain à la formule employée pour formuler un legs. La controverse que nous signalons en ce moment montre à quel point était poussé ce rigorisme. Le legs d'un fonds outillé pouvait être conçu de deux manières ; on pouvait employer les mots : *fundum instructum* ou *fundum cum instrumento* ; entre l'une et l'autre, il n'y a rationnellement aucune différence à faire et tel était d'ailleurs l'avis de Labéon (Dig. Fg. 5. L. 33, 7) :

nihil interest quomodo leges. Sabinus et Cassius furent d'un avis contraire et, s'il faut en croire Ulpien (Dig. Fg. 12 § 27. L. 33.7) leurs partisans à ce sujet furent chaque jour plus nombreux. Dans ce système le legs du *fundus cum instrumento* est supérieur en étendue au *fundus instructus* parce que le premier comprend non seulement ce qui est nécessaire à l'exploitation, mais encore ce qui est destiné à l'usage ou à l'agrément personnel du propriétaire ; le *fundus instructus* au contraire ne comprend que ce qui a trait à l'exploitation.

Controverse relative au legs partiaire. Pour comprendre la question il faut ici se rappeler des principes déjà exposés. Le droit romain connaissait deux catégories de legs ; les uns transférant la propriété de la chose léguée au légataire (*legs per vindicationem* et *per perceptionem*) les autres lui donnant seulement un droit de créance de la chose léguée vis-à-vis de l'héritier (*legs per damnationem* et *sinendi modo*). C'est pour ces derniers que la question que nous examinons se présentait ; la quotité de la créance du légataire contre l'héritier pouvait être quelconque ; mais pour les legs qui transféraient la propriété, voici quel était le point de discussion. Pour léguer *per vindicationem*, il faut avoir la propriété quiritaire de la chose léguée ; pareil legs ne pouvait donc s'appliquer aux créances, ni à une quote part de l'hérédité puisqu'en fait une quote part d'hérédité comprend toujours des créances ; comme conclusions le légataire d'une quote part ne pouvait jamais être copropriétaire avec l'héritier des objets composant la succession. S'il n'en était pas copropriétaire, pouvait-il en exiger sa part en nature, ou seulement la

valeur estimative de cette part ? Pomponius au Digeste (Fg. 26 § 2. L. 30) nous expose que les deux écoles étaient divisées sur ce point. Nerva et Proculus soutenaient que le légataire avait droit à sa part en nature ; Sabinus et Cassius étaient de l'avis contraire et ne lui accordaient que la valeur estimative de sa part.

Controverse relative à la stipulation faite par l'esclave héréditaire. L'esclave, nous l'avons déjà dit, n'a point de personnalité propre ; il n'est qu'un instrument dans la main de son maître auquel revient nécessairement le bénéfice du contrat que fait l'esclave, sans qu'il y ait d'ailleurs à rechercher si ce dernier a voulu ou non atteindre ce résultat. Ce principe, simple en apparence, donnait lieu à une complication que nous avons rapportée lorsque l'esclave a plusieurs maîtres ; une autre difficulté se présentait lorsqu'il appartenait à une hérédité dont l'adition n'avait point encore été faite. Dans ce cas, si l'on suppose que l'esclave stipule au nom de l'héritier qui n'a pas encore accepté, quel sera le sort de cette stipulation ? A l'époque que nous étudions, il était admis, que l'hérédité représentait une personne ; mais il y avait discussion sur le point de savoir quelle était la personne ainsi représentée. Un fragment de Pomponius (Dig. 46. 2. Fg. 24) nous montre que, dans l'opinion Sabinienne, l'hérédité représentait l'héritier : *sed transit ad heredem cujus personam interim hereditas sustinet*. Dans ce système, il est évident que la stipulation faite par l'esclave *heredi futuro* se trouvera validée lors de l'adition. Elle se trouvera au contraire être nulle dans le système Proculien que rapporte Ulpien. (Dig. 41. 1. Fg. 34) *Hereditas enim non heredis personam sed defuncti sustinet*.

Controverse relative à la stipulation certarum nundinarum diebus. — Cette controverse se trouve relatée dans un fragment de Venuleius (Dig. 45. 1 frag. 138). Il faut supposer une stipulation ainsi formulée ; *Spondesne mihi certarum nundinarum diebus dare ? Spondeo.* Sabinus, en pareil cas, fixait l'échéance au premier jour des *nundinæ* ; les Proculéiens décidaient au contraire que le bénéfice de la stipulation n'était pas exigible *quamdium vel exiguum tempus ex nundinarum spatio superesset*.

Controverse relative aux contrats innommés. — A l'époque classique, et bien que par la consécration des contrats consensuels de sensibles améliorations eussent été introduites dans le droit romain, il portait encore la trace de son rigorisme primitif. La volonté des parties devait encore se renfermer dans un certain nombre de formules, de moules en quelque sorte, à peine de rester inefficace faute de sanction ; et il est à remarquer que c'était précisément dans ses manifestations les plus usuelles qu'elle se trouvait ainsi désarmée. Le nombre des contrats innommés, c'est la qualification que l'on donne à ces conventions dépourvues d'action, était considérable, et il suffit pour s'en convaincre d'examiner la classification qu'en fait Paul (Dig. frag. § princ. 19. §). *In hac questione totius ob rem dati tractatus inspicere potest : qui in his competit speciebus. Aut enim do tibi ut des ; aut do ut facias ; aut facio ut des ; aut facio ut facias.* Il y avait là évidemment une lacune à combler ; les deux écoles s'y employèrent, chacune à sa manière et suivant sa méthode.

Voyons d'abord qu'elle était la situation exacte. Lorsqu'un contrat d'une des quatre catégories signalées était

intervenu, tant qu'il n'y avait pas eu commencement d'exécution, il n'y avait qu'un simple fait sans aucune conséquence juridique: aucune des parties ne pouvait contraindre l'autre à exécuter son engagement. Lors, au contraire, que l'une des parties s'était exécutée, si l'autre refusait de se conformer à la convention, on donnait à la première une *condictio causa data causa non secuta* par laquelle elle pouvait rentrer en possession de la chose livrée par elle, ou faire remettre les choses dans le *statu quo ante* ; mais lorsque le commencement d'exécution n'avait consisté ni en une *datio* ni en un acte susceptible d'être révoqué la partie qui avait exécuté pour sa part se trouvait sans aucun recours. Supposons par exemple qu'il eut été convenu que j'affranchirais mon esclave, à condition que vous affranchissiez le vôtre, vous pouviez, le mien affranchi, vous refuser à affranchir et je n'avais aucun moyen de vous y contraindre. Pour ces cas et tous autres analogues, les Proculéiens proposaient la création d'une action qui permettrait d'exiger l'exécution complète de la convention. Ce fut Labéon qui proposa cette réforme (Dig. frag. 1 19. 5). *Domino mercium in magistratum navis. si sit incertum utrum navem conduxerit an merces vehendas locaverit civilem actionem in factum esse dandum Labeo scribit*. Quant au fondement de cette théorie nouvelle on le trouve exposé par Ulpien d'après Ariston (Dig. frag. 7 § 2. 2. 14. *Sed et si in alium contractum res non transeat, subsit tamen causa, eleganter Aristo Celso respondit esse obligationem ; ut puta dedi tibi rem ut mihi aliam dares, dedi ut aliquid facias ; hoc συναλλαγμα, idest contractum esse et hinc nasci civilem obligationem*. Ce système consiste, on le voit,

à considérer l'exécution par l'une des parties comme une *causa civilis* pouvant donner naissance à une action qui reçut le nom d'*actio in factum prescriptis verbis* (Dig. frag. 22. 19. 5). Les Sabinienens n'admirent pas cette innovation ; nous avons vu plus haut, en parlant de la vente combien facilement ils confondaient deux contrats ; c'est le procédé qu'ils employèrent ici ; lorsque, dans un contrat in-nommé la *condictio ob rem dati* était impossible, ils le sanctionnaient par l'action du contrat qui y ressemblait le plus, l'échange, par exemple, par les actions de la vente.

Ils allaient même jusqu'à sanctionner les pactes adjoints par l'action du contrat, alors que le pacte avait précisé-ment pour but la résolution du contrat (Dig. Fg. 6 18. 5). *Si convenit ut res, quæ venit, si intra certum tempus displicuis-set redderetur ex emto actio est ut Sabinus putat.* Le frag. 6 § 1, Dig. 18. 1 est encore plus typique peut-être à cet égard. Néanmoins, et pour larges que fussent ces procédés d'interprétation, il était des cas où toute assimilation était impossible ; l'école sabinienne ne donnait pas alors d'autre recours que l'action de dol ; cela résulte d'un fragment du digeste où Paul rapporte l'opinion de Julien (frag. 5 § 2 et 3. Dig. 19. 5). On voit à quelles complications et à quels excès aboutissait cette méfiance des innovations.

Controverse relative aux donations mortis causa. — Le caractère essentiel de la donation *mortis causa* était de ne devenir définitive que par la mort du donateur et consé-quemment de se trouver caduque par le prédécès du do-nataire. Cela dit, supposons une pareille donation faite, et le donateur, revenant sur sa pensée libérale, voulant la

révoquer, ce qui est son droit incontestable ; quelle action aura-t-il pour rentrer en possession de la chose donnée ? Paul (Dig. 39. 6, frag. 35, § 3) nous apprend que les Sabinien^s accordaient dans ce cas l'action *ob rem dati* : *nec dubitaverunt Cassiani quin condictione repeti possit, quasi re non secuta*. Il résulte évidemment de là que telle n'était pas l'opinion proculéienne ; mais nous ne connaissons pas cette dernière.

γ. — *Fragmenta Vaticana*.

Controverse relative aux donations ultra modum (*Fragmenta Vaticana*, n° 266). On sait que la loi Cincia, dans le but de restreindre les donations entrevifs, leur avait fixé un *modus legitimus* qu'elles ne pouvaient pas dépasser ; au-delà, elles ne devenaient complètement valables que lorsque le donateur les confirmait en les exécutant ; et l'exécution n'était réputée complète que lorsqu'il ne restait plus au donateur aucune voie légale, action ou exception, pour retirer au donataire le bénéfice de la libéralité. La loi Cincia, excluait d'autre part de ses dispositions restrictives certaines personnes, *personæ exceptæ*.

Cela dit, voici, d'après le texte d'Ulpien que nous étudions, quel était le point en discussion. Un individu a fait une donation *ultra modum* et à une *persona non excepta*, il l'a exécutée ; il peut repeter, mais ses héritiers le pourront-ils également. Les Proculéiens le pensaient, ils considéraient l'exception *legis Cinciae* comme *popularis*, chacun pouvant s'en prévaloir ; les Sabinien^s étaient d'une autre opinion que le texte d'ailleurs ne développe pas.

Nous avons ainsi terminé l'examen des controverses entre les deux écoles ; peut être ce tableau ne les contient-il pas toutes ; mais celles qu'il renferme sont certaines ou à peu près ; si l'on voulait y faire rentrer toutes celles qui sont possibles, on risquerait d'y faire rentrer la grande majorité des points discutés en droit romain et d'apporter ainsi à l'avantage ou à la charge de l'une des deux sectes l'opinion d'un jurisconsulte isolé. Nous en citerons un exemple pour terminer ; il a trait à la quasi tradition des servitudes. Naissait-il un droit réel de cette quasi tradition ? Javolenus, seul de son opinion, adopte l'affirmative. (Dig. 8, 1, Fg. 20) Labéon, Alfenus et Pomponius adoptent l'opinion inverse (Dig. 8, 5, Fg. 17, § 2 ; 19, 1, Fg. 3, § 2). Dira-t-on que Labéon, soutenu par Pomponius, qui était Sabinien (Gaius, II, 217, 218) et par Alfenus qui n'appartenait à aucune des deux écoles, représentait l'opinion Proculéienne ? Et affirmera-t-on que l'avis de Javolenus était celui de sa secte ? Rien n'autorise à aller jusque là et en dehors de celles que nous citons, les controverses se présentent presque toujours sous un aspect analogue.

CHAPITRE III

Nous avons dit au début, et c'est l'idée sur laquelle nous nous sommes arrêtés, que si l'on examine la situation de l'école Sabinienne dans son dernier état, on est amené à constater qu'elle a sensiblement subi l'influence de l'école adverse. Comme premier effet de cette influence, il y a à signaler d'abord ce fait que parmi les derniers Sabinien beaucoup renoncent à la méthode qui est la caractéristique même de leur secte ; ils seconcent le joug des traditions ; ils raisonnent à priori et ce raisonnement les amène souvent à faire des concessions à la théorie Proculéienne.

Dans cet ordre d'idées, et pour en faire une première preuve, choisissons deux des plus marquants parmi les partisans de Capiton : Priscus Javolenus, et Sextus Pomponius. En ce qui touche Javolenus, voici ce que nous trouvons dans les textes tronqués qui nous sont parvenus après avoir été soumis à l'action funeste des compilateurs de Justinien. Il s'agit de la discussion, que nous avons relatée sur la fixation de l'âge de la puberté ; les Proculéiens voulant le fixer uniformément à l'âge de 14 ans pour les mâles, les Sabinien s'en tenant à l'*habitus corporis*. Or sur ce point, nous voyons Javolenus repousser la méthode exclusivement historique de son école et proposer une demi mesure qui était une concession

faite aux Proculéiens. Voici en effet ce que nous dit Ulpien à ce sujet : *Puberem autem Cassiani quidem eum esse dicunt qui habitu corporis pubes apparet, id est qui generare possit; Proculeiani autem eum qui quatuordecim annos explevit; verum Priscus eum puberem esse, in quem utrumque concurrat, et habitus corporis et numerus annorum.* (Ulp. Regul., XI, 28).

Nous allons maintenant voir Javolenus procéder de la même manière en une matière qui était pourtant comme le *credo* de chacune des sectes adverses; nous voulons parler des contrats innommés et de l'action *præscriptis verbis*; nous avons dit déjà quel était le débat; nous avons dit que, pour éviter l'action *præscriptis verbis*, les Sabinien proposaient l'*actio de dolo* lorsque la *condictio* ou une action déjà existante n'était pas possible. Or, dans ce cas, comme dans le précédent, nous voyons Javolenus se rendre au raisonnement de l'école Proculéienne et adopter l'*actio præscriptis verbis* qu'elle proposait (Dig. Fg. 10, 19, 3). Il reste donc établi que dès l'époque de Javolenus, c'est-à-dire dès les règnes de Trajan et d'Hadrien, l'école Sabinienne avait subi, d'une façon appréciable, l'influence des théories qu'elle combattait.

Cinquante neuf ans plus tard, sous Marc Aurèle et Commode, le fait est encore plus sensible. A cette époque l'un des principaux représentants de la science juridique est Sextus Pomponius; il était Sabinien. (Gaius II, §§ 217 et 218). Or il est aisé de constater que Pomponius a fait aux théories Proculéiennes plus de concessions encore que Javolenus. Nous avons suffisamment fait ressortir plus haut quelle était entre les deux sectes de jurisconsultes la con-

troverse au sujet des contrats innommés ; nous venons de voir que Javolenus, dans un cas seulement, celui où son école donnait l'action de dol, admettait l'action Proculéienne *præscriptis verbis*. Pomponius, lui, admettait cette action dans tous les cas, et sur ce point il se trouve en accord complet avec les disciples de Labéon. Plusieurs textes l'établissent, notamment le Fg. 11, (Dig. 19, 5), où il se déclare partisan des actions *in factum* en général et sans restriction et surtout, au même livre, le Fg. 17, § 1, où Ulpien nous apprend que, dans l'espèce qu'il étudie, Labéon et Pomponius étaient d'accord pour donner l'*actio præscriptis verbis*.

Ce cas, d'ailleurs, comme nous allons le voir, n'était pas le seul. La controverse relative à la stipulation *certarum nundinarum diebus* nous en révèle un autre. On a vu plus haut que les Proculéiens décidaient que le créancier ne pouvait poursuivre le débiteur tant que la dernière minute des *nundine* n'était pas écoulée. Or Pomponius admettait cette solution dans le cas où le créancier a stipulé *hoc mense anno* ou *hocduri* (Dig. Fg. 42, 43, 1).

La spécification et le legs partiaire vont nous permettre encore d'apprécier Pomponius sous cet aspect ; le problème, on se le rappelle, était le suivant ; l'objet nouveau devait-il appartenir au spécificateur ou au propriétaire de la matière première ? Les Proculéiens adoptaient la première solution, et Pomponius se rendait à ce raisonnement ; il en proclamait l'exactitude en proposant, contrairement aux théories de ses prédécesseurs, la distinction suivante : (Dig. 41, 1, Fg. 27). Si la matière spécifiée peut être ramenée à son état primitif, si elle n'a fait que changer de forme et qu'en résumé elle existe

toujours, *materia manet*, alors la doctrine Sabinienne doit être appliquée, et l'objet nouveau appartenir au maître de la matière. Mais si, à l'inverse, la chose ne peut plus revenir à son état ancien, il y a véritablement création d'une *nova species* ; *quod factum est antea nullius fuerat*. Par conséquent, on doit l'attribuer, comme le veulent les Proculéiens, au spécificateur.

Une transaction analogue est encore proposée par Pomponius à propos du legs partiaire. On sait par ce qui a été exposé déjà que les Sabinien professaient que le légataire partiaire ne pouvait exiger que la valeur estimative de sa part de succession, tandis que les Proculeiens lui accordaient le droit d'exiger cette part en nature. Au Fg. 26, § 2 (Dig. 30) Pomponius fait une distinction. Il approuve la doctrine de son école pour toute chose impossible ou difficile à diviser ; pour les autres cas il laisse à l'héritier le choix de se libérer en argent ou en nature ; c'était une nouvelle concession aux desiderata des Proculeiens.

Par ce qui précède, nous avons fait voir combien de terrain avait gagné l'école proculéienne sur les théories adverses. Il s'agit maintenant de le faire ressortir d'une façon plus précise encore, en démontrant que ce furent les Sabinien eux-mêmes qui le proclamèrent. Voici, par là, ce que nous voulons dire. En dehors des discussions théoriques et sur le terrain pratique, l'école Sabinienne s'est élevé deux monuments ; le premier est l'*Edictum perpetuum* rédigé sous Hadrien par Salvius Julien ; le second est l'ouvrage de Gaius, dont l'influence spéciale est peu contestable. Quand on examine les modifications que Jus-

tinien a fait subir aux Institutes de ce jurisconsulte, dans les parties qui concernent les controverses des deux écoles, on reconnaît facilement que la plupart des solutions sabinienues adoptées par Justinien lui ont été fournies par Gaius. Or, et c'est là que nous voulons en venir, on va voir que Julien et Gaius étaient loin d'avoir échappé à l'influence Proculéienne ; on verra même, comme on l'a déjà vu plus haut, que cette influence devient de plus en plus sensible avec le temps et qu'elle l'est plus chez Gaius que chez Julien, alors que 54 ans seulement se sont écoulés entre l'existence de l'un et celle de l'autre.

L'Edit perpétuel d'Hadrien, que rédigea Julien, a soulevé entre les commentateurs de nombreuses controverses. Était-ce simplement le travail d'un jurisconsulte, ou fut-il ordonné par l'empereur et revêtu d'un caractère législatif ? Fut-il publié comme devant durer à perpétuité, et retira-t-on dès cet instant aux magistrats le droit de publier des édits ? Voilà les deux questions qui se présentent, et qu'il est d'ailleurs, en dehors du cadre de ce travail d'examiner ; reproduisons seulement la solution, que nous empruntons à M. Ortolan : « D'un côté, l'Edit perpétuel reçut une autorité en quelque sorte législative, comme règlement général et commun du droit honoraire ; de l'autre, cela n'empêcha point que les magistrats publiassent leur édit, dans lequel, en se conformant à l'édit perpétuel dans son ensemble, ils pouvaient cependant ajouter les dispositions accessoires ou les règles de forme que la suite des temps ou le changement des circonstances rendaient nécessaires ». (Ortolan. *Histoire du Droit romain*, page 283, note 2 *in fine*). Dans ces limites, on

voit l'importance qu'eut cet édit ; et il est facile de comprendre que Julien, chef des Sabinien de son temps, dut profiter des pouvoirs que lui accordait l'empereur pour infuser en quelque sorte, dans sa rédaction, la doctrine de son école. La loi 1, § 1, au titre *de jure fisci*, fournit la preuve qu'il usa de ce procédé. Or, par là, c'était sur bien des points le triomphe de la théorie Proculéienne assuré par un jurisconsulte Sabinien ; tout au moins d'appréciables concessions à cette théorie qui étaient consacrées.

Le legs *per præceptionem* nous en fournit un premier exemple. D'après les Sabinien, pareil legs était nul lorsqu'il était fait à un non héritier ; d'après les Proculéien, il valait, dans ce cas, comme legs *per vindicationem*. Julien (Gaïus, II § 218) distinguait ; il validait le legs en vertu du Sénatusconsulte Néronien ; il accordait seulement à son école que ce legs était nul en droit civil ; sauf la nature du droit qu'il accordait à l'héritier, il était donc en communauté de vue avec l'école Proculéienne.

Pareil accord, et plus sensible encore, peut être constaté à propos de la stipulation de l'esclave héréditaire ; nous avons dit que cette controverse se rattachait à la discussion de la fiction de la personnalité de l'hérédité ; les Proculéien soutenaient, contrairement aux Sabinien, que l'hérédité représentait le défunt. Or, nous voyons par le Fg. 18, § 2 (Dig. 45. 3) que tel était aussi l'avis de Julien.

Enfin, en matière de contrats innommés, nous voyons Julien s'associer à Javolenus pour employer l'action Proculéienne *præscriptis verbis*, dans les cas où les Sabinien

ne donnaient que *l'actio de dolo*. (Dig. Fg. 5 § 2 et 13 § 1. 19. 3).

Quant à Gaius il présente dans ses écrits un phénomène que nous ne relevons pas chez les autres jurisconsultes dont nous venons de parler ; nous le voyons, tout en maintenant, par méthode, la solution de son école, proclamer la supériorité de la solution Proculéienne.

Le premier exemple nous en est fourni par la controverse relative à l'*in jure cessio hereditatis*. Les Proculéiens permettaient cette cession à l'héritier sien et nécessaire ; les SabinienS déclaraient radicalement nulle une pareille cession et Gaius reproduit cette doctrine (Inst. III § 87) ; mais il reconnaît toute l'inconséquence de cette solution : *nihil enim interest, utrum aliquis cernendo aut pro herede gerendo heres fiat, an juris necessitate hereditati adstringatur*.

La controverse née à propos des droits du mandataire ayant outrepassé ses instructions, présente un exemple encore plus frappant du phénomène que nous étudions. On se demandait dans cette controverse si le mandataire aurait *l'actio mandati contraria* au moins dans les limites du mandat. Les SabinienS soutenaient la négative et Gaius dans ses Institutes la reproduit. Toutefois, il est facile de voir que la solution contraire, proposée par l'école Proculéienne lui paraît préférable, et dans un passage de lui inséré au Digeste (XVII, 1 Fg. 4) il la qualifie de *sane benignior* ; aussi l'adopta-t-il et dans ce fragment il ajoute : *Proculus recte existimat*. De cette contradiction on a conclu, il est vrai, que ce fragment avait été interpolé ; et cette hypothèse paraît probable lorsqu'on se borne à le comparer avec ses Institutes. Mais il nous semble qu'elle

doit paraître tout à fait hasardée, lorsqu'on étudie, comme nous le faisons, la marche des idées ; lorsqu'on a constaté, comme plus haut, le progrès incessant des idées Proculéiennes chez les jurisconsultes Sabinien ; lorsqu'on a vu Gaius proclamer lui même, dans un cas donné, la supériorité de la doctrine que combat son école ; lorsqu'on le voit, comme nous allons le voir, soutenir des solutions Proculéiennes qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'il ait adopté une solution dont il reconnaît les avantages en lui donnant l'épithète de *Sane benignior* ?

Nous venons de dire que Gaius avait en plusieurs cas adopté la solution Proculéienne ou s'en était tout au moins considérablement rapproché. Nous allons le montrer en commençant par la difficulté que présentait la stipulation faite par l'esclave héréditaire.

Nous avons rapporté déjà cette controverse et nous en avons résumé les éléments ; nous avons dit, à ce moment, que les Sabinien validaient la stipulation faite par l'esclave *heredi futuro nominatim*, tandis que les Proculéien la déclaraient nulle. Gaius cependant paraît avoir admis, non pas la solution proculéienne, mais tout au moins le principe dont elle découlait, savoir que l'hérédité représente la personne du défunt. Il est vrai que ce texte (Dig., *De hered. inst.*, Fg., 34, § 1) est encore soupçonné d'interpolation ; pour celui-là, nous n'insistons pas ; d'autres, et ceux-là indiscutables, nous permettront de faire la démonstration que nous avons entreprise.

Le premier est le § 73, livre II des Institutes de Gaius ; il consacre la maxime ; *superficies solo cedit*. Or, si l'on recherche l'origine de cette règle, on

trouve qu'elle est exclusivement proculéienne ; il résulte du Fg. 3, § 7, Dig., 43, 17 qu'elle a été formulée par Labéon et que Gaius est le premier Sabinien qui l'ait admise. En effet, Pomponius, contemporain de Gaius, et qui fit de si remarquables concessions à l'école adverse, refusait pourtant de l'admettre ; il niait (Dig. Fg., 6, § 2, 47, 7) que l'arbre qui pousse ses racines dans le fonds d'autrui devint la propriété du maître de ce fonds.

Enfin, en matière de spécification, Gaius (Dig., Fg., 1, 41, 1) soutenait le système que nous avons développé à propos de Pomponius et qui était une concession aux théories proculéiennes. Nous avons ainsi démontré, et c'était là notre objet, que, lorsque les deux écoles disparurent, de nombreuses défections s'étaient produites dans les rangs des Sabinien, sous l'influence des théories adverses.

CHAPITRE IV

Nous venons de voir la lutte des deux écoles ; il nous faut en étudier maintenant le résultat dans l'œuvre de Justinien. Et ici encore nous pouvons dire dès l'abord que l'influence des Proculéiens fut beaucoup plus profonde que celle des théories adverses ; on peut même avancer que l'influence sabinienne se réduisit à fort peu de chose ; sans doute un certain nombre des décisions de cette école ont été consacrées par Justinien ; mais ce fut pour des causes tout à fait étrangères et sous des influences tout autres que celle des jurisconsultes Sabinien ; il est fort probable que la plupart de ces décisions auraient été prises par Justinien, alors même qu'elles n'auraient jamais été soutenues par les disciples de Capiton, et en tous cas, ces décisions n'ont jamais réalisé une de ces réformes profondes qui ont honoré Justinien ; les Sabinien n'ont jamais produit un principe nouveau. Tout autre fut l'influence de l'école proculéienne ; on va en juger par la suite.

Parmi les solutions sabinienues adoptées par Justinien, il en est d'abord trois qui sont dues à l'influence du christianisme et pas du tout des Sabinien ; elles ont pour cause un certain respect pour la personne des esclaves, pour la liberté des conventions et pour la volonté

des testateurs ; or, ce sont là trois idées qui n'ont jamais été des idées sabinienues et qui ne pouvaient pas en être, cela parce qu'elles sont la négation de trois principes fondamentaux du droit romain primitif que les disciples de Capiton, conservateurs par principe, n'auraient jamais attaqués. S'ils ont proposé ces solutions, c'est sans les rattacher à aucun principe ni obéir à une idée préconçue ; ils y sont arrivés par discussion de textes et solutions d'espèces, ce qui était d'ailleurs le caractère propre de l'esprit romain. Or, ce n'est pas ainsi que procède un législateur et qu'a procédé Justinien, et comme nous le disions plus haut, ce n'est pas à cause d'eux qu'il a statué dans ce sens ; les trois solutions dont nous parlons sont celles qui déclarent l'action noxale éteinte par confusion, qui attribuent à tous les jugements le caractère absoluire, et qui déclarent valables les legs sous condition impossible ou illicite.

Deux autres doivent être, pour des raisons différentes, mises également de côté : la première est celle qui adopte, en matière de spécification le système mixte soutenu par Pomponius et Gaïus ; ce système nous l'avons vu, est une concession aux théories Proculéiennes et doit être, par conséquent, attribué à l'influence de ces dernières. La seconde est relative à l'action publicienne. Voici à quelle discussion elle se rattache. L'action publicienne avait, comme on le sait, pour objet de permettre à l'usucapant dépouillé de sa possession de s'y faire réintégrer ; que décider lorsque l'usurpateur était lui-même *in causa usucapiendi* ? Les Proculéiens décidaient que celui qui, le premier, avait été *in causa usucapiendi* devait obtenir gain

de cause ; les Sabinien, au contraire, faisaient une distinction dans le cas d'une tradition a *non domino* ; si les deux possesseurs ont acheté du même *non dominus*, c'est celui qui, le premier, a reçu la chose qui doit triompher par l'action publicienne ; s'ils ont acquis de personnes différentes c'est le possesseur actuel. Nous mettons cette solution de côté, parce qu'il n'est pas établi qu'elle ait été adoptée par Justinien ; à la vérité, elle se trouve reproduite au Digeste, mais la solution proculéienne y est aussi ; le doute subsiste.

Enfin nous avons encore à ranger dans la même catégorie toute une série de décisions proposées par les Sabinien par esprit conservateur et respect de la tradition et qui ne peuvent avoir été adoptées par Justinien que dans un but d'utilité pratique, attendu qu'on ne saurait supposer l'esprit conservateur et le respect de la tradition chez celui qui écrivait à Tribonien : « Corrigez tout ce qu'ont écrit les jurisconsultes ; corrigez complètement le droit civil et toute la jurisprudence romaine ; retranchez ce qui paraîtra superflu, mauvais ou déplacé ; les corrections que vous ferez, même contraires à l'ancien droit, auront force de loi. » (*De conceptione Digestorum*, 1, § 12. Ortolan, *Hist. du dr. rom.*, n° 458).

Les solutions que nous retranchons ainsi de l'actif des Sabinien sont celles qui décident : que le *derelinquens* perd la propriété de sa chose en même temps que l'*animus domini* ; que le légataire *per vindicationem* devient propriétaire de l'objet légué dès que l'héritier a fait adition ; que la stipulation *heredi futuro nominatim* faite par le *serrus hereditarius* est valable ; que c'est le seul maître qui a donné

le *jussus* qui profite de celle faite par le *servus communis* ; et que la *datio in solutum* produit tous les effets d'un paiement véritable.

Tout cela mis de côté, il reste dans l'œuvre de Justinien une solution qui est véritablement due à l'école Sabinienne ; c'est celle qui annule le testament où est omis un fils de famille qui vient à prédécéder ; très certainement cette solution est d'origine Sabinienne ; elle dénote un assujettissement aux principes du vieux Droit Romain qui ne permet pas d'en douter, étant donné surtout comme nous l'avons fait ressortir plus haut, qu'il est tout à fait exceptionnel chez Justinien ; encore faut-il ajouter qu'elle est particulièrement malheureuse à raison du caractère étroit et formaliste qu'elle revêt.

Voilà à quoi se réduit l'influence des Sabinien sur le développement du droit romain.

Si nous soumettons au même examen l'influence Proculéienne, nous rencontrons une action profonde, et l'adoption de principes dont les conséquences libérales furent des plus heureuses. Au premier rang, il faut placer l'adoption de l'action *præscriptis verbis* qui consacrait le grand principe de la liberté des conventions.

Puis la validation de la *datio tutoris ante heredem*, et du legs *per præceptionem* fait à un étranger, qui assurait au testateur le libre exercice de sa volonté et le respect de ses dispositions. Une conséquence non moins heureuse de l'influence Proculéienne fut la distinction entre la vente et l'échange, distinction dont le rejet eût ramené la société romaine au régime primitif et barbare du troc.

Et enfin la fixation à quatorze ans de l'âge de la puberté qui dénote une conception exacte d'un état social où la force physique n'a plus que faire et où le développement intellectuel joue un rôle d'une importance prépondérante.

Voilà ce que furent les uns et les autres ; au total l'influence sabinienne se réduit, on le voit, à bien peu de chose ; cette école ne sut pas même garder son intégrité vis-à-vis des théories adverses, dont l'influence heureuse et profonde se manifeste si nettement dans la lutte entre les deux sectes et surtout dans l'œuvre de Justinien ; encore peut-on dire que ce n'est pas là l'effet le plus heureux qu'elles aient produit ; ce sont moins, peut-être, les théories proculéiennes qui ont triomphé que leur esprit et leur méthode ; l'un et l'autre ont été adoptées par Justinien et c'est par là surtout que les disciples de Labéon ont marqué leur empreinte sur le développement du droit romain.

ECONOMIE POLITIQUE

Note préliminaire.

Le travail que l'on va lire traite, comme son titre l'annonce, un problème qui n'est pas né d'aujourd'hui. Il a provoqué déjà de nombreuses études ; beaucoup sont connues ou dignes de l'être ; ce n'est ici que leur résumé critique ; une forme nouvelle à des idées anciennes ; les juges compétents apprécieront. Mais il est de notre devoir d'écarter avant toutes choses des objections dont nous connaissons le poids ; on nous en a écrasé.

On n'a pas ici la témérité de penser avoir résolu une difficulté que beaucoup et des plus habiles croient insoluble ; on le proclame, et on le répétera plus loin ; on a tenté de grouper ce qui a été fait, en recherchant quelles sont les idées qui auraient dû inspirer et diriger ces efforts ; c'est là que nous avons manqué sans doute de clarté ; pour supprimer toute confusion, nous allons par avance développer certaines formules et expliquer certaines manières de voir qui nous ont été sévèrement reprochées.

Laissant de côté toute notion juridique et tout système préconçu, l'auteur s'est borné exclusivement à l'examen des faits ; il a étudié le crédit là où il est le plus abondant et où son fonctionnement est le mieux perfectionné ; il a été ainsi amené à adopter la définition que l'on verra plus loin. Cette formule prend le crédit au moment où il se réalise ; rien de plus, et notamment elle ne s'occupe pas de l'ensemble de circonstances qui ont précédé le moment où ce mécanisme est mis en jeu ; puisqu'on examine le mode de réalisation du crédit, on suppose acquiescer toutes les conditions nécessaires à cette réalisa-

tion. On étudie le mécanisme du crédit, on ne s'occupe pas de son fondement. La circulation fiduciaire est aujourd'hui une des conditions essentielles du crédit ; mais elle n'est pas la seule ; il en est d'autres, qui vont être examinées ici.

En Ecosse, on fait crédit aux gens sur leur mine ; les socialistes réclament qu'il en soit ainsi partout ; mais sauf des exceptions qui dépendent de considérations tout à fait personnelles, on n'accorde du crédit à quelqu'un qu'autant qu'il offre des garanties matérielles de remboursement ; telle est, en pratique, la réalité, et c'est elle que nous avons à envisager. A ce point de vue faisons dès l'abord une distinction : les garanties matérielles de remboursement que peut offrir celui qui a recours au crédit peuvent être de deux sortes : mobilières ou immobilières : le crédit est immobilier ou mobilier suivant qu'il s'appuie sur les unes ou sur les autres ; il n'est ici parlé que du second ; on ne s'y occupera en conséquence que des sûretés mobilières. Elles peuvent se révéler de trois manières : par remise de certains biens déterminés entre les mains du prêteur : c'est le gage ; par affectation spéciale au remboursement de la dette de certains biens déterminés qui sont laissés entre les mains du débiteur : c'est ce que l'on a appelé le gage à domicile ; enfin, il peut arriver que sans aucune dépossession du débiteur, ni affectation spéciale de certains biens l'ensemble de la fortune mobilière de l'emprunteur garantisse le paiement de la dette ; au point de vue particulier qui nous occupe, ces procédés ont été mis en pratique en Italie, en Roumanie, en Belgique et en Angleterre. Il est évident que chacun de ces pays a ainsi organisé le crédit agricole mobilier ; de là à reconnaître que ces trois organisations sont également bonnes, il y a loin ; c'est une autre question à discuter, et nous allons nous en expliquer.

Il est certain que les procédés que nous venons d'indiquer ont leur utilité et il est facile de la faire ressortir

par des exemples pour chacun d'eux. A supposer qu'un agriculteur qui a des produits récoltés ait besoin d'argent, il sera contraint de vendre même à des cours très bas ; le gage, en lui procurant dès à présent les capitaux qui lui sont nécessaires, lui permettra d'attendre le moment opportun pour vendre ; dans la même situation un agriculteur qui n'a pas de produits récoltés, pourra être amené à se défaire d'animaux, outils agricoles, etc., nécessaires à son exploitation qui se trouvera entravée ; le gage à domicile mettra à sa disposition des capitaux sans rendre difficile ou précaire la continuation de l'exploitation. Enfin un agriculteur dont le patrimoine mobilier est suffisant et connu pourra développer son exploitation en empruntant des sommes que sa situation aisée lui fera trouver facilement. Ce sont là des résultats heureux et incontestables ; il reste à les apprécier.

Nous passerons en revue dans le corps de ce travail les réglementations diverses qui peuvent être organisées pour chacun de ces cas ; on ne s'en occupe pas ici ; ceci mis de côté, la situation apparaît très nettement différente entre les deux premières hypothèses et la troisième. D'un côté l'emprunteur garde la libre administration de son patrimoine ; de l'autre, on lui ôte le droit de disposer de certains de ses biens et même leur détention ; dans un cas, la force productive du capital est augmentée sans entraver l'exploitation ; dans l'autre on n'obtient qu'un changement de forme du capital possédé au détriment souvent de l'exploitation. Si l'on considère, d'autre part, la situation de l'agriculture, on arrive, il nous semble, aux constatations suivantes : sans doute ce sera rendre service aux agriculteurs que de leur permettre, dans certaines situations, de trouver pour un temps court des sommes d'argent pour faire face par exemple, à une échéance pressante ; mais ce n'est pas là un remède à la situation actuelle ; ce qui manque, à notre avis, à l'agriculture, ce sont les capitaux nécessaires pour la mise en œuvre des méthodes

perfectionnées de culture, engrais chimiques, machines agricoles, élevage en grand du bétail, etc.

Or, ces capitaux, le procédé de gage ou du gage à domicile est peu propre à la fournir ; il restreint l'exploitation alors qu'il s'agit de la développer et ne satisfait pas aux besoins de l'industrie agricole ; on en trouvera la preuve développée plus loin ; nous la signalons ici : l'Italie a des banques agricoles fondées sur ce procédé ; malgré tous les efforts, elles ne donnent que de mauvais résultats et ne peuvent parvenir à se développer, alors que les banques ordinaires rendent chaque jour de grands services à l'agriculture. A cette considération, nous en avons joint une autre : l'agriculture n'a pas de crédit ; le commerce et l'industrie en usent depuis longtemps d'une manière perfectionnée qui ne repose pas sur le gage ; il nous a semblé qu'il faudrait, dans la mesure du possible, assimiler sur ce point l'agriculture au commerce. Voilà pourquoi nous avons été amené à dire que le prêt sur gage (c'est-à-dire les deux procédés du gage et du gage à domicile) n'est pas le crédit ; nous avons voulu dire que ce n'était pas là un mode de crédit qui nous parut utile à l'agriculture ; ce que nous avons rejeté c'est le gage avec affectation spéciale de tel bien à la garantie de telle dette ; ce que nous réclamons, c'est le gage général qui porte non sur certaines choses déterminées, mais sur une universalité qui peut être modifiée dans les éléments qui la composent, à la condition de rester la même lorsqu'on la considère et qu'on l'estime dans son ensemble.

Pour terminer, il nous reste une rectification à faire ; il est parlé, dans la dernière partie de ce travail, du privilège du propriétaire organisé par l'art. 2102 du Code civil. Il y a à noter que, actuellement, cet article est modifié par une loi du 19 février 1889, qui restreint le privilège aux deux dernières années, l'année courante et une année à partir de l'expiration de l'année courante.

DROIT FRANÇAIS

ÉCONOMIE POLITIQUE

DU CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER

La richesse a deux sources ; la production directe résultant du travail en est une ; l'autre est la transformation par échange ou par changement de forme du capital déjà créé.

A ce second ordre de phénomènes correspond une série de fonctions économiques qui en facilitent l'accomplissement. Ces fonctions sont : de servir d'intermédiaires d'échanges ; d'être une commune mesure de toutes les valeurs ; de fournir un signe représentatif de valeur ; de pouvoir accumuler des valeurs. Tout facteur économique qui remplit l'une au moins de ces fonctions est, dans un sens large une monnaie ; on en compte de six espèces, savoir : La monnaie métallique ; le billet de banque ; le chèque ; la lettre de change ; le billet à ordre ; le titre mobilier au porteur.

Condillac disait : « Chaque science demande une langue particulière parce que chaque science a des idées qui lui sont propres ; il semble qu'on devrait commencer

par faire cette langue ; mais on commence par parler et par écrire et la langue reste à faire. » On a voulu éviter ici ce reproche ; on insiste sur ce fait que dans la réalité le sens courant du mot monnaie ne répond plus toujours aux faits. Ce sens courant est celui de monnaie métallique ; or le rôle de la monnaie métallique perd chaque jour de son importance ; il est réduit aujourd'hui à celui d'étalon des valeurs ; dans les autres, le chèque, la lettre de change, le billet de banque, le titre mobilier au porteur, l'ont en grande partie supplantée. Ce n'est pas cependant que toutes les monnaies soient assimilables les unes aux autres ; il importe de faire entre elles une distinction capitale au point de vue qui nous occupe.

Je suis, par hypothèse, porteur d'un billet de banque, d'un chèque ou d'un titre mobilier au porteur ; à chaque instant de ma possession je puis convertir ces monnaies en d'autres qui me sont ou plus utiles ou plus commodes ; il m'est loisible, par exemple, de convertir un chèque en billets de banque, ceux-ci en titres au porteur et ces derniers en monnaie métallique. S'il s'agit au contraire de lettres de change ou de billets à ordre, je n'ai rien à exiger actuellement ; mon débiteur ne me doit rien ; son obligation est à terme ; jusqu'à son échéance il est libre envers moi ; un tiers auquel je transmettrais mon titre n'aurait comme moi que le droit d'exiger à un moment donné, plus ou moins éloigné, sa réalisation. Ce titre cependant m'a été remis en paiement, il a éteint une dette, c'est une monnaie ; seulement elle est d'une espèce différente de celles que nous examinions plus haut. C'est cette différence profonde que M. Alglave, dans son cours,

exprime en distinguant les monnaies actuelles dont le mode de réalisation utile est toujours possible ; et les monnaies différées dont le mode de réalisation utile est remis à une époque postérieure.

Quel est maintenant le rôle propre de ces monnaies différées ? Il est capital, et le voici : ce sont des instruments de crédit. C'est par sa fonction que se distingue un facteur économique ; définir le crédit, c'est rechercher sa fonction. Recherchons-là dans les faits. Voici un individu que nous supposons un industriel ; il achète des matières premières, pour les revendre après les avoir travaillées et mises en œuvre. Va-t-il, pour payer ces matières premières, donner à son vendeur de la monnaie métallique ? Jamais ; il a du crédit ; s'il n'en avait pas, la lutte serait pour lui impossible dans l'état actuel des choses ; il a du crédit, c'est-à-dire qu'au lieu de payer avec de l'or ou de l'argent il payera avec une promesse d'en donner dans un certain délai, billet à ordre ou lettre de change ; au lieu d'une monnaie actuelle il en donnera une différée. Puis cette monnaie, après avoir circulé plus ou moins, arrivera dans une banque où elle sera escomptée ; le porteur de la lettre en recevra le montant sous déduction du loyer de l'argent pendant le temps restant à courir jusqu'à l'échéance. Voilà le fait. Etudions-le.

Notre industriel a payé des matières premières avec une lettre de change qui a été escomptée. Que s'est-il passé en réalité ? Il a reçu des marchandises qui ont une valeur réelle et actuelle ; son patrimoine se trouve dès à présent accru d'autant ; par la suite cet accroissement pourra être plus considérable encore à cause du bénéfice

à réaliser. Donc de ce côté enrichissement actuel et instrument d'un enrichissement futur. En échange, qu'est-il sorti de sa fortune ? Rien qu'une simple promesse, sans autre sûreté que cette garantie morale qui s'appelle le crédit. Ainsi notre vente à crédit se présente d'abord à nous comme un emprunt de la chose vendue. Le crédit est un prêt. Entre quelles parties intervient-il ? L'une nous est déjà connue. Très certainement l'acheteur à crédit est un emprunteur ; c'est lui qui a reçu et qui s'est engagé à rendre par un équivalent qui sera la monnaie représentée par un billet à ordre ou la lettre de change tirée sur lui. Quant au vendeur, s'il est vrai qu'il a livré la marchandise, il est vrai aussi que par l'escompte il en a reçu la valeur ; il a déjà reçu l'équivalent promis ; au point de vue économique nous n'avons plus à nous en occuper ; il n'est pas le prêteur. Le prêteur c'est celui qui a donné et qui en échange n'a reçu qu'une promesse. Dans notre hypothèse il n'y a qu'une partie qui ait joué ce rôle ; c'est le banquier qui a fait l'escompte ; c'est entre lui et l'acheteur que le prêt est intervenu. Le banquier a prêté l'argent, il a reçu la promesse de l'acheteur de payer la même somme. Il y a eu échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée. C'est à cela que se ramène le crédit, et telle est la définition qu'en donne M. Alglave : au point de vue du mécanisme, « Le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée. »

Cette définition indique la nature exacte de l'objet défini et en explique le mécanisme ; c'est ce que ne font pas les autres. Quelques exemples vont le démontrer. Un économiste a dit quelque part : « Le crédit est l'élément qui

unit le capital au travail et détermine la production de la richesse. » Que nous apprend cette définition ? Rien. Elle nous montre que le crédit, c'est le crédit ; on s'en doutait déjà. M. Baudrillart, le définissant, dit : « Le crédit met, du moins en grande partie, le gage moral de la confiance réciproque à la place d'un gage tout matériel, la monnaie qui porte sa garantie en elle-même. » Il y a dans cette définition la constatation d'un fait exact. Mais elle ne nous fait en aucune façon apercevoir le mécanisme par lequel le fait se produit. M. Jourdan approche davantage de la vérité lorsqu'il dit que le crédit se trouve tout entier dans cette idée : « Une promesse écrite qui vaut de l'argent et qu'on cède comme de l'argent. » Mais l'esprit n'est pas complètement satisfait, par ce qu'on ne voit pas par quel procédé se réalise la cession de la promesse écrite. Nous nous en tenons donc à la définition de notre savant et vénéré maître. « Le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée. »

Voyons les conséquences de cet échange. Nous avons en présence un créancier et un débiteur ; le créancier, le vendeur des matières premières, est désintéressé : il a fait escompter la traite, l'argent est dans sa caisse ; le débiteur, l'industriel acheteur des matières premières, les détient ; il en est le propriétaire ; leur valeur, le montant de sa traite est dans son patrimoine. Nous arrivons donc à ce résultat qu'une même somme d'argent est à la fois chez le créancier et chez le débiteur. Et ceci nous fait constater l'importance du crédit au point de vue social : si la même somme d'argent se trouve à la fois dans deux patrimoines

différents, elle se trouve en réalité doublée ; ce n'est pas à dire, comme l'ont prétendu certains économistes, que le crédit soit un mode de production des capitaux ; il y a mobilisation, mais non augmentation de la masse des capitaux. Mais il n'en reste pas moins établi que par le crédit la même somme d'argent produisant son effet utile dans deux patrimoines en même temps, la même quantité de monnaie servira à plus d'échanges ; et que par suite, si la quantité des échanges à effectuer est restée la même la quantité de monnaie métallique pourra et devra même être diminuée. C'est ainsi que l'Angleterre, où il se fait six fois plus d'échanges qu'en France, a, grâce à un crédit beaucoup plus répandu et perfectionné chez elle que chez nous, une quantité de monnaie métallique égale à peu près au tiers de la nôtre. Or la monnaie métallique est un capital improductif et soumis à une déperdition notable par suite du frai. Le crédit permet de diminuer ce capital improductif ; la perte résultant du frai se trouve diminuée d'autant ; la partie retranchée devient un capital productif. Donc première conséquence du crédit et premier avantage au point de vue national : augmentation de la richesse du pays.

Au point de vue privé son utilité n'est pas moins sensible ; un commerçant a du crédit parce que ses affaires lui ont toujours permis de faire face à ses engagements ; ces affaires elles-mêmes sont faites au moyen de ses marchandises, de son fonds de roulement, etc. ; on lui accorde confiance parce qu'à tout prendre ces marchandises, ce fonds de roulement, répondent des sommes avancées. C'est sur eux que re-

pose son crédit. En réalité, et comme nous l'avons vu plus haut sous une autre forme, l'argent est à deux endroits à la fois ; notre commerçant a les marchandises et il en utilise la valeur par le crédit. Le crédit double son capital. Tout accroissement du crédit a pour corrélation une augmentation de la force productive de son capital.

Ainsi, d'une façon générale, la richesse privée aussi bien que la richesse nationale ont intérêt à l'extension du crédit ; c'est faire œuvre utile que de lui rechercher un nouveau cercle d'application. Or il existe actuellement une branche de la richesse nationale qui reste au moins en France en dehors de sa sphère d'action : c'est l'agriculture. Que l'intérêt national en soit froissé, on vient de le voir, on n'y revient pas. Quant au tort qu'en éprouve l'agriculture quelques mots sont nécessaires. Le commerce et l'industrie jouissent depuis longtemps du crédit ; moyennant quoi les capitaux se sont portés en masse vers ces deux branches de la production nationale et en ont permis le développement et le perfectionnement que l'on peut constater chaque jour. L'agriculture, au contraire, privée de crédit, s'est vu privée de capitaux ; elle n'a pu se tenir au courant des progrès comme l'industrie et le commerce ; alors que ces derniers n'ont que des améliorations à poursuivre, l'industrie agricole a tout à faire ou à peu près. Ainsi en temps normal, sa situation est déjà inférieure, elle est devenue précaire depuis cinq ou six ans. A cette époque toutes les branches de la production sont entrées dans un état de malaise profond ; ce n'a pas été une crise, mais les conséquences n'en ont pas

moins été dangereuses ; l'agriculture, faute d'argent, devait nécessairement les supporter moins aisément que les autres industries ; mais tout indiquait que poussée par la nécessité elle recourrait au crédit pour trouver les ressources qui, en lui permettant de produire à meilleur marché, lui laisseraient trouver des bénéfices dans le nouvel état des prix ; d'autre part, il était visible que le capital, beaucoup moins employé par les autres industries, et par conséquent beaucoup plus disponible profiterait du nouveau débouché qui lui était offert et chercherait un emploi qu'il ne trouvait plus ailleurs. Le crédit eût pu sauver l'agriculture et lui faire par la suite une situation égale à celle du commerce et de l'industrie. Le libre jeu des lois économiques en eût assuré l'organisation ; la science l'indiquait et le démontrait ; ce qu'on appelle le protectionnisme en décida autrement. Par ses tarifs douaniers il permit aux produits agricoles français de soutenir la concurrence en France sans faire appel au crédit ; puisqu'on pouvait s'en passer, pourquoi y aurait-on recouru ? On s'en est donc passé. Le crédit agricole qui eût pu naître à cette époque, est encore à créer. Celui qui écrit ces lignes a été à même d'en faire l'observation. Le département des Hautes-Alpes fut atteint comme les autres et plus que les autres à cause de sa pauvreté par la baisse des prix des produits agricoles ; couvert d'une part par les moutons Piémontais ; inondé par les blés débarqués à Marseille, les prix des uns et des autres avaient baissé dans de fortes proportions. Il y eut alors une tentative d'organisation d'une société coopérative de prêts sur les bestiaux et les récoltes comme il en existe à Franc-

fort-sur-le-Mein par exemple. Depuis les droits protecteurs sur les blés et la rupture des traités de commerce avec l'Italie les prix ont remonté et il n'est plus question de société coopérative ; ceci est un fait que l'auteur cite parce qu'il l'a observé lui-même ; il laisse bien entendu de côté toute considération de politique internationale.

Pour résumer, nous voyons que le crédit appliqué à l'agriculture serait utile d'une part au point de vue général ; d'autre part au point de vue particulier, cela de deux manières : en permettant à l'agriculture de profiter d'une façon plus complète des perfectionnements que la science apporte chaque jour à cette branche de l'industrie nationale ; et en second lieu en la débarrassant des mesures protectionnistes qui assurent sa ruine en prolongeant et en accentuant davantage son état d'infériorité vis-à-vis des autres branches de la production et vis-à-vis des agricultures des pays étrangers qui font des efforts permanents et parfois heureux pour organiser chez eux le crédit agricole.

Nous aurons dans une autre partie de cette étude à examiner ces tentatives et ce qu'elles valent. Ce que nous recherchons ici, ce sont les principes scientifiques d'après lesquels nous aurons à les apprécier. M. Léon Say a dit que le crédit agricole n'existe que quand il est créé tout court et sans phrase. Cela est vrai. Mais nous rappelons que le crédit n'est que la mobilisation du capital possédé ; le capital de l'agriculture est en partie mobilier, en partie immobilier ; le crédit qui consiste à mobiliser les immeubles, autrement dit le crédit immobilier ou crédit foncier, n'existe pas chez nous à la vérité ; il n'existera que le jour où on aura organisé la mobilisation du sol, comme se l'était proposé la loi de Messidor an III sur les

cédules hypothécaires ; mais cela est en dehors du cadre de ce travail. Ce que l'on se borne à étudier ici, c'est le crédit agricole mobilier , c'est-à-dire celui qui a pour objet de permettre à l'agriculture d'employer la valeur de son capital mobilier. Le ministre français de l'agriculture, dans la séance du sénat du 29 novembre 1883, estimait ce capital à 25 milliards $1/2$, non comprises les récoltes sur pied qui en valent 8 ou 10. C'est cette somme qu'il s'agit par le crédit de mettre à la disposition de l'agriculture ; c'est, pour rester sur le terrain que nous avons adopté, lui permettre de créer de la monnaie différée dans cette limite pour l'échanger contre de la monnaie actuelle. Ainsi posé, on le voit, le problème se décompose en deux, un pour chaque espèce de monnaie. Pour la monnaie actuelle, y a-t-il lieu de créer des banques de crédit agricole se procurant de l'argent spécialement destiné à cet objet ? Pour la monnaie différée : comment assurer sa circulation et son échange contre la monnaie actuelle ?

Quant à la première question, il est une théorie qui la tranche en la supprimant ; nous transcrivons ici, en le traduisant, un passage du traité des finances de M. Angelo Marescotti, professeur d'Economie politique à l'Université de Bologne ; le système y est clairement exposé, mais on y voit facilement aussi son vice capital : « La banque agricole est autre chose ; elle ressemble aux magasins généraux du commerce ; sa destination spéciale est de prendre en consigne ou plutôt en gage des matières commerciales, c'est-à-dire les récoltes des champs et les capitaux mobiliers qui les produisent. Cette banque donne en échange à l'agriculteur une espèce de warrant, un ti-

tre temporaire qui doit être rendu à la banque et payé en espèces, faute de quoi elle fait vendre les objets engagés pour satisfaire à l'échéance le porteur du titre. » Le procédé est simple ; l'agriculteur se dessaisit de son capital mobilier et le constitue en gage à la banque ; celle-ci lui donne un acte de cette constitution, acte que l'agriculteur peut aller vendre ; à l'échéance il devra le racheter, sinon le gage sera exécuté. Il est certain que la banque ne prêtant rien elle-même, n'a pas besoin d'argent ; la question serait tranchée par ce système. Seulement, il repose sur une notion inexacte, savoir la confusion du crédit et du prêt sur gage. Nous avons vu plus haut qu'en tous cas le crédit se ramène à l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée ; dans le prêt sur gages, la monnaie différée n'apparaît pas ; alors même que, comme dans le système que nous venons d'examiner, l'emprunteur recevrait un acte de constitution de son gage qu'il pourrait échanger contre de la monnaie, il n'y aurait encore pas crédit, puisqu'il est évident que cet acte n'est pas une monnaie avec laquelle il pourrait, comme avec une lettre de change, par exemple, effectuer des paiements ; un acte de constitution de gage n'est pas une monnaie, et le crédit n'existe que par l'échange de deux monnaies d'espèces différentes.

Cette théorie étant écartée pour n'y plus revenir, nous nous retrouvons en présence de notre question : Y a-t-il lieu de créer des banques spéciales de crédit agricole ?— A. Dumas disait un jour : « Les affaires, c'est l'argent des autres. » Sous une forme légère, il venait sans peut-être le savoir, de formuler une vérité économique. La Banque

d'escompte ne naît véritablement que le jour où le banquier prête l'argent qu'il a lui-même reçu ; la banque, c'est l'argent des autres. Néanmoins toute banque ne peut pas faire l'escompte. Lorsqu'une banque emprunte l'argent qu'elle prête, l'escompte comprend : 1^o l'intérêt servi par la banque à ses prêteurs ; 2^o le même intérêt qu'elle se fait servir par ses emprunteurs ; 3^o les frais généraux et les risques. L'institution du billet de banque est venu réduire ce taux de près de moitié en supprimant l'intérêt servi par la Banque à ses prêteurs, puisque par l'intermédiaire du billet elle obtient l'argent pour rien, sauf la nécessité de conserver un certain encaisse métallique improductif : l'escompte ne comprend plus alors que : 1^o La prime pour les risques ; 2^o les frais généraux parmi lesquels il faut compter l'intérêt de l'encaisse métallique nécessaire. — La lutte est donc impossible entre ces deux espèces de banques, et il semble que la banque à billets ne doive rencontrer aucune concurrence. Elle en trouve pourtant une ; elle lui est faite par les banques de dépôts et comptes courants ; celles-ci se procurent l'argent aussi bon marché que les premières, l'intérêt très faible qu'elles donnent à leurs prêteurs n'étant pas supérieur aux frais de fabrication des billets et aux impôts dont ils sont souvent frappés. Ainsi l'escompte n'est fait en réalité que par les banques à billets et les banques de dépôt. On n'a pas ici l'intention d'aborder la grave question de la liberté des banques et de l'émission des billets ; sa discussion serait d'ailleurs purement théorique puisque cette liberté n'existe nulle part, sauf en Ecosse. Pour faire œuvre pratique, notre attention doit donc se porter exclusivement sur les banques de dépôts.

Nous avons dit plus haut ce qu'était la monnaie ; nous en avons énuméré les diverses espèces. A chacune d'elles correspond un genre spécial de banque. La banque de dépôts correspond au chèque. Le chèque est un instrument de paiement ; c'est en cela qu'il est une monnaie. C'est un ordre écrit de payer donné par un particulier à une banque dans laquelle il a précédemment déposé son argent ; cet ordre doit être exécuté sitôt qu'il est reçu ; le chèque est une monnaie actuelle. On voit dès lors que la Banque qui émet des chèques, autrement dit la banque de dépôts, doit à chaque instant avoir à sa disposition une notable partie des dépôts par elle reçus, pour faire face aux ordres de paiement qui peuvent lui être adressés ; la banque de dépôts ne peut pas engager tout son argent pour un long temps ; elle ne doit l'engager que de telle façon qu'elle puisse, le cas échéant, obtenir promptement et même avant l'échéance son remboursement ; cela explique la modicité de l'intérêt que ce genre de banque sert à ses déposants. Il faut remarquer cependant que le chèque fournit lui-même le remède à cet inconvénient : il permet, et c'est là son principal avantage, d'effectuer les paiements par compensation entre chèques. Il suffit de supposer des chèques tirés sur le même banquier par des clients de ce même banquier ; le paiement se résout alors en virements de comptes. Cela permet à la Banque de disposer d'une plus grande partie de l'argent qui lui est déposé : l'institution du Clearing-House, de Londres, en est un exemple frappant ; en sorte que le développement de l'institution en détruirait le vice. Cela est incontestable ; mais il est à no-

terque nulle part ailleurs qu'en Angleterre l'institution n'a atteint un développement suffisant pour atteindre ce but ; si bien qu'il en est résulté que peu à peu les paiements dans le monde entier se sont faits par Londres. En France, en particulier, une maison de compensation a été organisée à Paris en 1872 ; elle n'obtient que des résultats dérisoires : alors, en effet que le Clearing-House de Londres a compensé entre eux, en 1874-1875, pour 150 milliards de chèques, la maison de compensation de Paris n'en a compensé la même année que deux milliards ; dans son année la plus prospère, en 1880-1881, ses affaires n'ont atteint que le chiffre de 4 milliards. — Pour être dans la vérité des faits, nous devons donc nous en tenir au principe posé plus haut : une banque de dépôts ne doit jamais engager tout son argent pour un long temps. Pourrait-elle l'engager dans l'agriculture ?

On comprend facilement le besoin qui pousse un industriel à avoir recours au crédit ; les rentrées d'argent certaines, sur lesquelles il peut compter pour faire face à ses engagements, ont lieu à des époques fixes et déterminées ; d'autre part les dépenses ne se reproduisent pas avec la même régularité ; ordinaires ou extraordinaires, elles anticipent le plus souvent sur les recettes ; le crédit a pour but de permettre de faire la dépense dès à présent et de reporter le paiement au moment de la recette. Pour être utile il doit donc durer jusqu'à la prochaine rentrée d'argent. En appliquant ces principes à l'agriculture la situation apparaît très nette ; sans doute il est telle de ses branches, l'industrie fromagère ou l'élevage des bestiaux de boucherie par exemple qui ont des épo-

ques de recettes assez fréquentes et rapprochées ; mais dans la grande majorité des cas, l'agriculteur ne récolte, ne vend et par conséquent n'encaisse qu'une fois par an. Le crédit qui lui serait accordé doit, pour être utile, pouvoir durer un an. La question que nous examinons se trouve tranchée par là même ; une banque d'escompte ne devant jamais, comme nous l'avons vu, engager tout son encaisse pour un long temps ne saurait l'engager dans l'agriculture ; pour cette raison, il ne faut pas songer à créer des banques dont l'objet spécial serait d'engager leurs dépôts dans l'agriculture.

La nécessité d'ailleurs ne s'en fait pas sentir ; l'expérience démontre qu'il y a une certaine portion des dépôts effectués dans les Banques dont le remboursement n'est pas demandé, même dans les plus fortes crises. C'est ainsi que l'act de 1844 faisant application de ce que les économistes anglais appellent le *Currency Principle* a autorisé la Banque d'Angleterre à émettre 14 millions de livres sterling de billets complètement à découvert ; c'est ainsi encore qu'en Allemagne l'émission à découvert est complètement libre moyennant une taxe de 5 0/0. « Empiriquement, dit M. Jourdan, on a préconisé une réserve métallique du tiers des émissions. » Il y a donc dans les banques de dépôts actuellement existantes des sommes dont, par exception, elles peuvent disposer à longue échéance et qu'elles peuvent par conséquent employer au crédit agricole.

C'est à elles de le faire et elles le feront le jour où son institution étant organisée, elle leur y fera trouver leur intérêt. Il faut ajouter, d'ailleurs, qu'à ce moment, les

dépôts, par suite du nouveau débouché qui leur sera ouvert, augmenteront nécessairement ; la somme disponible pour les banques étant dans un rapport constant avec le total de leur encaisse, se trouvera par là même accrue ; en sorte que l'extension du crédit agricole amènera l'augmentation des sommes qui pourront y être employées. De plus, comme le dit encore M, Jourdan : « Quant aux demandes que pourraient lui adresser les déposants, le banquier doit connaître les habitudes de sa clientèle, savoir à quel moment se font habituellement les dépôts et les retraits. » Dans les centres agricoles, ce calcul sera plus facile qu'ailleurs, et la banque pourra assez aisément composer son portefeuille de façon à ce qu'une notable partie de ses remboursements puisse s'opérer sous forme de virements de comptes, comme l'indique l'auteur que nous venons de citer,

Nous laissons de côté et avec intention toute idée de subvention de l'Etat ; son rôle, à notre avis, n'est point d'être banquier ; l'opinion contraire aboutit fatalement au socialisme. Nous n'avons point ici l'intention d'entreprendre la réfutation de cette doctrine ; ce que nous pouvons affirmer, c'est que nous ne sommes pas socialiste, parce qu'il nous paraît qu'en matière économique, puisque c'est de celle-là qu'il s'agit, la liberté est la première et la plus essentielle condition du progrès ; le socialisme la détruit ; pour cette raison, nous rejetons un système dont il serait la conséquence inévitable.

Donc, à la première question posée plus haut, nous répondons qu'il n'y a pas lieu de créer des banques spéciales de crédit agricole. Nous abordons la seconde :

comment assurer la circulation de la monnaie différée créée par l'agriculture et son échange contre la monnaie actuelle? Ici, comme tout à l'heure, remontons à l'observation des faits et aux principes qui en découlent. La monnaie est essentiellement faite pour circuler; c'est là sa raison d'être; l'empêcher de circuler ce serait la détruire.

L'examen attentif de son rôle le fait aisément comprendre. Que fais-je lorsque j'effectue un paiement au moyen d'une monnaie? Je remets à celui que je paie la valeur de l'objet qui est la cause de ce paiement. D'autre part, cette valeur n'est en réalité que le prix du travail de l'homme suivant sa qualité et sa quantité emmagasiné dans cet objet. La monnaie que je lui remets représente donc pour lui la faculté d'obtenir à son tour d'un tiers la même quantité de travail de même qualité; on n'échange que des services contre des services. Au fond des choses, la monnaie n'est donc qu'une délégation donnée par un producteur à un autre pour qu'il remette à un troisième ce dont ce dernier a besoin. Cette délégation peut, d'ailleurs, se présenter sous deux formes différentes; dans un cas, elle peut avoir une valeur intrinsèque et être la juste et définitive rémunération du service qu'elle paie; c'est ainsi que fait la monnaie métallique; dans un autre cas, elle n'est que la représentation de la valeur du service rendu; elle n'est pas elle-même cette valeur, mais elle la représente et permet de l'obtenir; les monnaies de cette seconde espèce sont ce qu'on appelle les monnaies représentatives; les monnaies différées appartiennent à cette catégorie. Mais, pour les deux, une observation gé-

nérale est à faire, savoir qu'on n'accepte une délégation qu'à condition que le délégué soit solvable ou que le déléguant donne des garanties réelles, matérielles. Donc, pour que ce soit possible dans la grande majorité des cas, il faut que la monnaie porte sa garantie en elle-même. La monnaie représentative aussi bien que l'autre ne peut circuler que si elle porte garantie du paiement qu'elle représente. Pour assurer effectivement la circulation de la monnaie différée créée par l'agriculture, il faut qu'elle puisse garantir son paiement ; là est le problème. Dans les tentatives qui ont été faites jusqu'à présent, on ne s'est pas assez gardé d'une erreur que nous avons signalée plus haut ; nous y revenons sans y insister. Cette erreur, c'est la confusion du prêt sur gage et du crédit ; nous avons eu occasion de montrer comment le crédit suppose l'échange de deux monnaies d'espèces différentes ; comment l'acte de constitution de gage ne saurait être considéré comme une monnaie, et comment, par conséquent, son échange contre une monnaie actuelle soit par vente, soit par prêt, ne constitue pas le crédit. On n'a pas tenu compte de ces différences ; on a voulu organiser le crédit agricole mobilier en organisant une mise en gage plus simple que celle du droit commun pour la fortune agricole mobilière ; on s'est alors heurté à des difficultés insurmontables et inévitables étant donné le point de départ. On a abouti à des systèmes qui ne procuraient à l'agriculteur aucun des avantages du crédit ou au prêteur aucune des sûretés nécessaires au fonctionnement de l'institution. La conséquence en un mot a été que le crédit agricole mobilier n'a pu être organisé.

Si l'on était parti de l'observation exacte des faits, on aurait constaté que sauf peut-être un aléa plus fort inhérent à la moins grande certitude des produits, la garantie mobilière offerte par l'agriculteur n'est pas moins sûre que celle du commerçant : sans doute l'agriculteur pourra, dans une certaine mesure, après avoir obtenu du crédit, vendre en dehors des besoins de l'administration ses bestiaux, ses outils, ses récoltes, qui sont ce que la pratique appelle « les apaisements » de ses créanciers. Mais ne voyons-nous pas chaque jour dans notre service d'attaché au Parquet des négociants en gros venir se plaindre et nous exposer comment, ayant livré des marchandises à crédit à un détaillant, ils ont vu leur débiteur partir avant l'échéance, leur laissant pour répondre de leur traite les quatre murs d'une boutique vide ? D'ailleurs, pour l'agriculteur comme pour le commerçant, il y a contre la fraude une garantie efficace, c'est leur intérêt même. Le commerçant qui a des marchandises, l'agriculteur qui a des bestiaux, des outils, n'a aucun intérêt à les faire disparaître ; pour l'un et pour l'autre, c'est la source de leur gain, l'instrument nécessaire de l'exploitation de leur industrie. Leur intérêt bien entendu est donc au contraire de les augmenter le plus possible, parce que ce sera une augmentation de leur gain ; s'ils n'ont pas pour but de se procurer des gains, mais seulement de soustraire de parti pris le bien d'autrui ; si, en un mot, ils n'ont pour objet que la fraude, le cas est en dehors de la discussion économique, il ressort au droit criminel ; c'est à lui de le réprimer. Mais rien ne permet de suppo-

ser que la criminalité sur ce point doive être plus forte chez l'agriculteur que chez le commerçant ; l'expérience confirme d'ailleurs cette manière de voir. En 1867, M. Frémy, gouverneur du Crédit foncier et du Crédit agricole, qui eut une fin si malheureuse, disait : « Le papier purement agricole n'a donné lieu qu'à des retards toujours suivis de paiement, résultat d'autant plus remarquable que la faillite de quelques correspondants qui nous avaient négocié des valeurs agricoles nous a appelés à recouvrer ces valeurs directement et nous a mis en mesure de constater ainsi la solvabilité personnelle des premiers signataires. » Il n'y a pas d'institution financière qui prévienne la fraude complètement : les meilleures ne font que la restreindre le plus possible.

Revenons donc à notre question : Comment la monnaie différée peut-elle porter en elle-même la garantie de son paiement ? Si nous examinons ce qui existe, nous voyons qu'une lettre de change, par exemple, circule pour deux raisons ; d'abord parce que celui qui doit la payer a toujours fait face à ses engagements ; ensuite parce qu'on sait qu'il possède des valeurs suffisantes pour la payer. La première de ces considérations est une question de fait qui peut varier pour chaque espèce et que par conséquent nous laissons de côté. La seconde est la seule qui doive nous arrêter ; une monnaie différée circule parce qu'on sait que celui qui doit la payer a pour cela des valeurs suffisantes ; pour permettre à quelqu'un de créer de la monnaie différée qui circulera, il faut donc lui fournir le moyen de prouver qu'il pourra facilement la payer : il faut lui fournir un moyen ra-

pide de faire la preuve de ce dont il peut répondre, en un mot qu'il puisse démontrer aisément à chacun la consistance de ses biens ; cette preuve une fois faite, sa signature vaut jusqu'à concurrence de cette consistance. Le commerçant a pour cela la comptabilité que les usages et la loi lui imposent. Il est certain que l'introduction dans l'agriculture d'une comptabilité sérieuse et régulière serait un moyen des plus efficaces d'organisation du crédit agricole. Seulement ce moyen ne pourra être organisé qu'à la longue, il faudra auparavant refaire complètement sur ce point les mœurs de l'agriculteur et de pareilles réformes ne se font pas en peu de temps.

Mais la question étant nettement posée, d'autres moyens se présentent que la comptabilité. Nous aurons, dans la dernière partie de cette étude, à les rechercher et à les exposer. Ce que nous retenons, c'est le principe que nous cherchions et que nous venons de poser : pour assurer le crédit mobilier agricole il faut d'abord fournir à l'agriculteur un moyen prompt et facile pour prouver la consistance de ses biens mobiliers. Par là sera assurée la circulation de la monnaie différée créée par lui ; il reste à voir la seconde partie de la question que nous examinons, savoir assurer l'échange de la monnaie différée ainsi créée contre la monnaie actuelle.

On a vu plus haut que cet échange qui constitue à proprement parler le crédit se fait par les banques ; le crédit est une opération de banque qui est faite par les banques de dépôts et comptes courants. C'est à leur point de vue qu'il faut se placer pour résoudre la difficulté. La fonction propre de ces banques est de recevoir des dépôts

qui sont toujours remboursables immédiatement ; l'emploi qu'elles en font doit être tel qu'il permette ce remboursement ; ce sont des opérations à court terme, principalement des escomptes ; leur bilan se compose principalement de ce qu'on appelle le portefeuille, c'est à dire l'ensemble des lettres de changes escomptées par la banque. Sa situation est donc la suivante : un passif représenté par les dépôts qui lui ont été confiés, toujours exigible actuellement ; un actif représenté par son portefeuille qui n'est pas exigible actuellement. Seulement cet actif inexigible peut être vendu ; autrement dit, la banque en cas de besoin peut faire réescompter son portefeuille ; elle doit le composer en conséquence. Un bon élément de bilan doit donc remplir une condition essentielle, savoir : être négociable promptement et même avant l'échéance. Le papier créé par l'agriculture remplira-t-il cette condition ? Dans la grande généralité des cas, la réponse ne saurait être que négative. Voici pourquoi. La banque pour faire réescompter son portefeuille devra nécessairement s'adresser à une autre banque ; cette seconde banque, indépendamment de toute question de réglementation, sera soumise aux mêmes lois économiques que la première ; c'est-à-dire comme nous l'avons démontré plus haut, qu'elle ne devra ni ne pourra engager son encaisse pour un long temps ; que par conséquent, elle ne pourra pas l'engager dans l'agriculture en réescomptant des traites qui seront par nature à long terme. La conclusion à tirer est que le papier agricole sera un mauvais élément de portefeuille. Il n'y a pas à se dissimuler que là est la grosse difficulté. Il est incon-

testable qu'un portefeuille exclusivement composé de papier agricole exposerait la banque qui en serait propriétaire à un désastre. Mais nous avons montré plus haut que pour une certaine partie de l'encaisse le danger n'est pas le même ; restreint à cette proportion et sous le bénéfice de l'observation que nous avons faite alors le crédit agricole serait une opération sûre pour les banques ; le meilleur moyen d'en assurer le fonctionnement sera de se tenir rigoureusement dans ces limites.

Nous avons ainsi parcouru les principales considérations économiques que suggère le crédit mobilier agricole ; il en reste cependant deux encore à examiner. Cette institution ne présentera-t-elle pas d'inconvénients au point de vue national ? N'en présentera-t-elle point au point de vue de l'agriculture ? Nous avons vu que très certainement l'institution aurait à ces deux points de vue d'immenses avantages ; à côté de ces avantages n'y aura-t-il pas de dangers ? Cette question et sa solution découlent de principes généraux économiques que nous allons examiner rapidement.

La somme totale de monnaie que possède un pays, ce qu'on appelle sa quantité de monnaie, représente la somme des échanges que fait ce pays ; cette somme d'échanges fixe la valeur de la quantité de monnaie ; si les échanges augmentent, la valeur de la quantité de monnaie augmente ; cela se traduit par ce fait qu'il faudra pour obtenir un objet donné moins de monnaie qu'auparavant ; il y aura baisse des prix ; si au contraire la quantité de monnaie augmente, sa valeur diminue ; il faudra plus de monnaie qu'auparavant

pour le même échange; il y aura hausse des prix. Ainsi, les échanges restant les mêmes, toute augmentation de la quantité de monnaie amène sa dépréciation et provoque une hausse proportionnelle des prix. Cela étant le fonctionnement du crédit agricole, ne va-t-il pas provoquer cette hausse en augmentant la quantité de monnaie de toute la monnaie différée dont il amènera la création? Nous avons déjà indirectement fait une réponse à cette question. Il est vrai que l'institution nouvelle amènerait une augmentation de la quantité de monnaie; mais par là même elle permettrait une diminution de la monnaie métallique; cette diminution, si elle était faite préviendrait l'inconvénient dont nous parlons. Il faut ajouter ici une seconde considération; le libre jeu des lois économiques fera lui-même cette réduction. L'expérience a constaté que lorsque deux monnaies de genre différent sont en circulation en même temps, celle des deux qui a le plus de valeur et qui est par conséquent la plus sûre, se retire de la circulation soit en passant à l'étranger, soit en étant mise en réserve par ceux qui la détiennent. C'est ce principe que l'on appelle la loi de Gresham et que l'on formule en disant : la mauvaise monnaie chasse la bonne. Or la monnaie qui ne circule pas est inutile; elle ne compte pas dans la quantité de monnaie du pays; il suit de là que l'augmentation de la quantité de monnaie produite par l'organisation du crédit mobilier agricole serait compensée par une diminution qui serait sensiblement égale et résultant de l'application de la loi de Gresham.

Par conséquent, à ce premier point de vue, aucun in-

convénient n'apparaît comme devant résulter du fonctionnement du crédit agricole. Mais allons plus loin. Le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée. Pour que cette échange se fasse normalement il faut qu'il y ait une certaine proportion entre la monnaie actuelle et la monnaie différée. Si cette dernière augmente sans la première, leur échange, c'est-à-dire le crédit devient difficile. Pour faire face à leurs engagements pour obtenir coûte que coûte de l'argent disponible, le commerce et l'industrie se voient forcés de vendre à tout prix, les prix s'effondrent subitement, c'est une crise qui éclate. Dès lors, le crédit agricole en augmentant la quantité de monnaie différée ne va-t-il pas provoquer une crise ? Pour résoudre la question, il faut remonter à des principes déjà posés plus haut. L'échange de la monnaie actuelle contre la monnaie différée qui constitue le crédit est fait par les banques ; le crédit est une opération de banques ; ce sont elles qui détiennent la monnaie actuelle employée au crédit. S'il en est ainsi, c'est leur encaisse qui constitue la monnaie actuelle avec laquelle la monnaie différée devra être dans un certain rapport pour que l'échange se fasse normalement ; c'est le rapport entre l'encaisse des banques et la monnaie différée qu'il nous faut étudier ; la preuve en est donnée par l'expérience ; une crise est toujours annoncée et précédée par une diminution de l'encaisse des banques. Cela d'ailleurs s'explique aisément : la crise est caractérisée par la difficulté qu'éprouvent le commerce et l'industrie à faire face à leurs engagements, parce qu'ils ne trouvent plus facilement du crédit ; du jour

où la diminution de l'encaisse des banques ne leur permet plus de faire du crédit, la crise éclate. Le crédit agricole ne va-t-il pas amener cette diminution ? Là est la question. L'encaisse diminue parce qu'on fait beaucoup de crédit, plus on en fait, plus l'encaisse diminue ; l'organisation du crédit agricole augmentera certainement le crédit que les banques auront à faire. Mais il est visible aussi qu'un nouveau et important débouché sera par là même ouvert aux capitaux ; ils s'y porteront parce qu'ils y trouveront leur intérêt ; l'encaisse des banques augmentera donc et ainsi sera prévenu cet épuisement nécessaire pour faire éclater la crise. A ce second point de vue il n'y a donc pas plus qu'au premier, à redouter l'institution du crédit agricole. L'intérêt national n'y trouvera que des avantages.

Peut-on en dire autant de l'intérêt particulier de l'agriculture ? N'y aura-t-il pas pour elle à côté de grands bienfaits quelque danger ? L'observation en fait découvrir un ; le voici. Nous venons de voir que la diminution de l'encaisse des banques provoque un resserrement du crédit dont la conséquence est ce qu'on appelle la crise industrielle. L'agriculture, privée du crédit, a été jusqu'à présent en dehors des crises industrielles ; l'introduction du crédit agricole les lui fera subir. Il est évident, en effet que la crise étant une conséquence du crédit, du jour où le crédit sera appliqué à l'agriculture, elle subira les crises. Mais la crise est un phénomène économique inévitable, on peut même ajouter qu'elle est un instrument nécessaire de progrès. La crise une fois passée, en effet, commence la période de sa liquidation. Toutes les affaires douteuses doivent être immédiatement liquidées par les

banques ; d'où des ventes nombreuses et une baisse énorme des prix. Le second phénomène subséquent à la crise est l'accumulation de l'argent ; les affaires sont moins nombreuses ; les banques se montrent plus rigoureuses dans la discussion et l'admission des signatures, l'argent trouvant moins de placements et se montrant plus difficile dans leur choix, va augmenter l'encaisse des banques. Il en résulte un abaissement du prix de l'argent. L'effet de cette accumulation de l'argent dans les banques et de l'abaissement de son prix sera de provoquer de grandes facilités de crédit, les affaires deviennent lucratives ; les débouchés, augmentent parce que les prix ayant baissé, la même quantité de monnaie peut servir à d'avantage d'échanges ; telle entreprise, impossible avant la crise, est maintenant d'une exécution facile. Une période de prospérité commence.

Voilà les principes économiques généraux de notre matière. Nous allons voir ce qui a été fait pour les appliquer à l'étranger et en France. Nous rechercherons ensuite ce qu'il y aurait à faire pour en assurer le complet fonctionnement.

LE CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER A L'ÉTRANGER

Le 14 décembre 1883, M. de Parieu, président de la commission sénatoriale du crédit agricole, écrivait au ministre de l'agriculture une lettre où il était dit : « Je viens vous demander, au nom de la commission, de vouloir bien consulter soit la société nationale d'agriculture, soit tout autre corps que vous jugerez compétent, en les invitant à formuler leur avis sur l'utilité du crédit pour les agriculteurs, sur les dispositions propres à le leur procurer, etc. » Cette requête fut transmise au président de la Société nationale d'agriculture ; la commission chargée de l'examiner, pensa qu'il était bon d'en élargir le cadre, et un questionnaire fut par elle envoyé à tous les membres et correspondants de la Société, tant en France qu'à l'étranger. Ce questionnaire portait notamment : « Les membres et correspondants étrangers sont priés de faire savoir si, dans leur contrée, l'agriculture jouit de tout le crédit dont elle peut avoir besoin. Trouve-t-elle facilement à emprunter et dans de bonnes conditions ? Quelle est la législation qui régit cette matière ? Est-ce celle du droit commun, ou bien existe-t-il une législation spéciale pour favoriser le crédit agricole mobilier ? Ces questions étant précisément celles que nous avons à résoudre ici, nous ne saurions mieux faire que de

résumer les réponses qui y furent données alors. C'est ce travail que l'on va lire.

Mais avant de l'aborder, il ne nous paraît pas inutile de nous arrêter à quelques réflexions d'un ordre plus pratique que les précédentes et qui, jointes à elles, nous permettront d'apprécier à leur juste valeur les efforts faits par les autres nations pour trouver la solution du problème que nous étudions. Nous les empruntons à M. d'Andrade Corvo, ministre du Portugal à Paris, qui en a fait précéder sa réponse au questionnaire de la Société d'agriculture. Les voici : « Il faut que les opérations du crédit s'adaptent aux circonstances dans lesquelles s'exerce l'industrie. Ces circonstances varient suivant que les opérations reposent sur le crédit réel ou sur le crédit personnel, et selon que les capitaux doivent devenir fixes ou circulants. Le crédit réel doit s'appuyer sur un gage qui donne toute sécurité et qui soit facile à réaliser ; le crédit personnel doit avoir comme origine la confiance dans la moralité et l'activité productrice de ceux qui en ont besoin. Quand le crédit est destiné à fournir des capitaux fixes, il faut que ce soit de manière à ce qu'il ne puisse exiger un paiement intégral à courte échéance, ce qui n'a pas lieu pour le crédit personnel. Les capitaux qui s'incorporent au sol au moyen de bonifications permanentes et qui se trouvent en conséquence unis à la propriété foncière de manière à ne pouvoir en être séparés sans perdre leur valeur sont des capitaux fixes. Ces capitaux fonciers sont essentiellement stables et se reproduisent lentement. Pour de tels capitaux, il faut des banques hypothécaires.

Afin de mettre à profit les facultés productrices du sol, il faut des machines, du bétail, des matières fertilisantes, des graines ; il faut un travail actif et des transactions variées d'une nature purement commerciale ; tout cela représente des valeurs considérables. Au capital foncier, il est donc nécessaire d'imprimer l'action énergique d'un capital d'exploitation. Celui-ci est en même temps capital fixe et capital circulant ; c'est-à-dire qu'une partie se renouvelle lentement, tandis que l'autre est d'une reproduction facile et d'une réalisation rapide. Cependant le premier n'est pas aussi long à se reproduire que le capital incorporé à la terre, et le second ne se reproduit pas aussi rapidement que le capital employé dans le commerce et l'industrie. C'est à fournir à l'agriculture le capital d'exploitation dont nous venons d'indiquer le caractère que le crédit agricole mobilier est destiné. »

Cette distinction entre le crédit hypothécaire et le crédit mobilier, ou, pour être plus exact, entre le prêt sur gage et le crédit, est le résultat des perfectionnements récents apportés au matériel agricole ; aussi, sauf une seule exception qui concerne l'Angleterre, ne se rencontre-t-elle que dans les législations jeunes ; encore, pour l'Angleterre, s'explique-t-on qu'elle y existe depuis longtemps, ce pays, au point de vue agricole, ayant toujours été surtout un pays d'élevage des bestiaux et où, par conséquent, le capital d'exploitation a eu, dès l'origine, une importance prépondérante. Cette manière de voir se trouve d'ailleurs confirmée par ce fait que le crédit hypothécaire y a fort peu d'importance. Nous voyons, en effet, que

l'agriculteur y peut privilégier un de ses créanciers ; l'acte dont tel est l'objet est appelé acte de vente, *Bill of sale* ; mais le fait qu'un pareil arrangement a été conclu dans une affaire quelconque est généralement considéré comme un signe que le crédit du débiteur n'a qu'une très médiocre valeur. « En résumé, dit M. Jenkins dans sa réponse au questionnaire, en Angleterre, la seule différence entre le crédit agricole et le crédit commercial en général est la différence établie par l'act de 1883, à moins que cet act ne soit modifié à nouveau par le fait que, à l'exception du bétail, le fermier anglais vend contre de l'argent comptant et achète à crédit presque tous les produits avec lesquels il trafique. » Les deux autres réponses à la société d'agriculture confirment la première. D'abord celle de M. J. Miles Berkeley : « L'argent est prêté après examen des livres du cultivateur. Les banques trouvent une garantie suffisante dans le paiement exact de l'intérêt annuel et dans la circulation des billets. Il n'est pas difficile d'obtenir du crédit pourvu que le prêteur soit raisonnablement assuré que la terre est cultivée convenablement et que l'exploitation est suffisamment garnie de bétail... » De même à Jersey (réponse de M. Le Cornu) « Il n'existe pas de législation spéciale pour favoriser le crédit agricole mobilier.... Les prêts ou avances se font simplement par escompte de billets à trois ou six mois. » Cette assimilation, au point de vue du crédit, entre l'agriculteur et le commerçant dont nous avons montré les avantages, a servi de base à la législation belge ; la Belgique est un des pays qui, en dehors du système hypothécaire, possèdent une loi spéciale sur le crédit agricole mobilier.

M. Graux, alors ministre des finances, disait pendant la discussion de cette loi devant le Sénat belge que le crédit qu'il faut chercher à développer au profit des agriculteurs est le même que celui des commerçants. Nous aurons tout à l'heure à examiner la valeur du procédé imaginé pour mettre ce principe en pratique; il nous suffit, pour le moment, de noter que à côté de l'hypothèque, la Belgique a organisé, au profit des prêteurs agricoles, un privilège.

Après l'Angleterre et la Belgique, nous avons encore à mentionner comme ayant organisé pour l'agriculture un autre système de prêt que le prêt hypothécaire l'Italie, la Roumanie, le Portugal et les États-Unis. En Italie, la loi du 21 juin 1869 permet la création d'instituts ou sociétés de crédit agricole leur accordant beaucoup de privilèges spéciaux pour l'émission de bons, dits *bons agricoles*, dont le plus petit ne saurait être inférieur à trente francs. Le Portugal possède des banques fonctionnant avec l'argent des établissements de bienfaisance et qui ont principalement pour objet de prêter les capitaux nécessaires pour l'exploitation, la conservation et l'amélioration de la propriété foncière ainsi que pour tout ce qui peut favoriser le développement des opérations de culture. En Roumanie, une loi récente a créé dans chaque chef-lieu de district une caisse de crédit agricole, fonctionnant comme personne morale et indépendante, et ayant pour objet de procurer aux agriculteurs et aux artisans agricoles roumains les sommes nécessaires à l'agriculture et aux industries agricoles. Enfin, aux États-Unis, « comme la plupart des fermes ne dépassent pas

la grandeur minima qui jouit dans les différents États du privilège de la loi exceptionnelle de Homstead pour laquelle ils ne subissent pas de subhastation pour dette, les cultivateurs américains n'ont pas pour cette raison de crédit hypothécaire ; il existe bien en Amérique des milliers de banques à dépôt, mais il n'y a pas de banques hypothécaires » (Dr R. Meyer).

En regard de ces législations, nous avons maintenant à placer celles qui n'ont eu en vue que « ces capitaux fonciers essentiellement stables, se reproduisant lentement, et pour lesquelles il faut des banques hypothécaires. » (M. d'Andrade Corvo). Au premier rang, nous trouvons l'Autriche et l'Allemagne.

En Autriche, comme en France, le crédit agricole mobilier est à créer, pour ainsi dire, de toutes pièces, bien que depuis 1864 l'attention des pouvoirs publics ait été attirée sur ce point. La petite et la moyenne culture n'y trouvent pas facilement à emprunter ni à de bonnes conditions. Le crédit hypothécaire existe, mais les conditions en sont trop rigoureuses et les frais trop élevés. Sans doute les caisses d'épargne contribuent aux emprunts hypothécaires de l'agriculture ; l'ensemble des prêts consentis par elles pour la majeure partie à de petits propriétaires, atteignait en 1881, plus d'un milliard de francs. Mais ces prêts sont soumis à trop de formalités et de restrictions. En dehors de ces institutions hypothécaires, le pays possède de nombreuses banques ; mais elles ne prêtent pas aux cultivateurs. Il n'y en a qu'une seule qui soit à proprement parler une banque agricole ; c'est le *crédit rural de Ga-*

licie. Après les banques, il reste à mentionner les associations qui ont entrepris l'organisation du crédit pour les petites bourses sous les noms de sociétés d'avances, sociétés de crédit, caisses commerciales, banques populaires. Même en Bohême où la situation est particulièrement heureuse pour l'établissement du crédit agricole à raison de l'aisance du petit propriétaire, les quelques associations de crédit agricole fondées notamment à Raudnitz et à Kaaden ne donnent que de très faibles résultats.

Pour résumer, l'Autriche est à notre point de vue sur le même pied que la France. Le crédit agricole mobilier n'y existe pas, il est encore à naître ; l'idée ne s'en dégage même pas clairement ni des lois qui ne l'ont pas prévu, ni des diverses expériences d'association qui ont été tentées.

Voici comment fonctionnent les principales institutions dont nous venons de parler. Les caisses d'épargne procèdent à une estimation des terrains et des bâtiments et elles prêtent la moitié ou les deux tiers du prix estimé avec faculté d'amortissement en 20 ou 30 ans. Les banques et les grandes caisses d'épargne prêtent à tout le monde avec gage ou sans gage. Les petites caisses d'épargne dispersées dans le pays n'ont au contraire le droit de prêter que sur les terrains agricoles, maisons, etc., c'est-à-dire sur des valeurs immobilières ; le crédit personnel du paysan est presque nul.

Les banques hypothécaires des provinces sont des institutions publiques qui prêtent surtout aux petits propriétaires pour 3 1/2 ou 4 0/0, le déficit étant payé par les impôts provinciaux. Enfin une loi spéciale autorise

l'agriculture à créer des lettres de change comme le commerce.

A côté de l'Autriche, il convient dans la classification que nous faisons en ce moment de classer l'Allemagne. Là comme ici nous ne trouvons organisé que le prêt hypothécaire ; l'organisation dans les deux pays est toutefois sensiblement différente. Lorsqu'on examine ce qui se passe en Allemagne, la première chose qui frappe est la grande extension prise par les sociétés mutuelles de crédit ; ces sociétés, au reste, sont toutes des sociétés de crédit foncier ; le crédit agricole mobilier n'y existe pas. Ces associations mutuelles connues sous le nom de *Landschafften* ont commencé à paraître en Prusse en 1770. Leur administration absolument indépendante de l'Etat est confiée aux propriétaires emprunteurs qui élisent deux ou trois administrateurs pour chaque département et autant de directeurs pour chaque province ; leur gestion est contrôlée par le ministère. Celles de ces sociétés qui sont anciennes possèdent un fonds de réserve dont l'intérêt paye les frais d'administration et est affecté pour le surplus à l'amortissement des lettres de gage et profite par là aux propriétaires emprunteurs. A côté de ces associations mutuelles l'Allemagne possède des banques hypothécaires ; mais elles ne sont florissantes que là où il n'existe pas de *Landschafften*, il leur est impossible de soutenir la concurrence avec ces dernières.

Si l'Allemagne, pas plus que l'Autriche, n'a su organiser le crédit mobilier agricole, la première a su tout au moins éviter les erreurs que nous allons relever chez la seconde. On a compris en Autriche l'utilité du crédit agricole,

mais on n'a pas su en dégager la notion exacte et il est impossible de la trouver dans les tentatives qui ont été faites pour l'organiser.

On a voulu assimiler l'agriculteur au commerçant, mais cette assimilation, exacte en elle-même et qui est à notre avis la seule solution du problème, a été incomplète ; nous avons vu, dans la première partie de ce travail, que pour qu'une monnaie différée circule, il faut qu'elle porte en elle-même la garantie de son paiement, ce qui, par là même, limite en principe l'émission qui peut en être faite ; le commerçant, par sa comptabilité, est en état de satisfaire à cette condition ; on n'en a pas tenu compte et, sans exiger de l'agriculteur aucune garantie équivalente, la loi autrichienne l'autorise à émettre des lettres de change. L'effet de cette inconséquence n'a pas tardé à se faire sentir, et l'impopularité qui a atteint cette réforme a été si grande qu'elle s'est étendue au crédit agricole lui-même. On le voit dans l'enquête que nous étudions. C'est d'abord M. Arenstein, correspondant étranger de la Société d'agriculture. « Le paysan tel qu'il est, dit-il, n'est pas compatible avec notre temps d'activité et de progrès ; avec les lois qu'on se propose, on peut améliorer partiellement sa situation, le galvaniser, pour ainsi dire, mais il ne reprendra plus la grande place qu'il a occupée. La loi qui, en Autriche, a permis au cultivateur de contracter des dettes en souscrivant des traites a fait beaucoup de mal ; on pense même beaucoup à retirer ce droit. L'expérience semble donc indiquer qu'il est dangereux de mettre sous ce rapport l'agriculture sur un pied d'égalité avec le commerce et l'industrie. »

Cette manière de voir est partagée par M. Julius Robert ; dans sa réponse au questionnaire, on trouve : « Faire intervenir une loi pour améliorer les conditions du crédit et placer l'agriculture sur un pied d'égalité avec le commerce et l'industrie serait une ruine pour l'agriculture, surtout eu égard aux petits cultivateurs et aux petits fermiers qui, comme je le vois du reste en Autriche, pour la plupart sans prévoyance, ont reçu le droit de signer des lettres de change qui les mettent à la merci des prêteurs. » Enfin, las de ces échecs, on est tombé dans le socialisme ; M. Arenstein le constate, non sans amertume : « Les banques hypothécaires des provinces, dit-il, sont des institutions publiques qui prêtent surtout aux petits propriétaires pour 3 1/2 à 4 0/0, le déficit étant payé par les impôts provinciaux. Ces banques sont le produit du dernier temps et montrent clairement l'empressement à conserver le paysan aux frais des autres. » Voilà les conséquences d'une institution fausement conçue et mal organisée ; de pareilles tentatives nuisent à la réussite des idées exactes, parce que, comme on l'a vu, elles font douter de leur efficacité.

Pour terminer notre classification, nous devons dans la même catégorie que les deux précédents pays placer la Suisse. En Suisse, le crédit est insuffisant pour les besoins de l'agriculture. On trouve facilement à emprunter sur hypothèque ; il y a dans plusieurs cantons des caisses hypothécaires cantonales et à côté de celles-ci des sociétés par actions de crédit foncier. Les conditions de ces emprunts sont assez lourdes, l'intérêt étant de 4 1/2 à 4 3/4 0/0. La législation fédérale ne régit pas jusqu'à

présent cette matière : il n'existe pas de législation spéciale pour favoriser le crédit agricole mobilier. Les banques locales sont nombreuses, mais leur taux est trop élevé.

Nous pouvons maintenant aborder l'examen critique des législations que nous avons rangées dans la première catégorie, c'est-à-dire de celles qui ont organisé un crédit agricole mobilier. Rappelons d'abord les principes qui doivent nous guider dans cette étude et que nous avons déjà discutés et démontrés. Le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée; par conséquent, le prêt sur gage n'est pas le crédit. Le crédit est une opération de banque; mais, comme pour être utile à l'agriculture il faut qu'il puisse être à longue échéance, il ne faut pas songer, à raison des lois économiques qui régissent les banques, à en créer de spéciales pour le crédit agricole. L'encaisse des banques actuellement existantes peut, dans une limite déterminée, être employé à cet objet; mais, en aucun cas, il ne faut admettre pour y suppléer une subvention de l'État; ce serait tomber dans le socialisme. Pour assurer la circulation de la monnaie différée créée par l'agriculture et son échange contre la monnaie actuelle, il faut qu'elle porte en elle-même la garantie de son paiement. Pour cela, il faut fournir à celui qui l'émet un moyen facile et prompt de prouver qu'il pourra faire face à ses engagements, en démontrant la consistance de son patrimoine mobilier. Mais, en même temps, comme des fraudes seront possibles, il y aura lieu d'organiser un système répressif spécial.

Notre conception du crédit est adoptée et mise en pratique en Angleterre ; là, nous avons déjà vu que la seule différence qui existe entre le crédit agricole et le crédit commercial en général est établie par l'act de 1883, qui a pour but de restreindre le droit de saisie du propriétaire par rapport au montant et à l'époque de la saisie et par rapport aux objets saisis ; les prêts ou avances s'y font simplement par escompte de billets à 3 ou 6 mois ; ce système, d'ailleurs, satisfait pleinement les besoins de l'agriculture ; on ne voit dans aucune des réponses des correspondants anglais de ces doléances si fréquentes dans les autres pays ; et l'un d'eux déclare en terme exprès qu'on n'a pas besoin d'une extension du crédit.

La législation belge est, elle aussi dominée par la même notion ; et lorsque M. Graux en soutint la discussion devant le Sénat, il déclara que : « le crédit qu'il faut chercher à développer au profit des agriculteurs dans la mesure où il peut leur être utile est de la même nature que celui des industriels et des commerçants ; il s'établit et se développe aux mêmes conditions que ce dernier. » De même, dans l'exposé des motifs, la confusion entre le crédit et le prêt sur gage est très nettement repoussée ; on y lit, en effet : « Le droit du prêteur porte non sur certaines choses déterminées, mais sur une universalité qui peut être modifiée dans les éléments qui la composent, mais à condition de rester la même et de conserver la même valeur lorsqu'on la considère et qu'on l'estime dans son ensemble. » Seulement, cette conception n'a été qu'imparfaitement réalisée ; par une sorte de transaction avec les idées répandues de prêt sur gage, la loi

belge a créé pour l'agriculteur une situation spéciale en organisant au profit de ses prêteurs un privilège, venant après celui du bailleur, et qui existe à condition d'être publié ; il donne un droit de préférence et un droit de suite. Cela, à notre avis, détruit une grande partie des avantages de l'institution nouvelle. On peut remarquer là, d'abord, une lourde inconséquence. On voit dans l'exposé des motifs et il a été souvent dit que pour le paysan belge, recourir au crédit est un indice de mauvaises affaires et que pour cela il lui répugne de s'en servir ; or ce préjugé une fois mis en lumière on ne trouve rien de mieux pour le combattre que de créer un système de crédit qui rend public tout recours qui peut y être fait. Il y a encore à ajouter que si en pareille matière on prescrit des formalités qui exigent nécessairement une perte de temps et d'argent, on fait une réforme qui peut se discuter en théorie mais qui n'entrera que fort difficilement dans le domaine de la pratique. Cela d'ailleurs est d'autant plus regrettable, que rien n'indiquait la nécessité de ce privilège ; en dehors des considérations scientifiques que nous avons fait valoir, l'exemple de l'Angleterre et, dans un autre ordre d'idées de l'Allemagne où la Banque Nationale pratique un système sur lequel nous aurons à revenir, démontraient que le crédit peut parfaitement fonctionner sans ces sûretés spéciales qui tendent à le rapprocher du prêt hypothécaire.

Les législations roumaines et portugaises ont confondu le crédit et le prêt sur nantissement ; sans doute elles ont entrevu la véritable notion du crédit et elles permettent l'escompte, mais d'une façon absolument accessoire ;

leur objet principal est d'organiser le nantissement mobilier agricole. La législation roumaine limite aux opérations suivantes les caisses de crédit agricole : 1. Escompter et négocier les effets des agriculteurs et artisans agricoles roumains. 2. Prêter sur gage sur des produits et instruments agricoles et des industries dérivées de l'agriculture. 3. Recevoir en compte courant et en dépôt les épargnes des agriculteurs ou artisans agricoles.

Pour la première de ces opérations qui devrait être capitale, la loi n'organise aucune des institutions nécessaires à son fonctionnement. Toutes ses dispositions tendent à la création du gage à domicile. Elle décide que la transmission du gage aux caisses de crédit agricole sera considérée comme effectuée en vertu de la convention et à la date de l'acte qui la constate pour les bois des forêts en coupe, pour les plantes et produits de la terre attenant ou non au sol, déposés dans des caves, hangars, etc., ou laissés dans les champs en meules, files, etc., et en général pour tous les objets volumineux et difficiles à transporter ou à emmagasiner. La remise du gage sera également conventionnelle pour les animaux ou instruments agricoles qui ne peuvent pas être enlevés des champs sans que le travail des champs ou de l'industrie agricole à laquelle ils sont affectés en souffrent. Après l'expiration du terme de remboursement, le gage pourra être vendu sans aucune autorisation de justice.

Les observations que nous venons de faire, s'appliquent exactement à la loi portugaise. Elle aussi permet aux banques agricoles : 1^o le prêt sur gage, sur rentes don-

nées en nantissement ou sur cautionnement. 2° le prêt sur lettres de change et en comptes courants. 3° de recevoir des dépôts avec ou sans intérêt. Elle donne de plus à ces banques le droit d'émettre des titres fiduciaires ou obligations représentant les prêts réalisés. Quant au prêt sur lettres de change, elle ne s'y arrête que pour le restreindre : elle décide que la lettre de change doit porter, outre la signature de l'emprunteur, celles de deux répondants, et exige que l'emprunteur justifie que la somme empruntée est destinée à l'agriculture ; cette dernière condition s'applique également, d'ailleurs au prêt sur gage.

Quant à l'Italie et aux Etats-Unis, nous y voyons le crédit absolument confondu avec le prêt sur gage. Dans la première partie de ce travail, il a été déjà parlé du système Italien, organisé par la loi du 21 juin 1869 n° 5160 qui permet la création d'instituts ou sociétés de crédit agricole dont l'objet est de recevoir en gage les biens mobiliers agricoles, et de délivrer en échange des bons dits *bons agricoles* qui ne peuvent être inférieurs à 30 fr. La constitution du gage se fait d'ailleurs de plusieurs manières, soit par dépôt dans les magasins de la banque, soit par remise entre les mains d'un tiers désigné par elle, soit même conventionnellement, le gage restant aux mains de l'emprunteur. Ce dernier procédé, employé depuis peu de temps et d'une manière exceptionnelle, est un perfectionnement que l'on tente d'apporter à l'institution première qui n'a donné que de mauvais résultats. On comprend en effet d'après ce qui vient d'être dit combien il est difficile à l'agriculteur en Italie

d'emprunter et l'on peut dire que le crédit y est insuffisant. Aussi les sociétés de crédit agricole sont-elles en petit nombre, douze au plus ; tandis que les banques populaires qui pendant ces dernières années ont pris un grand développement et qui font aussi des opérations de crédit agricole réglées par le droit commun, obtiennent de bons résultats. Cependant il existe peu de banques agricoles proprement dites, mais il y a un certain nombre de banques populaires qui, d'ailleurs, ne sont pas aussi nombreuses qu'il le faudrait, et n'ont pas assez de capitaux pour satisfaire aux besoins de l'agriculture, d'autant qu'elles prêtent aussi aux commerçants et aux industriels, tandis que les instituts de crédit agricole réglementés par la loi de 1869 ne prêtent qu'aux agriculteurs. Aussi fait-on en ce moment de grands efforts pour rendre pratiques ces derniers, et c'est ainsi qu'est apparu le gage à domicile. Nous croyons, quant à nous, que c'est bien là une sensible amélioration, mais non une solution ; le crédit, nous l'avons vu, est utile parce qu'il produit une augmentation véritable du capital disponible de celui auquel il est accordé ; il a toujours ses biens mobiliers, et il a de plus leur valeur en argent ; si par une constitution de gage quelle qu'elle soit, vous rendez indisponibles les biens mobiliers, en les remplaçant à la vérité par leur valeur en argent, vous avez changé la forme du capital mais vous ne l'avez pas augmenté ; vous n'avez pas fait de crédit.

Quant aux Etats-Unis, nous n'y trouvons pas d'organisation spéciale du crédit agricole ; seulement la loi de Homstead, dont nous avons parlé, « qui empêche en quel-

que sorte le cultivateur de contracter des emprunts sur hypothèque, les force à faire des épargnes. Dans les années à bonne récolte, le cultivateur fait un fonds de réserve qu'il dépose dans une banque, ce qui lui permet de s'en servir dans les mauvaises années. Le système de dépôts est combiné avec celui des warrants pour un produit devenu marchandise de commerce, déposé dans les grands magasins sous un type accepté par le commerce; de là dérive le système de chèques dont les cultivateurs se servent pour faire leurs paiements (docteur R. Meyer). » En résumé le crédit agricole n'existe pas aux Etats-Unis.

Nous avons été amenés à poser un second principe, savoir qu'il ne faut pas songer à créer des banques spéciales de crédit agricole. Les Etats Unis parce qu'ils n'ont pas de crédit agricole et l'Angleterre où les institutions financières ont acquis un si grand perfectionnement, se sont seuls conformés à ce principe. Les réponses au questionnaire faites pour l'Angleterre le constatent. La première, celle de M. Jenkins s'exprime ainsi : « Je dois ajouter que la majeure partie des banques par actions (*Joint Stock Banks*) de l'Angleterre suffisent aux besoins légitimes des agriculteurs. » — « Une grande partie des terres des comtés se cultive avec l'argent emprunté aux banques locales, » dit M. J. M. Berkeley.

En Belgique, la question a été posée et résolue contrairement à notre principe, à la suite de la réponse suivante faite par le Gouvernement à la section centrale : « La Banque nationale ne pourrait faire des prêts à l'agriculture ; elle a été instituée en vue d'opérations d'un ordre tout différent.

Elle se procure des capitaux qu'elle emploie à l'es-compte des effets de commerce par l'émission de billets payables à vue, c'est-à-dire d'engagements toujours et immédiatement exigibles. La Banque nationale ne peut donc consacrer son avoir qu'à des opérations dont le terme est court et qui se réalisent en obligations d'une prompte et simple exécution. C'est pourquoi son es-compte doit se restreindre aux effets qui ont cent jours au maximum à courir et dont la cause est commerciale. Ainsi les rentrées sont échelonnées de façon à assurer la convertibilité des billets en espèces métalliques. La durée de la plupart des prêts agricoles, les règles du droit civil et de la procédure auxquelles sont soumis les engagements des agriculteurs et leur exécution ne permettent pas de recourir à l'émission de billets payables à vue ou au porteur pour se procurer les capitaux que l'on consacre à des prêts de cette nature. » Cés considérations ne nous ont pas échappé, nous les avons fait valoir dans la première partie de notre étude pour montrer précisément qu'une banque spéciale de crédit agricole n'aurait aucune chance de succès ; qu'il fallait donc, pour organiser le crédit agricole mobilier, recourir aux banques existantes, et par conséquent à ce que les Anglais appellent la « suprême réserve de banque, » c'est-à-dire la Banque Nationale, sauf à rechercher et à déterminer une limite.

Le législateur belge a, comme on voit, tiré des mêmes principes une solution absolument contraire à la nôtre. Mais il semble facile d'en démontrer les vices. Pour suppléer aux banques, la loi confie aux caisses d'épargne le soin de procurer l'argent nécessaire au crédit agricole ;

or, la caisse d'épargne belge rembourse à quinze jours de préavis; qui ne voit que, en cas de crise, lorsque les demandes de remboursement afflueront, l'inconvénient et les dangers seront les mêmes que pour les banques? Ce n'est pas un délai de quinze jours qui permettra aux caisses d'épargne de recouvrer des sommes engagées pour neuf, dix mois, un an ou même davantage; cela est si vrai, qu'on a été forcé de fixer une limite aux sommes que les caisses d'épargne pourront y employer; dans la même réponse du gouvernement, on lit, en effet: « La situation actuelle de la caisse d'épargne lui permettra, je pense, de mettre à la disposition de l'agriculture une somme de 10 ou 15 millions de francs. Ce chiffre pourra être successivement augmenté à mesure que s'accroîtra le montant des dépôts. » Si l'on est, comme dans notre système, obligé de recourir à une limitation qui est certainement un inconvénient, pourquoi adopter une organisation qui rendra peu de services à cause du taux élevé où elle mettra le crédit? Le crédit est utile en raison de son bon marché; or, l'argent déposé aux caisses d'épargne rapporte toujours un intérêt beaucoup plus fort que celui confié aux banques de dépôts et de comptes courants; le taux de l'intérêt à allouer aux déposants a été fixé à 3 0/0 par la résolution du conseil général de la caisse avec l'approbation du ministre des finances du 12 août 1885. Pourquoi donc employer au crédit agricole l'argent qui coûte le plus cher, lorsqu'il n'y a d'autre part aucun avantage à ce renchérissement?

Quant à l'Italie, nous savons qu'elle a des banques spé-

ciales de crédit agricole ; mais pour elles, la situation n'est pas la même ; elles ne reçoivent et ne prêtent pas d'argent ; elles reçoivent des produits et donnent en échange des titres fiduciaires, lesquels, le cas échéant, sont payés avec le prix de la vente du gage exécuté. Ce ne sont donc pas en réalité des banques, mais plutôt des magasins généraux, et c'est là précisément la cause de leur peu de succès.

La loi roumaine a également créé des banques spéciales de crédit agricole ; elle dispose qu'à chaque chef-lieu de district, il y aura une caisse agricole fonctionnant comme personne morale et indépendante. Ces caisses ont pour objet de procurer aux agriculteurs et artisans agricoles roumains les sommes nécessaires à l'agriculture et aux industries dérivées. Le capital de chaque caisse varie de 150,000 à 300,000 fr., la somme entre ces limites devant être fixée par le gouvernement d'après les nécessités du district. En proportion du capital, chaque caisse émet des actions nominatives, lesquelles ne peuvent être achetées que par des agriculteurs ou artisans agricoles roumains. Ces actions donnent un droit de propriété à l'actif de la caisse et à la répartition des bénéfices, proportionnellement au nombre des actions émises. La caisse ne peut pas prêter à plus de 7 0/0, à moins que l'escompte de la Banque Nationale ne dépasse ce taux. Si l'on y regarde de près, la réforme opérée par cette loi se réduit à peu de choses et l'institution qu'elle crée renferme un vice initial. On a pu voir que le capital des caisses de crédit agricole roumaines se composait d'actions nominatives « qui ne peuvent être achetées que par

des agriculteurs ou artisans agricoles roumains », et que l'une de leurs principales opérations consiste à recevoir en dépôt et en compte courant les épargnes des agriculteurs et artisans agricoles roumains. Autrement dit, l'argent que l'on prête aux agriculteurs roumains provient précisément du patrimoine de ces mêmes agriculteurs ; c'est la mutualité qui existe depuis si longtemps en Allemagne ; la forme seule est nouvelle. Et alors, une considération se présente naturellement à l'esprit ; ces caisses ne pourront se constituer que dans les districts où l'agriculteur sera en mesure par l'achat de leurs actions de former leur capital ; autrement dit, elles ne pourront se constituer que dans les pays riches, ceux où l'on en a le moins besoin ; et d'autre part, leur accès est interdit aux capitaux étrangers, puisque les obligations ne peuvent être achetées que par des agriculteurs ou artisans agricoles roumains ; les districts pauvres n'auront donc jamais de caisse ; et on l'a si bien compris, qu'il est stipulé dans la loi que, jusqu'à ce que le capital en actions de chaque caisse soit souscrit, il sera avancé par l'État et le district.

Enfin nous avons encore à signaler parmi les pays ayant des banques spéciales de crédit agricole, le Portugal. Ces banques fonctionnent avec l'argent provenant de la vente des terres des établissements de bienfaisance ; elles fonctionnent aussi comme caisses d'épargne.

Pour terminer sur ce point, il reste à rechercher quelles sont les législations étrangères qui ont organisé pour le crédit agricole l'intervention pécuniaire de l'État que nous avons repoussée dans la discussion théorique des principes. Nous avons d'abord à signaler dans cette catégorie

la législation roumaine; il y est dit que, jusqu'à ce que le capital des caisses de district soit versé par les actionnaires, il est avancé par l'État et le district. Or pour les raisons que nous avons produites tout à l'heure, il y a tout lieu de croire que, dans certains districts au moins, cette clause amènera l'État et le district à être eux-mêmes les prêteurs de l'agriculture : il y a là une tendance à forcer les autres classes de la société à subvenir aux agriculteurs qui ne nous semble pas devoir être encouragée.

A côté de la Roumanie il faut placer ici la Belgique; non pas que nous y trouvions une disposition formelle de loi prévoyant et organisant une intervention pécuniaire de l'État; non pas même qu'en aucune manière l'État subvienne directement aux besoins du crédit agricole; mais la loi belge repose tout entière sur une mesure d'où résulte indirectement au profit de l'agriculture un subside des autres parties de la nation. On a vu plus haut que l'idée fondamentale de l'organisation du crédit agricole en Belgique a été d'employer à cet objet l'argent des caisses d'épargne. Or si nous recherchons d'où provient cet argent, nous voyons que en dehors des dépôts faits par les particuliers, la caisse nationale d'épargne belge est autorisée par une ordonnance royale du 22 mai 1865 à recevoir les excédents disponibles des recettes des provinces, communes, bureaux de bienfaisance et en général de tous les établissements publics. Il n'y a pas à notre avis de raison pour employer cet argent, par l'entremise des caisses d'épargne, au profit de la classe des agriculteurs plutôt que de telle autre.

Cette dernière remarque peut aussi s'appliquer à la

législation du Portugal où, nous l'avons vu, les banques de crédit agricole fonctionnent avec l'argent des établissements de bienfaisance. Ces établissements possédaient autrefois de vastes propriétés territoriales ; c'est avec le prix de la vente de ces biens que fonctionnent les banques de crédit agricole.

Pour achever ce rapide examen de l'application faite à l'étranger des principes posés plus haut, il nous reste à voir les mesures prises par les législations diverses pour réprimer les fraudes possibles et leurs dispositions touchant la durée du crédit agricole mobilier. Pour le premier point, nous trouvons une clause spéciale dans la loi roumaine et dans la loi portugaise. En Roumanie, le débiteur qui aura aliéné, dilapidé ou laissé périr par négligence ou par mauvaise foi le gage affecté au prêt qui lui aura été consenti sera soumis aux pénalités prévues pour l'abus de confiance. En Portugal. « En cas de fraude, on peut intenter au débiteur un procès au criminel et lui appliquer les peines désignées par le Code pénal (art. 422). » (M. d'Andrade Corvo).

Quant à la durée du crédit, nous la voyons réglée dans les différents pays d'une façon assez uniforme. En Roumanie, elle est au maximum de neuf mois ; en Angleterre, le crédit se fait par l'escompte de billets à trois ou six mois d'échéance ; en Portugal le prêt peut aussi se faire sur lettres de change ; dans ce cas, les traites ne peuvent pas être renouvelées plus de deux fois et ces renouvellements ne peuvent pas s'étendre à plus de trois mois. C'est toutefois dans ce dernier pays que nous rencontrons une disposition fixant à la durée du crédit des limites tout à

fait différentes de celles que nous venons de mentionner ; la loi portugaise décide que les prêts sur gage faits à l'agriculture devront avoir une durée minima de six mois et que son maximum pourra s'élever jusqu'à quatre ans,

Enfin notre dernier principe était le suivant : Pour assurer la circulation de la monnaie différée créée par l'agriculture et son échange contre la monnaie actuelle, il faut qu'elle porte en elle-même la garantie de son paiement. Pour cela il faut fournir à celui qui l'émet un moyen facile et prompt de prouver qu'il pourra faire face à ses engagements en démontrant la consistance de son patrimoine mobilier. C'est en Angleterre que nous trouvons employé le plus sûr et le plus simple de ces moyens ; c'est la comptabilité. « L'argent est prêté après examen des livres du cultivateur. Il n'est pas difficile d'obtenir du crédit pourvu que le prêteur soit raisonnablement assuré que la terre est cultivée convenablement et que l'exploitation est suffisamment garnie de bétail ». (J. M. Berkeley).

Le législateur belge est parti des mêmes idées ; et M. Graux, alors ministre des finances, disait lors de la discussion devant le sénat belge de la loi sur le crédit agricole mobilier : « La condition du crédit, c'est la solvabilité. Celui-là seul peut tirer quelque utilité d'une organisation quelconque du crédit, qui offre au prêteur l'assurance d'être remboursé de ses avances. L'homme qui n'a pas de ressources n'a pas de crédit », Seulement, nous l'avons déjà remarqué, au lieu de chercher un moyen pour le cultivateur de fournir l'assurance qu'il pourra rembourser, on s'est laissé dominer par la vieille

idée du prêt sur gage et l'on a organisé au profit du prêteur ce privilège dont nous avons déjà indiqué les conditions principales. Quant aux autres pays, le Portugal, l'Italie, la Roumanie, il leur a paru que le meilleur moyen d'assurer le remboursement était de mettre entre les mains du prêteur un gage ; tous ont fait du crédit un prêt sur nantissement.

A l'aide des mêmes principes, nous allons maintenant étudier ce qui a été fait en France jusqu'à ce jour.

LE CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER EN FRANCE

« Depuis de longues années, la question du crédit agricole est agitée, et, à chaque crise que les mauvaises récoltes font éprouver à l'agriculture, les esprits s'y reportent afin d'y chercher un remède à la situation. La question alors se généralise. »

C'est en ces termes que débute une note publiée en juillet 1880 par le ministère de l'agriculture sur le crédit agricole mobilier. Cette note qui contient en ce qui concerne la France, cinquante-quatre documents divers, pour la plupart des projets d'organisation du crédit agricole mobilier, présente cet avantage que, étant rédigée d'après l'ordre chronologique, elle permet d'apprécier, au point de vue qui nous occupe, la marche des idées en France ; ce sera le côté scientifique de cette étude historique.

L'impression qui en résulte est peu favorable à l'ensemble des systèmes imaginés pour permettre d'appliquer le crédit à l'agriculture. Le trait caractéristique de leur évolution est un retour à des notions inexactes abandonnées et condamnées un moment. Deux idées ont dominé les premiers projets sur notre matière : l'intervention de l'Etat, et l'organisation d'un système de sûretés foncières. Ce que vaut un pareil point de départ, nous l'avons déjà discuté et nous n'y revenons pas ; bien que fausses

on conçoit cependant que ces idées aient eu leurs partisans à cette époque ; on était alors dans cette période de socialisme dont la révolution de 1848 fut le triomphe et les préjugés sur le peu de valeur du capital mobilier, préjugés qui ont inspiré les rédacteurs du Code civil n'étaient point encore complètement tombés. Ces causes d'erreurs disparues, leurs effets devaient cesser ; c'est ce qui eut lieu.

La commission nommée dans les derniers mois de l'année 1854 pour étudier la question se vit soumettre sept projets différents ; un seul d'entre eux a pour base une intervention pécuniaire de l'Etat ; pas un ne s'appuie sur le système hypothécaire. Il semblait donc que l'on allait entrer dans la voie véritable. Une seconde commission ayant été nommée en 1866, sept projets nouveaux lui furent présentés ; un d'eux n'avait aucun rapport avec la question ; un des cinq autres consistait dans l'émission par l'Etat de bons hypothécaires et un autre organisait le crédit au moyen de l'hypothèque. Il paraît néanmoins que les systèmes basés sur le concours de l'Etat recommençaient à se faire jour car dans son rapport, la commission vise par deux fois cette idée pour la condamner. Il y était dit d'abord « qu'en présence de la diversité des situations et des besoins qui se révélaient sur certains points, il était désirable que l'agriculture trouvât plus de facilités pour user du crédit et qu'il y avait lieu de recommander des institutions financières dirigées vers ce but ; qu'il se serait toutefois dangereux d'appeler l'intervention de l'Etat. » Et plus loin : « le Gouvernement doit laisser à l'industrie privée le soin de créer les institutions de crédit agricole,

et celles-ci n'ont à attendre pour leur fonctionnement aucune dérogation au droit commun. » Or, depuis cette époque on est revenu plus que jamais à ces idées.

Vingt-six projets ont été présentés à la commission du crédit agricole de 1880. Treize reposent sur une intervention plus ou moins directe de l'État ; sept autres prévoient pour leur fonctionnement la mise en jeu d'un système de sûretés immobilières. C'est, on le voit, un retour aux idées de 1845. Il serait toutefois injuste de méconnaître que depuis cette époque les notions exactes qui doivent servir de base à notre institution ont été émises et développées ; ce que l'on a voulu faire ressortir, c'est que leurs partisans deviennent de plus en plus rares et que leurs chances de succès se trouvent diminuées d'autant. On va en trouver ici l'examen résumé.

Dès 1840, on s'est occupé de la question ; mais à cette époque, nous l'avons vu plus haut, il n'était pas question de crédit mobilier ; on s'attachait à l'étude et à l'imitation des institutions allemandes qui ont été appréciées d'autre part et qui ne sont que des systèmes de prêts hypothécaires ; on y ajoutait, comme nous l'avons dit, l'idée de l'intervention de l'État ; beaucoup de projets ainsi conçus furent alors mis à jour ; l'un d'eux même émanait du ministre de l'agriculture et il fut soumis en 1848 à l'Assemblée nationale, puis retiré ; nous n'avons pas à nous y attarder, puisqu'ils n'ont même pas trait à la question. M. Borie, dans son ouvrage sur le crédit agricole mobilier, les expose longuement ; c'est là qu'il faut se reporter pour voir quelles erreurs eurent

cours ; d'ailleurs les rédacteurs de la note de 1880 ont apprécié à leur juste valeur ces élucubrations ; elle n'en fait même pas mention.

Les premiers systèmes qu'elle expose sont ceux qui furent soumis à la commission de de 1856. Ces systèmes furent repoussés par elle pour la plupart, « car elle ne retint que la proposition du nantissement sans déplacement du gage réclamé par plusieurs des inventeurs désignés plus haut, ainsi que les projets de MM. Mosselmann et de Germiny, dont elle conseilla l'adoption. » (Note de 1880, page 15). On a déjà dit et démontré ailleurs ce qu'il faut penser du crédit basé sur le nantissement, de quelque nature que soit ce dernier et de quelque façon qu'il soit organisé ; on n'y revient pas ; on fait seulement observer qu'il y a dans la décision de la commission quelque contradiction. Les deux projets dont elle recommande l'adoption vont être examinés en détail ; dès à présent, il est à noter qu'ils reposent sur l'idée soutenue par nous que le crédit est l'échange de deux monnaies d'espèces différentes ; et, en conséquence, ils organisent l'un et l'autre l'escompte des effets agricoles ; or nous avons vu l'incompatibilité qui existe entre le prêt sur nantissement et le crédit. Là est la contradiction que nous avons mentionnée ; puisque la commission avait la notion exacte du crédit, pourquoi recommander en même temps une institution qui en est la négation ? Il paraît bien cependant qu'elle s'en était aperçue et que les conclusions de son rapport n'avaient été nettes et énergiques qu'en ce qui concerne l'organisation de l'escompte agricole, puisque cela seul fut mis en pratique. C'est à cette époque que fut créée la

Société du Crédit Agricole, qui sera tout à l'heure l'objet d'un examen particulier. Pour l'instant, nous avons à étudier les deux systèmes préconisés par la Commission de 1856.

Voici l'économie du premier, telle que l'expose la note de 1880 : « M. Mosselmann proposait la création d'un comptoir de garantie installé au centre, avec sous-comptoirs dans les départements. Cette banque ne donnerait point d'argent, mais seulement un aval de garantie sur les billets créés par les cultivateurs dont la moralité et la solvabilité lui seraient connues. Au besoin, elle exigerait des sûretés, telles que nantissement d'objets mobiliers ou de récoltes, dépôts de titres, transports de créances, délégations d'arrérages de rentes, de fermages ou loyers, récépissés, cautions solidaires, hypothèques, etc. » Ce projet n'échappe pas à toute critique, non pas en ce qui touche son idée fondamentale, mais en ce qui concerne sa mise en jeu. Il en est une tout d'abord que fait elle-même la note de 1880 : « Elle percevrait une commission légère en échange de son aval de garantie ; mais le porteur du billet, pour en faire la négociation, devrait s'adresser à une banque d'escompte. C'était ainsi une double opération et par suite, une double commission à payer. » Cela est incontestable ; or le crédit perd le principal de ses avantages, s'il n'est pas à bon marché. — En second lieu pour que l'aval de garantie du comptoir eût quelque valeur, et c'était nécessairement là le but de l'auteur du projet, puisque « M. Mosselmann pensait que l'aval de garantie de la société suffirait pour faire accepter par tous les établissements financiers les valeurs qui le por-

teraient » (note de 1880) pour que ce but fût atteint, disons-nous, il fallait que la société eût des fonds suffisants pour répondre de sa signature ; d'où les eût-elle tirés ? Il est évident qu'à moins d'être exorbitante, auquel cas personne n'aurait consenti à la payer, la commission perçue en l'échange de l'aval n'eût pas été suffisante pour servir l'intérêt aux prêteurs. Ou bien la société eût employé son argent à des opérations financières ; et alors on n'aperçoit pas la raison pour laquelle elle n'eût pas fait directement l'escompte des effets agricoles, et s'en fût tenue à une situation qui lui réservait tous les risques en cas de non paiement des billetsavalisés par elle. On entend bien que pour s'en garantir elle eût exigé des sûretés dont l'énumération a été donnée plus haut, et au nombre desquelles figure le nantissement d'objets mobiliers ou de récoltes ; on sent bien que, s'agissant de l'agriculture c'eût été là, dans l'immense majorité des cas les garanties offertes. Et alors il est à remarquer que le rôle du comptoir de garantie se fut réduit à celui des banques agricoles italiennes : être un magasin général qui en échange du dépôt délivre un titre négociable ; nous avons déjà dit ce que vaut le système ; ce n'est plus le crédit, c'est le prêt sur gage.

Le second projet dont l'adoption était recommandée par la commission de 1856 était celui de M. de Germiny ; dès l'abord nous devons faire pour lui l'observation préliminaire que nous avons faite pour les conclusions du rapport de la commission ; ce projet préconise en effet en même temps l'escompte et le nantissement sans déplacement. Le voici : « Dans le projet de M. de Germiny, une banque

de crédit agricole devait être organisée parallèlement, mais sans fusion, avec la société du Crédit Foncier de France, qui lui prêterait le secours de ses succursales et les moyens de recouvrement que le Gouvernement avait mis à sa disposition. Un comité d'escompte serait installé dans chaque département et prononcerait sur les demandes d'escompte et d'avances qui seraient adressées par les cultivateurs ou leurs fournisseurs. Le prêt sur nantissement sans déplacement du gage aurait été autorisé et, dans ce but, M. de Germiny se joignait à MM. d'Esterno, de Beaumont et autres pour demander une modification aux dispositions de l'article 2076 du Code civil » (note de 1880, page 15). Il n'y a pas là de détails suffisants pour permettre d'apprécier exactement ce système ; ce qu'il est possible de faire, c'est à l'observation de tout à l'heure, d'en joindre une seconde, savoir que, comme nous l'avons déjà démontré, cette banque de crédit agricole, et qui n'eût fait que cela, eût abouti à une inévitable catastrophe.

Nous avons maintenant à dire quelques mots des différents systèmes rejetés par la commission de 1856.

Au premier rang, il convient d'en placer un qui se distingue des autres par un singulier mélange d'idées exactes et d'erreurs grossières. Nous transcrivons sans commentaires : « M. Gary proposait l'établissement d'une banque agricole des départements et des communes ayant une succursale dans chaque chef-lieu de département et escomptant les billets des propriétaires ruraux, des cultivateurs, fermiers, etc. Cette banque ouvrirait encore des comptes courants et aurait fait des avances sur

consignations. *Mais chacun des prêts devait être garanti par la commune du débiteur, laquelle eût été rendue seule responsable des pertes que la banque eût éprouvées par suite des opérations qu'elle aurait faites avec l'emprunteur à la recommandation et sur aval de garantie des délégués de la commune.* Appelé devant la commission, M. Gary, à la suite d'objections, modifia son projet en substituant l'Etat aux communes pour la garantie de ses opérations de crédit. Plus tard, cet inventeur s'étant présenté devant la commission de 1866, tenta encore de faire accepter son système en proposant de demander à l'Etat de garantir non plus toutes les opérations de sa banque projetée, mais un intérêt de 4 1/2 0/0 au capital de cet établissement » (note de 1880, page 13).

Après ce projet, il convient ici d'en signaler un autre, dont il y a lieu de s'étonner que la commission n'ait pas cru devoir recommander l'adoption, comme pour ceux de MM. de Germiny et Mosselmann ; comme ces deux derniers, M. d'Esterno dans son projet (c'est de celui-là qu'il s'agit), tend à réaliser l'escompte des effets agricoles ; comme M. Mosselmann, il prévoit accessoirement la création du nantissement sans déplacement du gage ; comme M. de Germiny, il autorise la banque à créer, à faire des prêts sur gage ; si ces considérations n'ont pas empêché la commission d'adopter les deux premiers, il y a lieu encore une fois de s'étonner qu'elle ait rejeté le troisième ; il est vrai que M. d'Esterno limite à trois mois l'échéance des billets qu'aurait pu escompter sa banque, à laquelle il conférerait d'ailleurs le droit d'émettre des billets à vue au porteur ; la première de ces dispositions aurait res-

treint de beaucoup l'utilité de l'institution et la seconde soulevait un grave problème économique ; mais il y avait là matière à modifications et certainement aucun motif suffisant pour le rejet total du système. On ne peut en dire autant des trois autres projets repoussés : aucun d'eux n'entrevoyait la question ; deux confondaient le crédit et le prêt sur gage ; l'autre organisait une vaste entreprise de mise en location de bestiaux chez les cultivateurs.

Nous ne nous y arrêterons donc pas et nous abordons immédiatement l'examen des travaux de la commission de 1866. Nous avons déjà eu occasion de parler des conclusions de son rapport ; rappelons qu'elles se distinguent par deux traits caractéristiques : rejet de toute intervention de l'État en matière de crédit agricole ; rejet de toute dérogation au droit commun en faveur des institutions de crédit agricole. Différemment, il semble que cette commission a entrevu beaucoup moins nettement la question que celle de 1856, puisqu'en somme, bien que ne préconisant aucun projet, elle indique dans son rapport que c'est, à son avis, dans le nantissement mobilier qu'il faut chercher la solution du problème ; et nous savons ce qu'il faut penser d'une pareille conclusion. Voyons donc si dans les différents systèmes rejetés alors il en est qui soient dignes d'attirer l'attention ; la note de 1880 en expose huit, dont il convient de retrancher celui de M. Gary, soumis déjà, comme nous l'avons vu, à la commission précédente ; disons, d'ailleurs, que ces projets ne furent pas les seuls ; il y en eût trente-quatre de soumis à la commission ; mais il y a lieu de croire que la plupart

d'entre eux n'avaient pas d'importance, puisque le rapport de la commission et la note de 1880 se bornent à les exposer dans un tableau synoptique (note de 1880, page 22).

Dans les six projets qui restent soumis à notre examen, il y a d'abord à mettre de côté celui de M. Dufey : « M. Dufey se préoccupait beaucoup plus dans ses propositions d'assurer les subsistance et le prix normal des cours du froment que de créer et d'organiser le crédit à l'agriculture, car son système se bornait à fonder des magasins de dépôt de céréales et à prêter sur les blés consignés » (note de 1880, page 17). Cinq projets nous restent donc à examiner, ce qui ne nous retiendra pas longtemps ; car, disons-le de suite, aucun d'eux n'est de nature à éclaircir le problème ; nous allons le montrer en les prenant dans l'ordre où les présente la note de 1880. Voici ce qu'elle dit des deux premiers.

1° Système de M. Léger :

« M. Léger demandait que l'État émit des bons hypothécaires de coupures variant de 20 à 1,000 fr. et productifs d'intérêt à 4,5 0/0, payable par douzième. Ce projet étant absolument étranger au crédit mobilier, on n'indiquera ici aucun des détails contenus dans la communication de M. Léger. »

2° Système de M. Clauzade.

« Cette proposition n'intéressait également que le crédit immobilier, car elle avait pour objet la création d'une banque prêtant à tout propriétaire qui engageait ses revenus pour dix ans. C'était l'organisation du crédit qui, sinon par une hypothèque, du moins par une sorte d'an-

tichrèse avait pour résultat de mettre la propriété en tutelle et sa gestion sous séquestre. Une combinaison semblable est étrangère au crédit mobilier, et l'on n'en fournira dès lors aucune analyse. » (Note de 1880, page 17).

Le système de MM. Mathieu et Rivet semble entrevoir la question ; mais c'est, à la vérité, pour la dénaturer immédiatement. En voici l'économie : Il permettait à l'agriculteur d'acheter au moyen de traites à 90 jours renouvelables jusqu'à deux ans, certains engrais et outils aratoires compris sur une liste dressée par la société. Seulement les traites devaient être garanties par une hypothèque, une caution, un nantissement ou tout autre sûreté spéciale. Or il est certain que l'agriculteur qui a ces sûretés spéciales et sérieuses n'a pas besoin du système Mathieu et Rivet pour acheter à crédit ; il est même évident qu'avec ces garanties il peut se procurer tout ce qui lui est nécessaire et non pas seulement les objets limitativement énoncés sur la liste de la société projetée qui n'apparaît dès lors que comme une entrave inutile. Le système de MM. Beaumont, d'Esterno, Gareau et autres ne vise que ce qu'on a appelé le gage à domicile, il ne saurait non plus nous arrêter. Reste celui de MM. Fremy, Leviez et Delbard ; son objet principal et l'introduction en matière agricole de la loi de 1863 sur le gage commercial en ce qui touche l'exécution du gage, et la création d'un système tendant à simplifier la mise en gage sans déplacement du matériel agricole. On voit que rien de tout cela ne mérite l'attention. La commission de 1866 ne peut porter qu'une chose à son actif, c'est la répudiation faite par elle de l'intervention de l'Etat en notre matière.

Elle a laissé la question entière, et les travaux de la commission de 1880 n'en ont pas fait avancer la solution. On sait que la seule sanction qu'ils aient eue a été le vote par le Sénat d'un projet de loi qui commercialise les engagements contractés par les agriculteurs sous forme de traites. Il n'y a là rien qui puisse modifier l'appréciation que nous venons de donner.

Il est cependant incontestable que parmi les nombreuses combinaisons ou communications qui ont été soumises à l'appréciation de la commission, d'aucunes étaient de nature à lui fournir la solution du problème, comme nous le ferons ressortir tout à l'heure.

Pour le moment nous voulons faire voir que, comme nous l'avons dit au début de cette étude historique, le niveau des idées économiques semble être, sur notre matière, très inférieur à ce qu'il était précédemment. La comparaison du résumé que l'on va lire des systèmes soumis à la commission de 1880 et de celui des systèmes précédents y suffira.

Dans cet ordre d'idées, nous commencerons par transcrire, sans le commenter, l'exposé de certains systèmes ; nous les prenons dans l'ordre où les présente la note de 1880.

1° « M. Vigoureux voudrait que l'Etat, *monopolisant le prêt hypothécaire* émit des bons hypothécaires jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur des propriétés immobilières. Ces bons ou obligations, en échange desquels l'emprunteur recevrait des billets au porteur *dont le cours serait forcé*, resteraient déposés dans la caisse du trésorier-payeur général du département où seraient situés les immeubles dont ils représenteraient la valeur.

L'emprunteur payerait un intérêt de 3 0/0 qu'il verserait entre les mains du receveur de l'enregistrement et il rembourserait par annuités en billets de l'Etat. Ces billets et l'obligation qu'ils représenteraient seraient alors détruits en présence du débiteur, du receveur de l'enregistrement et de deux gendarmes appelés comme témoins ». (Note de 1880, page 28).

2° « M. Huart propose la création, dans chaque département, d'une société financière ou banque qui ferait aux cultivateurs des avances à longs termes et à courts termes

Les prêts constatés par contrat seraient effectués au moyen d'obligations créées par l'Etat

L'État se chargerait de tous les mouvements de fonds, c'est-à-dire de l'encaissement des sommes versées pour solder les intérêts et les annuités d'amortissement du capital. » (Op. cit., page 29).

3° « M. Dauphin propose la création d'une société dont le siège serait à Paris et qui aurait un agent ou représentant dans chaque chef-lieu de canton. *Les opérations de cette société seraient garanties par l'État* » (Op. cit., page 36).

4° « M. Lempreur propose de constituer une institution fondée et dirigée par l'État qui prêterait à l'agriculture les fonds versés aux caisses d'épargne, à la caisse des retraites pour la vieillesse, ainsi qu'aux deux caisses d'assurances sur la vie et contre les accidents que l'État a créées et dont il dirige les opérations.

Enfin l'auteur a pensé que les opérations de cette caisse agricole seraient plus fructueuses si l'on y adjoi-

gnait celles des assurances, dont l'État se réserverait le monopole. » (*Op. cit.*, page 39).

Dans cette catégorie, d'autres projets sont encore à mentionner ; ce sont : celui de M. Davin qui voudrait voir l'État fonder en Algérie une banque de crédit, prêtant aux cultivateurs à un taux n'excédant pas 5 0/0, et qui partagerait avec la Banque de France le privilège d'émettre des billets de circulation ; le projet de M. Meresse qui comporte une banque placée sous le patronage de l'État, qui garantirait à son capital d'obligations un intérêt de 4,5 0/0 ; puis encore celui de M. Bonnet, qui propose la création d'une société dont le siège serait à Paris, au ministère de l'agriculture ; dont les opérations seraient contrôlées par les trésoriers-payeurs généraux, et surveillées par le préfet ; et dont le capital social serait en partie constitué par une subvention ou dotation accordée par l'État ; M. Léon Després demande, lui aussi, que l'État organise une institution qui prêterait aux cultivateurs les capitaux dont ceux-ci ont besoin moyennant un intérêt de 2,5 à 3 0/0 ; d'autres projets encore, ceux notamment de MM. Paillard, Billette, Leveau réclament le patronage ou le concours du Gouvernement. Voilà un premier point ; et en ce qui le concerne, il faut reconnaître qu'il faut remonter aux combinaisons de 1845 pour trouver un pareil ensemble à réclamer le concours de l'État ; et il est fort curieux au point de vue scientifique que ce soit alors précisément que le budget de l'État fait si péniblement face à ses obligations que l'on vient de toutes parts lui proposer de nouvelles et lourdes charges.

Nous avons maintenant à faire ressortir le nombre relativement important de projets qui confondent le crédit mobilier avec le prêt hypothécaire. Dans cette classe nous devons ranger les projets suivants : celui de M. Tremoulet qui déclare que le seul moyen de venir utilement en aide à l'agriculture c'est d'organiser le crédit non à la personne mais à la terre et qui pense résoudre le problème en proposant une modification du cadastre. M. Félix Charnay professe les mêmes idées ; son système consiste à ouvrir des crédits aux propriétaires moyennant une garantie hypothécaire, et suivant des combinaisons autres que celles adoptées par le Crédit foncier ; de même M. Grandidier qui pense que la situation des agriculteurs est fâcheuse parce que le taux de l'intérêt des emprunts hypothécaires qu'ils contractent dépasse celui de la rente foncière ; il en conclut qu'il faudrait avant tout s'occuper de trouver le moyen d'abaisser l'intérêt des prêts hypothécaires ; à ceux-ci il faut encore ajouter le plus grand nombre des projets classés dans la première catégorie comme réclamant le concours de l'État ; voilà un second point.

Éliminons maintenant quelques systèmes qui ne prévoient pas du tout la question et qui pensent, par exemple, avoir trouvé la panacée universelle *en permettant à l'agriculteur de remplacer le chaume par des tuiles*. Reste un nombre restreint de systèmes ; mais on eût pu y trouver la solution du problème ; nous l'avons dit ; nous avons maintenant à le démontrer. C'est la seconde partie de notre tâche et nous l'abordons immédiatement.

Disons d'abord, que six des projets soumis à la com-

mission contiennent une notion exacte du crédit ; plusieurs à la vérité, y joignent la fâcheuse idée de l'intervention de l'Etat ; nous les avons, pour cette raison rangée dans la première catégorie : mais cela supprimé il reste des systèmes très rationnels d'organisation du crédit agricole que nous allons parcourir.

1° *Système de M. Leveau* « M. Leveau propose la création, sous le nom de Banque agricole, d'une grande société financière composée des banquiers des départements. Cette société aurait pour principal objet l'escompte des billets souscrits par les cultivateurs au profit de leurs fournisseurs, ainsi que les avances aux agriculteurs en comptes courants ou sur leurs simples signatures. Toutefois la société ferait également ces mêmes opérations de banque avec les commerçants et les manufacturiers . . .

En ce qui concerne le crédit aux cultivateurs, le seul dont cette note doive s'occuper, il serait constitué sur les bases suivantes : Les effets escomptés ne devraient pas dépasser trois mois, et les comptes courants seraient réglés également trimestriellement.

Chacun des associés opérerait librement dans sa circonscription, mais sous sa propre responsabilité ; il endosserait les billets qu'il aurait acceptés, puis les passerait au comptoir central de la société qui à son tour les présenterait avec sa signature aux succursales de la Banque de France. Les valeurs se trouveraient alors couvertes de trois signatures et réuniraient les conditions exigées par ce dernier établissement. » (note de 1880 page 33-34).

Sauf le délai de 90 jours qui nous paraît trop restreint,

nous ne pouvons que nous associer à ce projet, et regretter vivement que le Sénat n'en ait pas fait le cas qu'il méritait.

Le système de M. Meresse repose tout entier, nous l'avons déjà dit sur le concours pécuniaire de l'Etat. D'autre part, en ce qui concerne son fonctionnement, « les explications de l'auteur sont fort obscures. » (note 1880 ; page 35) Nous ne nous y arrêtons donc pas ; retenons seulement que, ici encore, l'objet principal de l'institution projetée est l'escompte agricole, « en prêtant aux petits cultivateurs sur billets ou en escomptant le papier de ces derniers. » (op. cit page 35) Quant à M. Billette, lui aussi préconisait l'escompte agricole ; mais outre qu'il réclamait l'intervention du Gouvernement il appuyait son système sur des émissions de billets de circulation, sorte d'assignats qui le firent repousser en 1856. Quoi qu'il en soit, nous avons déjà pu mentionner le projet de M. Leveau comme excellent une fois dépouillé de l'idée du concours de l'Etat ; à côté de lui il convient de signaler celui de M. Léonce de Lavergne qui ne demande pas positivement le concours du gouvernement et qui a sur le précédent l'avantage de porter à 180 jours l'échéance des billets agricoles à escompter, puis enfin le projet d'un anonyme qui se confond dans ses grandes lignes avec celui de M. de Lavergne, mais qui de plus déclare expressément ne réclamer aucun concours pécuniaire des pouvoirs publics. Nous avons donc raison d'avancer tout à l'heure que la commission de 1880 avait entre les mains les données nécessaires pour faire œuvre utile.

Nous disons que c'eût été et que ce serait faire œuvre

utile que de mettre en pratique les idées qui viennent d'être exposées et qui sont les nôtres, parce qu'elles ont l'avantage d'être consacrées par l'expérience.

Nous avons fait voir plus haut qu'elles étaient celles de la commission de 1856, qui les avait consacrées en recommandant l'adoption des systèmes Mosselmann et de Germiny; la conséquence en fut la constitution, en 1860, de la Société du Crédit Agricole dont l'objet principal était de procurer des capitaux ou des crédits à l'agriculture et aux industries qui s'y rattachent en faisant ou en facilitant, par sa garantie, l'escompte ou la négociation d'effets exigibles au plus tard à 90 jours » (*op. cit.*, p. 60). Cette Société a abouti à une catastrophe; mais ce que nous voulons ici faire ressortir, c'est, d'une part, que si la Société est tombée, l'idée qui a présidé à sa création ne subit aucune atteinte dans cet échec; et que tout au contraire, et c'est là notre second point, les faits en ont démontré l'excellence.

Nous disons d'une part que rien, dans la ruine de la Société, n'est imputable à son objet; ce ne sont que les affaires étrangères aux intérêts agricoles qui ont causé la ruine de la Compagnie. Voici, en effet, ce qu'on relève dans le chapitre de ses pertes :

« 650,000 fr. sur les actions des Sociétés des marbres et bronzes artistiques de Paris, des houillères de Saint-Éloi, sur les obligations ottomanes et la rente turque ;

3,500,000 fr. dans une spéculation sur les eaux-de-vie ;

15,000,000 prêtés au vice-roi d'Égypte, etc. » (*op. cit.*, page 63).

Mais dans le chapitre des pertes, pas un centime sur l'escompte agricole. D'ailleurs, M. Christophle, qui fut chargé de liquider la Société du crédit agricole, « affirme que la Société aurait pu se soutenir et faire des bénéfices si elle s'était renfermée dans la lettre et l'esprit de ses statuts, et qu'elle n'a sombré que parce qu'elle a fait des affaires étrangères à l'agriculture (*op. cit.*, p. 64).

Voilà pour le premier point ; pour le second, nous nous bornons à mettre un fait en lumière. Les directeurs des succursales de la Société du Crédit Agricole avaient moitié dans les bénéfices réalisés sur les affaires qu'ils traitaient ; mais en échange de cet avantage, ils étaient responsables des pertes. Or, douze de ces directeurs, répudiant les errements de la Société elle-même, n'ont fait que les opérations en vue desquelles elle avait été créée ; « ils ont, pour la plupart, réalisé de véritables fortunes » (*op. cit.*, p. 61). Voilà la consécration de l'expérience dont nous parlions. Voilà ce qui, joint aux données de la science économique, fait la force des théories que nous soutenons.

RÉFORMES A INTRODUIRE

Dans la première partie de ce travail, nous avons recherché quels sont les principes qui régissent le crédit agricole mobilier ; nous avons vu, alors, que le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée, que cet échange est une opération de banque, mais qu'il ne doit pas y avoir pour cela de banques spéciales ; que pour assurer cet échange, il faut que l'agriculteur ait un moyen simple et rapide de prouver qu'il pourra payer la monnaie différée créée par lui ; enfin, qu'il y aura lieu de rechercher un système répressif pour la fraude.

Nous recherchons ici les moyens pratiques d'application de ces principes.

Il n'y a pas à se dissimuler, dès l'abord, qu'en pareille matière la première et la plus importante réforme à accomplir serait celle des mœurs du paysan, routinier comme on sait et ennemi par principe de toute innovation. De pareils changements ne se décrètent pas et ne peuvent être l'œuvre que du temps ; pour cette raison, il est certain qu'une organisation quelconque du crédit mobilier agricole, fût-elle excellente, ne donnera pas tout d'abord de résultat bien décisif.

Cette observation préliminaire s'applique surtout au

fondement même de notre système, savoir que le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée ; cet échange, nous l'avons dit, n'a lieu qu'après que la monnaie différée a circulé plus ou moins ; or, là est l'écueil. De payer avec une traite, l'agriculteur s'en accommoderait fort ; mais d'être payé de cette façon, il est à craindre que ce ne soit plus difficile à obtenir. Ceci est encore une fois une affaire de mœurs et de temps, et nous n'avons pas à nous y arrêter. Rien dans nos lois n'interdit à l'agriculteur, pas plus qu'à n'importe qui, de créer des lettres de change ; par conséquent, sur ce point, aucune réforme n'est nécessaire. Mais où la question devient plus compliquée, c'est lorsqu'on se demande s'il y aura lieu d'appliquer à l'agriculteur toutes les conséquences légales de la lettre de change et notamment la compétence commerciale et la faillite.

En ce qui touche la compétence commerciale, il est incontestable qu'elle présente deux avantages sérieux ; elle est peu coûteuse et beaucoup plus rapide que la juridiction de droit commun. A côté de cela, il est certain aussi qu'elle présenterait ici de considérables inconvénients. Le premier est que les juges consulaires, s'ils connaissent les usages commerciaux d'une région plus ou moins étendue, n'ont aucune compétence technique en matière juridique et seraient par conséquent fort peu à même de trancher les difficultés nombreuses que peuvent faire naître les questions de propriété foncière ou mobilière.

La seconde est que les tribunaux de commerce ne comportent pas de ministère public et que pour cette raison les fraudes seraient plus difficilement découvertes

Tout indique donc la compétence en cette matière des tribunaux civils ; or les tribunaux civils peuvent fort bien statuer d'une manière aussi expéditive et aussi peu coûteuse que la juridiction consulaire ; sans plus amples raisonnements il suffit ici de citer l'exemple de la procédure correctionnelle, lorsque le tribunal est saisi par la citation directe de la partie lésée conformément à l'art. 182 du Code d'instruction criminelle. Il suffirait donc d'adopter en matière de crédit agricole mobilier une procédure analogue.

En ce qui concerne la question de savoir s'il y aurait lieu d'adopter pour l'agriculture la législation sur la faillite, nous pouvons dès l'abord faire une observation importante ; c'est à savoir que en cette matière les dispositions de la loi n'ont eu pour objet que de sauvegarder les intérêts des créanciers ; le débiteur failli est complètement sacrifié ; c'est ainsi notamment que l'administration de son patrimoine passe aux mains du syndic. Or cette administration est très intimement liée à celle du propriétaire, toutes les fois qu'il n'exploite pas lui-même. On conçoit dès lors qu'il y aurait quelque iniquité à le frapper de toutes sortes de mesures vexatoires et gênantes alors que sa responsabilité ne serait nullement engagée dans la mauvaise gestion de son tenancier. Comme première conclusion nous sommes donc amenés à dire que la faillite ne saurait s'appliquer à l'agriculteur non propriétaire sans le consentement de son propriétaire. Il serait notamment inadmissible de voir le syndic mettre en vente au profit de la masse le droit au bail de la terre sans le consentement du propriétaire. Ce premier point

discuté, il reste à examiner si, même pour un cultivateur propriétaire, la faillite pourrait s'appliquer. Or ici encore, la réponse ne nous semble pouvoir être que négative. Il y a en effet telle disposition de la loi sur cette matière qui nous semble essentiellement incompatible avec l'agriculture ; notamment la déchéance pour le débiteur failli du bénéfice du terme. Il nous paraît qu'il y a pour l'industrie agricole des termes nécessaires qui sont précisément ceux des récoltes et des produits et dont il serait absolument vexatoire de prononcer la déchéance parce qu'il est évident par exemple que la vente d'une récolte longtemps avant sa maturation est une vente aléatoire qui produira une somme très inférieure à la valeur réelle du produit ; le producteur serait lésé, sans grand avantage pour les créanciers ; pour résumer, il nous semble donc qu'il y a lieu d'affirmer qu'en aucun cas la faillite organisée par notre loi ne saurait s'appliquer à l'agriculture. Est-ce à dire qu'il faudra laisser les créanciers sans défense ?

Loin de là ; seulement il faudrait organiser leur recours d'une façon particulière. En supposant une traite agricole non payée à l'échéance il y aurait d'abord lieu à notre avis de respecter l'institution du protêt qui a l'avantage d'être un acte authentique et de fixer par conséquent d'une manière indiscutable la situation respective du créancier impayé et du débiteur. Muni de ce titre le créancier assignerait dans un court délai devant le tribunal civil qui, les incidents examinés, fixerait les époques où les saisies pourraient être pratiquées, le maximum qu'elles pourraient atteindre à chacune de ces époques en tenant pour cela compte du montant de la ou des créan-

ces non payées, des besoins de l'exploitation et de sa nature.

Ici nous rencontrons l'une des plus grosses difficultés de la matière; quel sera le sort de ce titre exécutoire en présence du privilège du propriétaire tel qu'il est organisé par l'art. 2102 C. c. ? Ne faudrait-il pas, comme on l'a souvent demandé, limiter ce privilège ? Nous ferons d'abord remarquer que, lorsque l'agriculture sera astreinte à la comptabilité, il sera facile à celui qui escomptera une traite de s'assurer de la somme dont le fermier peut être encore redevable envers son propriétaire ; mais néanmoins il n'y a pas à tenir compte de ce procédé qui ne s'établira qu'à la longue. La question reste donc entière. Si nous recherchons quelle peut être la cause rationnelle du privilège, nous voyons qu'il s'explique parce que c'est le propriétaire qui, soit par ses avances pécuniaires, soit par la jouissance de son sol, a fait entrer dans le patrimoine de l'agriculteur les biens sur lesquels porte son privilège ; on comprend fort bien par exemple que le propriétaire non payé ait un privilège sur la récolte ; cette récolte c'est en somme lui qui l'a procurée et elle représente d'ailleurs une partie de la valeur de son sol qui est épuisé d'autant. Mais en dehors de ces termes le privilège n'apparaît pas comme fondé en raison et doit par conséquent être rejeté, tout au moins lorsqu'il serait de nature à porter préjudice à des créanciers ayant fait crédit au fermier et munis d'un titre exécutoire. Il nous paraît donc nécessaire de décider que vis-à-vis d'eux le privilège ne devrait jamais exister pour les années à échoir. Quant aux années échues, il

est incontestable que si le propriétaire n'en a pas été payé la cause première ne peut en être attribuée qu'à sa négligence et nous ne voyons quant à nous rien d'exorbitant à lui en faire supporter la peine ; il suffirait, à notre avis, pour cela de lui offrir un moyen de conserver son privilège et faute par lui de l'avoir employé de l'en déclarer déchu ; or ce moyen existe dans notre loi c'est la publication. Faute de publication le propriétaire serait déchu de son privilège pour les années antérieures. Resterait alors l'année courante ; pour celle-là le privilège nous semble bien devoir être respecté, sauf pourtant une restriction qui nous semble rationnelle. Le privilège ne doit être en somme pour le propriétaire qu'un moyen de sauvegarder ses droits, au même titre que la saisie pour le créancier non payé serait un moyen de sauvegarder les siens. Dans le conflit de ces deux intérêts également respectables, nous ne voyons aucune raison de favoriser l'un au détriment de l'autre. Si donc nous décidons, comme nous l'avons fait plus haut que le droit de saisie sera limité eu égard aux besoins de l'exploitation, il nous semble équitable de réduire en même temps le privilège du propriétaire au strict nécessaire et de dire qu'il pourra être exercé non pas pour l'année courante, mais pour ce qui est échusur l'année courante. Ces deux points réglés, rien ne s'oppose plus à l'émission des traites agricoles.

Nous avons dit plus haut que cette monnaie différée après avoir circulé plus ou moins longtemps s'échangerait contre une monnaie actuelle ce qui précisément constitue le crédit. Ce sont les moyens d'assurer cette circulation et cet échange que nous avons maintenant à rechercher.

L'échange de la monnaie actuelle contre la monnaie différée est une opération de banque, et nous avons exposé les raisons économiques pour lesquelles une banque créée spécialement en vue du crédit agricole mobilier aboutirait inévitablement à un échec.

Il faut donc que ce soient les banques déjà existantes qui fassent le crédit à l'agriculture. Or il y a fort peu de ces banques qui se suffisent à elle-mêmes, toutes ou presque toutes ont des comptes courants à la Banque Nationale et fort souvent leur rôle se borne en réalité à fournir la troisième signature exigée par cette dernière.

On peut poser en principe, parce que c'est en effet ce qui se produit dans l'immense majorité des cas, que toute traite escomptée par une banque particulière est ensuite réescomptée par la Banque de France ou par l'une de ses succursales. Cela dit, si l'on considère d'une part qu'il n'appartient pas au pouvoir de contraindre les banques à escompter le papier agricole ; d'autre part, que, le voudraient-elles, le plus grand nombre ne le pourrait pas, si elles n'avaient pas la possibilité de faire réescompter ce papier à la Banque de France, on est amené à dire que le seul moyen d'assurer l'escompte des traites agricoles est de modifier dans la mesure du nécessaire les règlements qui régissent la Banque Nationale. Assurés d'y pouvoir faire réescompter leurs bordereaux agricoles les banquiers particuliers n'auront aucune raison pour ne pas profiter de cette nouvelle source de bénéfice. — Dans cet ordre d'idée, il y a d'abord une première réforme qui s'impose ; nous laissons pour l'exposer la parole à M. Muret. (*Enquête de la Société nationale d'agriculture* tome I).

« On se trouve amené à examiner s'il ne convient pas d'améliorer le crédit personnel du cultivateur et de lui faciliter un accès auprès de la Banque de France. Ce puissant établissement possède maintenant des succursales dans tous les départements ; ne devrait-il pas être mis en mesure de constituer, dans la mesure du possible, ce qu'on est convenu d'appeler le crédit agricole mobilier ? La Banque de France est le grand réservoir des capitaux ; seule, elle peut les procurer à l'agriculture à un taux convenable. La principale difficulté pour arriver à des résultats pratiques provient de ce que jusqu'à présent la Banque ne connaît pas suffisamment les négociateurs du papier agricole ; elle ignore s'ils offrent les conditions voulues de solvabilité et d'exactitude. On pourrait sans doute combler cette lacune dans son organisation en augmentant le nombre des membres des conseils d'escompte répartis dans les différents départements de manière à compléter la représentation des différents intérêts du pays. Actuellement ils sont composés exclusivement de commerçants et d'industriels. Dans le conseil de régence de Paris l'élément financier a la prépondérance, généralement dans la proportion des trois quarts. Quant aux appréciateurs du papier agricole, on les cherche vainement sauf dans quelques succursales telles que Nevers, Bourges, Caen, St-Quentin. Il en résulte que les agriculteurs sont obligés de payer l'argent plus cher que les industriels et les commerçants même quand ils font des opérations qui ont un caractère pour ainsi dire commercial, comme l'achat du bétail. Pour remédier à cet état de choses il serait à propos de faire entrer des agriculteurs dans le conseil d'escompte de la Banque, tant à Paris qu'en Province. »

Une autre modification serait encore nécessaire dans les règlements de la Banque. Lorsqu'un effet est à une échéance plus éloignée que quatre-vingt-dix jours, il lui est interdit de l'escompter ; le porteur est alors contraint de s'adresser à un petit banquier qui ne pouvant faire réescompter immédiatement et étant forcé de garder cet effet dans sa caisse jusqu'à ce qu'il n'ait plus que quatre-vingt-dix jours à courir prend nécessairement une commission beaucoup plus forte. Si nous tenons compte d'autre part de ce fait que les traites agricoles seront presque toujours à une échéance supérieure à trois mois, nous arrivons à constater que l'organisation actuelle de la Banque ferait payer le crédit beaucoup plus cher à l'agriculture qu'au commerce. Il y aurait là une différence injustifiable et qui amoindrirait considérablement les avantages du crédit agricole. Comme le dit M. de Poncins (*Enquête de la Société d'Agriculture. Réponse pour le département de la Loire*) : « L'emprunt à courte échéance (escompte d'effets) doit être fait avec le moins d'entraves et de frais possible ; ce genre d'opérations doit être assimilé à celui usité par le commerce et il suffit que nous obtenions pour nos effets agricoles une faveur au moins égale à celle dont jouissent les effets de commerce » Cela admis ils resterait à déterminer la durée que pourraient avoir les effets agricoles ; sur ce point les opinions sont assez variées ; c'est ainsi que dans sa réponse au questionnaire de la Société d'agriculture, M. Boursier (*départ. de l'Oise*), ne demande que 6 mois : « La Loi nouvelle, dit-il, devrait avoir pour but de donner au cultivateur la possibilité de créer des effets de banque à six mois, laps de temps né-

cessaire dans la plupart des cas pour la réalisation des produits.» D'autres au contraire, ne demandent que trois mois tandis que certains voudraient voir accorder jusqu'à deux ans.

Il est certain que sur ce point les solutions doivent varier avec les différents genres de culture et par conséquent avec les régions ; la meilleure à notre avis serait de fixer un maximum, un an par exemple, en laissant aux comités d'escompte compétents le soin d'apprécier suivant les cas s'il y a lieu d'atteindre ce maximum. Pour cette appréciation, les diverses succursales de la Banque trouveraient des auxiliaires sérieux dans les petites banques privées, ou à leur défaut elles pourraient avoir un ou plusieurs agents spéciaux pour le département ; les comités d'escompte auraient d'ailleurs pour cela suffisamment de notions par eux-mêmes, s'ils comprenaient comme nous l'avons demandé un certain nombre de principaux agriculteurs du département. Du jour où par l'un de ces procédés, la succursale de la Banque serait nettement renseignée sur l'état exact de son département, la solution du problème serait de beaucoup simplifiée. C'est ce qu'expose M. Mille (*dép. de la Seine*) dans sa réponse au questionnaire : « Comment, dit-il, se fait-il que le crédit fuit le cultivateur, tandis qu'il se jette pour ainsi dire à la tête du commerçant ? Le cultivateur est l'individu dont les opérations sont le plus faciles à suivre ; il travaille en plein air ; on voit ses récoltes, ses animaux ; on sait comment il vend au marché, comment il vit chez lui ; il est partout à ciel ouvert. Le commerçant au contraire est fermé ; on ne pénètre ni dans son magasin, ni dans son usine, ni

dans son bureau. Mais le commerçant est voisin du banquier qui le connaît, le surveille, lui ouvre un véritable casier judiciaire, juge la marche des affaires par le papier émis, par les faillites ou les héritages. Le banquier ne peut s'occuper du cultivateur qui travaille à 10, 15 ou 20 kilomètres du centre. Il ne le connaît pas; rien ne le porte à des relations difficiles et confuses. Les choses changeraient si entre le cultivateur et la banque de crédit il y avait sur place un intermédiaire surveillant les opérations et les travaux et ayant assez de surface pour fournir une garantie au prêteur. Le cultivateur peut créer un billet, le soumettre à la petite banque qui donne ou refuse sa signature de garantie. Si le billet est accepté, il entre dans la circulation au même titre et pour le cultivateur et pour le commerçant. »

Nous avons vu jusqu'à présent et séparément d'une part ce qui concerne l'émission de la monnaie différée agricole; d'autre part, ce qui touche son échange contre la monnaie actuelle. Nous avons maintenant à étudier les moyens d'assurer, la monnaie différée une fois émise, son échange contre la monnaie actuelle. Nous savons que la monnaie n'est au fond des choses qu'une délégation; qu'en conséquence elle n'est acceptée, c'est-à-dire elle ne circule que si elle porte en elle-même la garantie de son paiement. Le problème consiste à rechercher les moyens pour que le porteur d'une lettre de change agricole soit assuré de son paiement. Ainsi posé, il soulève trois difficultés. Il faut que le porteur de la traite agricole puisse être assuré que celui qui l'a émise possède de quoi la payer. Il faut que, cela établi, il puisse être certain que la fortune mobilière de son dé-

biteur existera encore au jour de l'échéance de la traite, ceci amène à examiner d'abord le cas où le débiteur ferait disparaître ses biens ; ensuite le cas où ils disparaîtraient par une circonstance indépendante de sa volonté, c'est-à-dire la mortalité et les influences atmosphériques. Il est certain que ce sont là, pour l'agriculture, deux causes d'infériorité vis-à-vis du commerce et de l'industrie, au point de vue du crédit. Elles sont toutefois plus apparentes que réelles et si l'on descend au fond des choses on découvre qu'elles ne seraient préjudiciables à l'agriculture qu'autant que l'on prétendrait lui faire une situation privilégiée. Voici ce que nous voulons dire par là ; il y a fort peu de prêts qui ne présentent aucun risque pour le prêteur ; pour n'en citer que deux, l'un et l'autre très fréquents en pratique, le prêteur sur immeuble peut voir sa garantie détruite par un incendie ; et le prêteur sur titre de pension viagère, peut se trouver par la mort de son emprunteur privé de la garantie que lui offrait le titre de pension. Aussi le prêteur exige-t-il, dans le premier cas une assurance contre l'incendie, dans le second une assurance sur la vie. Dans ces circonstances, nous disons que, à moins de vouloir créer pour l'agriculteur une situation privilégiée en le soustrayant à l'assurance qui est exigée de la grande majorité des emprunteurs, on est obligé de reconnaître que les sûretés du prêteur agricole sont aussi grandes que celles de n'importe quel autre prêteur. La seule infériorité pour l'agriculture se trouve dans ce fait que les assurances contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux, etc., sont un peu plus coûteuses que l'assurance contre l'incendie.

Quant à ce qui concerne le cas où l'agriculteur dissiperait volontairement à l'échéance son mobilier, il est certain qu'il ne constitue aucun des délits actuellement prévus par notre loi répressive ; mais il n'y aurait qu'à assimiler le cas par voie législative soit à l'abus de confiance comme l'ont fait presque tous les projets tant en France qu'à l'étranger soit à l'escroquerie, ce qui serait peut-être plus juridique.

Reste enfin à rechercher le moyen pour l'agriculteur de prouver qu'il pourra faire honneur à ses engagements, et pour cela de prouver la consistance de son patrimoine mobilier. Sur ce point, nous avons déjà dit que la comptabilité serait un excellent procédé, et l'exemple de ce qui se passe en Angleterre est venu corroborer cette appréciation. L'inconvénient de ce système est d'exiger un certain degré d'instruction et surtout une modification complète des mœurs du paysan. Il n'est donc pas possible d'exiger du jour au lendemain que l'agriculteur ait une comptabilité, et il faut rechercher d'autres procédés à employer en attendant ou même concurremment. Dans l'enquête faite par la société d'agriculture et dont nous nous occupons dans la seconde partie, M. Stœklin (de Colmar) en indique un ; nous le transcrivons : « A cet effet, il suffirait qu'aucun animal ne puisse sortir de la commune sans un certificat de la mairie (ce qui aurait des avantages lors des maladies contagieuses).

L'animal sur lequel il aurait été emprunté serait marqué et inscrit sur un registre déposé à la mairie et tenu par le greffier qui serait payé à raison de tant par certificat.

Le certificat de sortie ne serait délivré que sur le vu du reçu du paiement de la dette contractée sur la tête de l'ani-mal.» Ce système on le voit est dominé par l'idée de prêt sur gage; par conséquent, indépendamment des difficultés pratiques qu'il soulève, il ne saurait qu'imparfaitement nous convenir.

La Banque Impériale d'Allemagne pratique, précisément en matière d'escompte un système qui nous paraît infiniment préférable. Dans toutes les villes où elle a des succursales une liste des commerçants qui font escompter du papier est dressée par ses soins; elle fait une enquête sur chacun d'eux pour établir approximativement leur fortune; cette fortune, une fois établie, la Banque Impériale d'Allemagne prête sur simple signature jusqu'à concurrence de la moitié du chiffre fixé. Il n'a jamais paru que ce système eût aucun inconvénient pour la Banque d'Allemagne. Ne pourrait-on donc pas l'appliquer à l'agriculture? Remarquons d'abord qu'au moins une fois par an l'exploitation de l'agriculteur est visitée par le garde champêtre qui vient constater quel impôt doit être perçu pour les chiens, voitures et bêtes de trait, et quels sont les animaux et véhicules susceptibles d'être réquisitionnés par l'autorité militaire. Il ne serait pas plus long pour lui de constater la nature et la valeur approximative du capital d'exploitation. J'ajoute que cette approximation ne risquerait pas d'être excessive et voici pourquoi. La visite dont il vient d'être parlé est faite au moment où sont faits les rôles de contributions, c'est-à-dire au mois de décembre. Or cette époque de l'année est toujours celle où l'on a le moins de bestiaux parce qu'il

faut exclusivement les nourrir avec les provisions engrangées. Le capital d'exploitation serait donc déterminé et apprécié chaque année ; les mairies centraliseraient ces estimations et chacun pourrait moyennant une faible rétribution s'en faire délivrer un extrait. La banque privée et finalement les succursales de la Banque de France auraient là un élément suffisant pour discuter l'admission à l'escompte des signatures agricoles.

Résumons-nous : le crédit, échange d'une monnaie actuelle, contre une monnaie différée est une opération de banque ; pour l'assurer, il faut d'une part qu'elle rentre dans celles que fait la Banque de France ; pour cela introduction de l'élément agricole dans les conseils d'escompte ; fixation, chaque année, de la somme jusqu'à concurrence de laquelle la banque nationale escomptera le papier agricole à plus de trois mois : fixation par le conseil d'escompte de chaque succursale du maximum de durée d'échéance que pourra avoir le papier agricole de la région. Il faut d'autre part sauvegarder les intérêts des escompteurs ; pour cela, organisation dans chaque mairie d'une liste des agriculteurs fixant la valeur moyenne de leur patrimoine mobilier ; peines de l'escroquerie appliquée à celui qui diminuerait sciemment cette valeur ; procédure rapide, analogue à la procédure correctionnelle, appliquée en matière de billets agricoles ; limitation du privilège du propriétaire, non inscrit, à ce qui est échu sur l'année courante et du droit de saisie du créancier selon la nature et les besoins de l'exploitation, cette matière restant soumise à la compétence des tribunaux civils.

Arrivé au terme de cette étude, on n'a pas ici la prétention d'avoir fait une œuvre définitive ; on s'est borné à mettre en lumière et à développer des idées conformes aux données scientifiques et qui, en tous cas, ont fait leur preuves ; ce sera peut-être pour plus compétent que nous des matériaux qui lui permettront de les faire triompher un jour ; en cela, on croit avoir fait œuvre utile ; le jour où l'agriculture aura à sa disposition les capitaux que le crédit lui fournira, elle reprendra son libre essor, malgré le protectionnisme qui n'existera plus alors qu'à l'état de funeste souvenir ; le seul espoir d'y avoir contribué pour si peu et d'aussi loin que ce soit nous suffit.

POSITIONS

Droit Romain.

1. La naissance des deux écoles sabinienne et proculéienne est due à la politique.

2. La différence existant entre elles, au point de vue scientifique, est une différence de méthodes.

3. L'école sabinienne s'en tient exclusivement à la recherche historique ; l'école proculéienne au raisonnement abstrait.

4. L'influence proculéienne a été beaucoup plus profonde que celle de l'école adverse ; elle s'est exercée d'une façon sensible sur cette dernière.

5. L'école proculéienne a introduit dans le droit romain des principes nouveaux ; l'école sabinienne a seulement fait admettre quelques solutions particulières.

Economie politique.

1. Les monnaies se distinguent en monnaies différées et en monnaies actuelles.

2. Le crédit est l'échange d'une monnaie actuelle contre une monnaie différée.

3. Le crédit permet de faire davantage d'échanges avec la même quantité de monnaie.

4. Le crédit est une opération de banque qui est faite par les **banques** de dépôts et comptes courants.

5. Une banque qui ferait exclusivement du crédit agricole ne saurait subsister : cette opération doit être faite, dans une limite donnée, par les banques actuellement existantes.

6. Toute intervention de l'Etat doit être repoussée en pareille matière.

7. Toute monnaie doit porter en elle-même la garantie de son paiement ; pour assurer le fonctionnement du crédit agricole mobilier, il faut fournir à l'agriculteur un moyen de prouver qu'il pourra payer la monnaie différée créée par lui.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

Droit Romain

1. Le *jus italicum* ne touche pas à la condition des personnes, mais seulement à celle de la propriété foncière.

2. Un droit réel de servitude ne peut pas être constitué par stipulation dans le droit de Justinien.

3. Dans la vente pure et simple d'un corps certain, la question des risques doit se résoudre d'après la règle *res perit creditori* et non pas d'après la maxime *res perit domino*.

4. Le concubinat était une institution régulière.

Droit civil.

1. Les donations déguisées sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux qui, d'ailleurs, n'a pas été fait suivant les formes requises en matière de donations sont nulles pour le tout.

2. La séparation des patrimoines n'est pas un véritable privilège; elle ne donne pas le droit de suite et ne constitue même pas un droit de préférence à l'égard des autres créanciers de la succession.

3. Les servitudes même continues et apparentes ne peuvent être acquises par la prescription décennale.

4. La subrogation à l'hypothèque légale de la femme mariée entraîne la cession de l'hypothèque seule et non la cession de la créance garantie.

Droit criminel.

1. En matière de violation de secret professionnel, l'intention de nuire n'est pas un élément essentiel du délit.

2. En cas de récidive, le juge doit appliquer d'abord l'aggravation de la peine résultant de la récidive et appliquer au tout la réduction résultant de l'admission de circonstances atténuantes.

3. La cour d'assises peut admettre en faveur du contumax des circonstances atténuantes.

4. Les infractions punies de peines correctionnelles et

cependant qualifiées contraventions, sont soumises aux règles de la police correctionnelle.

VU,

Le Président de la thèse,

Em. AGLAVE.

VU,

Le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le vice recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

